

Campagne de Carême

Nous sommes à l'ère de la communication...

Nous ne pouvons prendre le bus ou déambuler dans la rue sans apercevoir un bon nombre de nos congénères l'oreille plaquée à leur «portable»; nous envoyons et recevons quotidiennement des e-mails des 4 coins du monde; un événement d'actualité ne met que quelques minutes pour être diffusé à l'ensemble de la planète. Et pourtant...

La moitié de la population mondiale n'a jamais eu accès au téléphone; la carte des centres d'information peut se calquer sur celle des centres économiques; et, à la COTMEC, nous mesurons combien il est difficile d'avoir des échos de la réalité humaine vécue dans certains pays.

Quelque chose est donc pourri au Royaume de la communication...

A travers des pistes de réflexion, des textes et des propositions concrètes, la campagne de Carême nous invite à «partager la communication», pour que celle-ci ne soit pas traitée comme une marchandise, exclusivement soumise au profit.

La communication doit être au service de la dignité humaine, de la diversité culturelle et véhiculer les valeurs fondamentales que sont la justice, la liberté, la participation.

Communication, communauté et communion pourraient ainsi retrouver leur racine... commune! ■

Roland Pasquier



Signalons le récent rapport du PNUD, sur les disparités Nord-Sud dans le domaine des progrès technologiques. Dans le même sens que les Eglises, ce rapport affirme: «Le défi est de taille: il consiste à mettre les évolutions technologiques actuelles au service du développement humain. Ce que le génie des hommes est en mesure d'accomplir par le biais de la technologie est époustouflant. Mais notre incapacité collective à mettre ce

génie au service des besoins en matière de développement est inexcusable. A mesure que l'éventail des possibilités continuera de se déployer, les innovations scientifiques seront-elles complétées par des innovations politiques destinées à transformer le progrès mondial en outil de développement?» Puisse notre chemin vers Pâques nous faire avancer vers une mondialisation de la solidarité. R.P.

MERCI à celles et ceux qui ont payé leur abonnement et à celles et ceux qui le feront encore! COTMEC-info

Agenda

Dans le cadre de la Campagne de Carême, lancée fin janvier, plusieurs manifestations auront lieu en février-mars.

Notamment le 14 mars à Genève, au centre de St-Gervais, rue du Temple 5, à 20h00, une table ronde sur les enjeux de la communication à l'heure d'Internet et à la veille du Sommet Mondial sur la Société de l'Information qui aura lieu à Genève en 2003.

Avec Louise Lassonde, Albert Longchamp, Pape Diouf et Martine Brunschwig-Graf. D'autres tables rondes sont prévues fin février à Bienne et à Vevey.

Pour tout renseignement: www.ppp.ch, www.actiondecareme.ch, tél. PPP: 021/614 77 17, tél. AdC: 021/617 88 81. Pour débattre de ces mêmes questions, rendez-vous sur le site: www.geneva2003.org.

Au-delà de la dette

Résumer les problèmes économiques de l'Afrique au seul endettement, avec pour solution miracle l'annulation de cette dette, est loin d'être suffisant.

C'est ce qu'explique l'article du Tazantien Aquilire Tariro, qui appelle à une analyse rigoureuse des causes structurelles et culturelles de la crise économique d'un point de vue africain. Le problème doit être replacé dans un contexte global, prenant en compte les dysfonctionnements internes et externes: l'absence d'une société civile, l'insécurité, la corruption institutionnalisée, les conflits ethniques, la mentalité de dépendance, etc. Ce que viennent alimenter le paternalisme et la politique manipulatrice des pays riches.

Les solutions énoncées proposent de redéfinir le concept même

de prêt et d'aide financière. Le tout dans une optique de respect des droits et d'un développement qui implique activement la population locale.

C'est à l'Afrique elle-même qu'il incombe de donner à ses hommes et ses femmes les moyens de constituer une société civile responsable. Ce grâce à la formation et à une participation active à la reconstruction d'un système économique indépendant et durable, selon les normes africaines et non plus occidentales. ■

Nicole Kunz

1 A lire dans «CHOISIR» n° 505, janvier 2002, paru sous le titre «Teilhard: l'Homme en marche». En vente dans les librairies Payot et à La Procure-Le Passage, Genève. Pour tout renseignement: 022/827 46 75, redaction@choisir.ch.

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE
CH

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

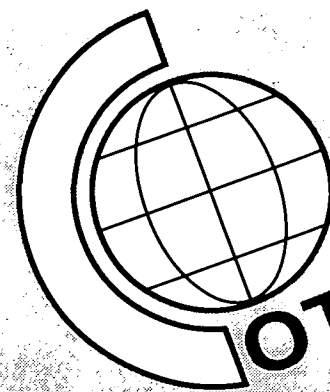
Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 238 - Février 2002



COTMEC
INFO

P. 4:
Partageons
la communication

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique Incroyable légèreté

2002, enfin! Pour sortir de la grisaille des malheurs de 2001, inlassablement ressassés dans les rétrospectives de fin d'année, voici une belle histoire -vraie- pour nous aider à repartir du bon pied. Elle nous arrive du Rwanda, où vit et travaille une communauté de religieuses infirmières rwandaises, au centre du pays. Leur lettre de Noël mentionne le fait suivant. Une sœur se rend à la prison régionale pour exercer son service. Elle y rencontre un jour les tueurs qui, en 1994, ont exterminé sa famille. Ceux-ci sont venus vers elle pour lui demander pardon. A leur vue, elle est d'abord profondément choquée. «Son cœur était lourd, écrit la chronique, mais le pas qu'ils ont fait pour s'approcher d'elle lui a permis de pardonner et de se sentir légère».

Voilà. C'est vite dit, cela a l'air simple et naturel. Et pourtant, quel chemin pour parvenir à cette résurrection! Une femme laisse son poids d'amertume et découvre la «légèreté» de la vie. Parce que des criminels ont fait «un pas» vers elle, pour lui demander pardon.

Cette histoire illustre admirablement le message de Jean-Paul II pour le premier jour de l'An. Il n'y a pas de paix durable sans justice. Sans une réelle remise en question des droits et des devoirs de chaque homme et de chaque nation, la paix n'est qu'un leurre. L'incendie qu'un armistice factice croit pouvoir éteindre reprendra de plus belle au premier coup de vent. Mais, ajoute le pape, il n'y a pas non plus de justice véritable sans pardon. Sans pardon proposé et offert, mais aussi -et c'est le plus difficile!- sans pardon accepté.

Je nous souhaite une très «légère» année. Que l'exercice du pardon nous fasse pousser des ailes! ■

Guy Musy

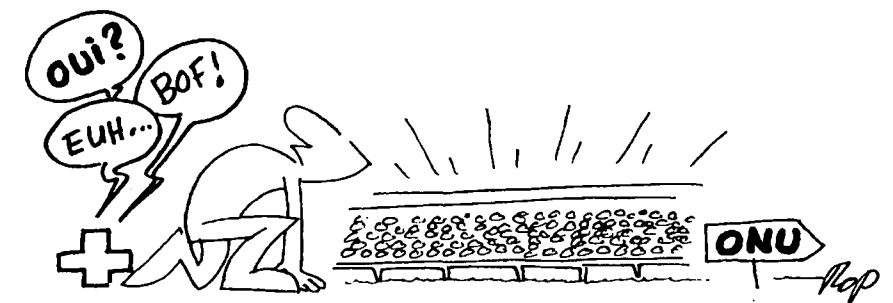
Edito

La Suisse à l'ONU

Oui, mais pour quoi?

J'imagine que peu de lecteurs de la feuille jaune diront non à l'ONU, le 3 mars prochain. Mais je constate souvent un certain scepticisme, même chez des partisans de l'ouverture de la Suisse au monde. Le fonctionnement réel du grand «Machin» est méconnu de beaucoup et l'on en reste souvent aux apparences: une ONU paralysée par les grandes puissances, sa lourdeur administrative, l'effacement de ses instances face aux pouvoirs économiques et financiers. Sans parler des embrouilles politiques qui se nouent dans certaines de ses enceintes, la Commission des droits de l'Homme notamment, et qui ont déjà broyé tant de causes justes. Pourtant l'enjeu est considérable, dans notre perspective de promotion de la justice. Essayons d'y voir plus clair à partir de défis concrets.

D'abord, soulignons que la Suisse est déjà active dans certaines institutions de l'ONU. Exemple: elle contribue au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en finançant 5% de ses ressources centrales et en s'engageant dans des partenariats sur des programmes ciblés. Cela assure à notre pays un crédit considérable et lui donne le droit de participer au conseil d'administration du PNUD. Pour une petite nation, l'enjeu est de taille. Seule, la Suisse n'a que peu d'espoir de contribuer efficacement à une dynamique de développement crédible. En renforçant un système multilatéral tel que le PNUD, conjointement avec d'autres petits pays, elle exerce une influence sur des programmes qui ont un impact important.



Dans les instances financières (Banque mondiale et FMI) et commerciales (OMC) auxquelles la Suisse a adhéré, ce sont ses intérêts économiques qui président aux orientations politiques -en gros les impératifs du SECO (Secrétariat à l'économie). Dans les instances onusiennes, ce sont davantage les orientations de la diplomatie (le Dpt fédéral des Affaires étrangères) et de la coopération (DDC) qui ont un impact. Définies en partenariat avec les ONG de Suisse et des pays où se concentrent les efforts de coopération, elles vont dans le sens du développement durable, de la promotion de la paix et de la justice. En adhérant à l'ONU, ce pôle diplomatique -qui inspire plus de respect que l'égoïsme économique national prôné par M. Couchepin- sortira renforcé. En tant que membre de l'ONU, la Suisse ne fera pas que payer ses cotisations: elle sera encore plus efficace dans ses engagements.

Autre constat: dans le domaine des droits humains, la Confédération doit souvent se contenter de jouer les «seconds couteaux» dans des projets qu'elle contribue largement à financer. Ainsi, une initiative suisse visant au renforcement de la Convention contre la torture (projet «Gauthier») piétine-t-elle depuis longtemps. Raison majeure: notre pays, sans être membre de l'ONU, ne peut pas déposer de projets de résolution ou prendre des initiatives au sein de l'ECOSOC (droits humains). Il doit donc confier la tâche à d'autres, qui n'ont pas eu jusqu'ici une détermination suffisante pour faire aboutir ce projet. Un projet qui s'inscrit dans la droite ligne de l'idéal d'Henri Dunant.

Notre «OUI» à l'ONU est donc un atout essentiel pour nos combats en faveur de la justice et de la paix. N'hésitons pas à en parler autour de nous. ■

Dominique Froidevaux

Nouvelles du Timor oriental

A l'aube de la déclaration d'indépendance du Timor oriental, état des lieux avec Pascal Rouget, secrétaire de l'association Biblio-lorosae.

Depuis les affrontements de 1999 entre milices pro-indonésiennes et indépendantistes, les forces armées internationales et la CIVPOL (police civile internationale) veillent au maintien de l'ordre au Timor oriental. Dans ce climat de relative sécurité, les premières élections législatives en août 2001 ont connu un fort taux de participation. Un signe de la volonté du peuple à prendre part à la reconstruction d'un pays en quête d'identité.

Bientôt l'indépendance...

Selon Pascal Rouget, secrétaire de l'association *Biblio-lorosae*¹, sur place depuis juillet 2001, les Timorais attendent avec impatience que l'ONU se retire. En effet, les écarts entre le train de vie

des fonctionnaires internationaux et la précarité du plus grand nombre suscitent de plus en plus de tensions. Même si beaucoup de Timorais vivent de la présence étrangère, la déception est grande: «*en 2 ans, ni les routes, ni les communications téléphoniques, ni l'électricité n'ont été sensiblement améliorées sauf peut-être à Dili (la capitale) où se trouve le personnel le plus haut placé*». La proclamation de l'indépendance et les premières élections présidentielles prévues pour le mois de mai de cette année seront un moment critique du point de vue de la sécurité et de l'économie du pays. Le Timor lorosae (en tétun: «soleil levant») devra construire avec sa richesse culturelle et sa volonté de se situer par rapport aux 2 géants voisins: l'Indonésie et l'Australie.

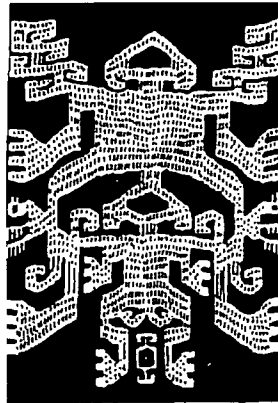
...et l'accès aux livres

Les livres ont en effet longtemps été censurés par les colons indonésiens, puis partiellement

détruits dans la guerre civile de '99. Le but principal de l'Association *Biblio-lorosae*, fondée à Genève en 2000, est de promouvoir l'accès aux livres et à l'information en créant une bibliothèque publique à Bacau. Celle-ci fournira des ouvrages non seulement dans la langue officielle, le portugais, mais dans toutes les langues représentées dans le pays: le tétun, l'indonésien et l'anglais. Nouvelles fraîches de l'avancement du projet: après avoir rénové un local provisoire qui sert également de logement, 2 membres sont en train de former une bibliothécaire, jeune étudiante timoraise, et de préparer les livres. D'ici cet été, une équipe locale devrait pouvoir gérer la bibliothèque de manière autonome avec le soutien de l'association à distance². Dans le contexte de la Campagne de Carême (*lire en p.4*), saluons ce projet qui veut promouvoir la communication écrite pour faciliter l'accès à l'information et à l'éducation au plus grand nombre. ■

Gaël Maridat

1 Biblio-lorosae, case postale 367, 1219 Châtelaine. CCP 17-158286-9. biblio-lorosae@isuisse.com; www.isuisse.com/biblio-lorosae.
2 L'association recherche: -des livres en portugais ou indonésien; -en anglais: uniquement des beaux livres pour enfants, livres d'art, encyclopédies et livres scolaires récents; -des rayonnages démontables métalliques ou de bois plein. Elle recherche également des membres et des fonds pour l'achat de livres sur place.



Régard

Le comité de rédaction, privilégiant l'expérience du terrain, m'a laissé carte blanche pour décrire mes impressions au retour d'un voyage au Pérou. Ce texte ne se veut pas un dépliant touristique, vantant la richesse culturelle du pays. Il ne prétend guère à une analyse sociopolitique de la situation du Pérou. Il n'ambitionne que de faire partager les réactions suscitées par 2 mois d'expériences aussi intenses que déroutantes.

ou en dollars, on est un touriste, un gringo et donc, on a de l'argent. On est tous mis dans le même sac -le pouvoir d'achat du touriste, quel qu'il soit, est immense-. Même si le processus est compréhensible -il est vrai que j'ai gagné lors du job d'été qui a précédé mon voyage bien plus que le salaire moyen péruvien- il y a là quelque chose d'injuste. Je ne me sens pas véritablement proche des *bank managers* américains, venus distribuer leurs dollars à pleine main et photographe des autochtones en habits traditionnels comme à la ménagerie. Je ne me sens pas l'âme d'un aventurier du dimanche venu faire des *treks* dans la Cordillère des Andes parce que c'est *fun*. Je me révolte contre l'impérialisme linguistique de l'anglais à l'étranger. J'aimerais si possible voyager discrètement, sans faire de bruit et que les gens me prennent pour un des leurs. Pourtant, logique implacable, je suis de ceux à qui l'on dit «*Good morning, mister!*».

Des contrastes choquants

En plus d'accueillir une multitude bigarrée de visiteurs de toute sorte, le Pérou est en lui-même plein de contrastes. Je ne parle pas ici du cadre naturel, qui voit coexister 3 milieux complètement différents à l'intérieur des frontières péruviennes. Ni de l'extraordinaire vastitude du territoire, à la base de grands écarts dans le mode de vie des gens. Ce qui m'a frappé au Pérou, c'est que les écarts abyssaux de richesses et de position sociale sont partout perceptibles. Les extrêmes les plus prononcés se

côtoient constamment, s'interpénètrent continuellement. Il n'y a pas de place pour des différences progressives, pour des sortes de «zones-tampon». A Lima, un centre commercial luxueux est installé au beau milieu d'un des quartiers les plus miséreux. A Huaraz, petite bourgade de la Cordillère et centre du tourisme montagnard, les terrasses d'un hôtel 4 étoiles donnent sur des quartiers sans eau courante ni électricité.

La palme du révoltant revient au complexe de *La Molina*, espace résidentiel pour les gros revenus de la capitale -les rares Péruviens qui ont pu monter dans le wagon du développement économique irraisonné de ces dernières années-. Non contents d'avoir planté ces luxueuses maisons sur une colline du sud de Lima, au contact direct de la ceinture de bidonvilles encerclant la ville, les architectes du projet ont érigé des grilles pour enfermer ces privilèges dans leur fortin. N'y entrent que ceux qui y logent ou qui y ont été invités. On peut imaginer l'état d'esprit des miséreux entassés dans les bidonvilles contigus à cette citadelle de luxe, côtoyant un monde qui semble proche mais qui en réalité se trouve à des années lumière. Une aisance, un confort matériel qu'ils pourraient presque toucher, n'étaient ces maudites barrières et le sentiment de marginalisation qu'elles génèrent. Au vu d'une telle situation, je ne suis pas sûr que les touristes soient la cible des plus gros soupirs de désespoir et de frustration des Péruviens démunis.

L'Age d'or de la débrouille

Comme dans la plupart des pays du Sud, chaque grande ville de la *Costa* représente autant d'eldorados pour de nombreuses personnes de l'intérieur des terres: ils sont plus d'un demi million par année à gagner cette bande côtière dans l'espoir d'une vie meilleure. La plupart déchantent rapidement: ils vont rarement plus loin que l'enceinte de bidonvilles propre à chaque grande ville péruvienne. L'afflux massif de ces immigrés de la campagne conduit au développement d'une «économie informelle» importante. Dans les villes de la côte, tous essaient

de se débrouiller pour gagner leur pain. Les plus chanceux parviennent à se dégoter une vieille voiture qui, munie d'un autocollant «taxi», leur permettra de sillonner la ville à la recherche de précieux *soles*. D'autres s'arrangent avec certains conducteurs de *collectivos* pour leur annoncer la position des bus concurrents et prendre bonne note de leur heure de passage, en échange d'une modeste rétribution. Nombreux sont ceux qui slaloment entre les gaz d'échappement des voitures à l'arrêt pour revendre aux conducteurs et passagers les produits les plus divers: journaux, bonbons, rasoirs, fours micro-ondes ou encore fausses ceintures de sécurité! C'est à Lima que le phénomène est le plus saisissant, avec, en toile de fond, les slogans de la dernière campagne présidentielle. Le leitmotiv de Toledo, *mas trabajo*, rappelle l'ampleur de la tâche du gouvernement péruvien.

La leçon

Pourtant, malgré l'état de précarité de nombreuses personnes, j'ai été frappé par l'atmosphère qui se dégage d'une ville aussi trépidante que Lima. Au milieu des gigantesques embouteillages, l'ambiance à l'intérieur d'un *collectivo*, qui balance entre les cahots de la route et la musique salsa crachée par ses haut-parleurs, reste éminemment chaleureuse. C'est l'image que je retiendrai du pays: dans des cadres de vie oppressants s'y dégagent toujours la bonne humeur et l'état d'esprit de gens enthousiasmés par les plaisirs simples de la vie. Loin de vivre pour travailler, comme beaucoup sous nos latitudes, nombreux sont ceux qui travaillent pour vivre, par simple besoin de survie. Ils sont donc prêts à profiter des rares répités que leur vie difficile leur laisse. Les gens que j'ai rencontrés apprécient bien mieux que mon esprit blasé d'Occidental le prix d'une conversation amicale, du rire, des bons moments. Ainsi, une fois les distances amenuisées et les barrières rompues, reste toujours une belle leçon d'humanité. ■

Jonas Pasquier

Marche mondiale des femmes

«Nous n'avons pas été entendues»

C'est la constatation -mi-désenchantée, mi-fâchée- qu'ont faite les femmes de la Marche mondiale, après s'être heurtées à une écoute polie, sans aucun signe du moindre engagement. Et ce aussi bien aux Nations Unies à New York qu'au Parlement européen à Bruxelles. Convaincues de la pertinence, voire de l'urgence de leurs demandes, elles ne baissent pas les bras: elles se sont retrouvées à Montréal pour leur 3^{ème} rencontre internationale et ont décidé de poursuivre la lutte.

La forme de l'engagement est en discussion. Verra-t-on la poursuite d'un mouvement ou prendra-t-il le visage d'une OING (Organisation non gouvernementale internationale)? Selon la culture ou la région, les groupes privilégient l'une ou l'autre approche. Ce qui ne change pas, mais a pris une vigueur plus forte: la détermination à faire pression sur toutes les instances de décision et la volonté d'être présentes sur les lieux où s'esquissent les lignes d'une société nouvelle. C'est ainsi qu'une importante délégation des femmes du Sud, membres de la Marche mondiale,

participera au forum de Porto Alegre du 31 janvier au 5 février. Leur but? Proposer «*la construction longue, patiente et inlassable de la paix, de la justice, de la démocratie et de l'égalité entre les femmes et les hommes comme alternatives aux actes terroristes et aux interventions armées*». Dans la Charte précisant leur action, elles disent encore «*vouloir vivre dans un monde davantage préoccupé de la sécurité des personnes que de la sécurité des nations et où chaque être humain jouit des mêmes droits et des mêmes libertés, quels que soient le sexe, l'origine ethnique, la nationalité, la religion, l'orientation sexuelle*».

L'expérience a montré que des manifestations internationales, même fortes, ne suffisent pas. Il faut que partout dans le monde, au niveau des communautés, des pays, des continents, des groupes relaient les mêmes demandes auprès de leurs autorités. Alors l'utopie de la Marche mondiale affirmant «qu'un autre monde est possible» pourra commencer à se réaliser. ■

Maryse Durrer

Israël-Palestine

Penser la paix pour panser les plaies

Leur destin tragique aurait pu en faire des frères ennemis emboitant le pas à la violence qui, au proche Orient, se trouve dans le camp de chaque partie adverse. Mais c'eût été un hommage indigne que de laisser la mort de 2 enfants alimenter le conflit. Elle, Nurit Peled-Elhanan, israélienne et professeur d'université, a perdu sa fille lors d'un attentat suicide du Hamas; lui, Izzat Ghazzawi, palestinien, écrivain, a vu mourir son fils sous les balles d'un soldat israélien.

Chacun de son côté, chacun à sa manière, ils ont décidé de militer en faveur du dialogue et du respect de l'autre, pour qu'un jour se taise tout déploiement de haine. Tous deux revendiquent l'existence de 2 peuples, 2 Etats, avec des droits égaux.

Deux visages de la paix

Le 12 décembre dernier, devant le Parlement européen de Strasbourg, le Prix Sakharov a récompensé ces 2 visages de la paix¹. Le prix, créé en '88, a déjà

été remis à des figure emblématiques comme Nelson Mandela ou «Xanana» Gusmão. Il est destiné à des personnalités ou organisations dévouées à la défense des droits humains et des libertés.

Ce double couronnement est à lire comme un signe d'espoir au milieu du conflit entre Palestiniens et Israéliens. Nous tâchons d'en repérer d'autres². ■

Astrid Lehr

1 Un mot sur le troisième primé, l'archevêque angolais Zacarias Kamwenho, honoré pour sa place à l'avant garde de la lutte «pour un Angola sans guerre».

2 Pour débusquer d'autres signes d'espoir, rendez-vous sur le site Internet www.solidarite-palestine.org. Ce site donne de nombreuses informations sur le pacifisme en Israël. Un exemple: il y a 3 semaines, les contacts entre militants des 2 camps ont repris après des mois d'interruption. «Malgré leur faiblesse, ces voix représentent un espoir mince, mais réel, que le droit du plus fort ne tienne pas indéfiniment lieu de justice au Proche-Orient.» (Manuel Grandjean, *Le Courrier*, 18 janvier 2002).

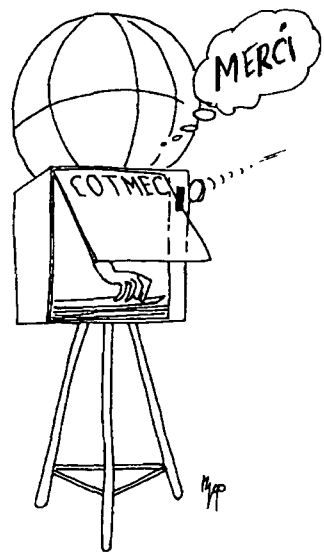


Avis aux lecteurs et lectrices

Suite à un problème technique, certain(e)s d'entre vous n'ont pas reçu le bulletin de versement annexé à COTMEC-info n°237. Vous trouverez donc un nouveau BV joint à ce numéro. Merci...

... de l'utiliser pour payer votre abonnement;
... à celles et ceux qui nous ont signalé le problème technique;
... à celles et ceux qui ont déjà payé;
... à celles et ceux qui, chaque année, font connaître COTMEC-info autour d'eux. En bref, merci de votre fidélité solide et solidaire!

La rédaction



Agenda

La 18^e édition du Festival Médias Nord-Sud aura lieu à Genève du 8 au 12 avril 2002, autour du thème «sport et développement». Ce festival du film télévisé et documentaire verra de nombreuses projections se dérouler la journée, à la Télévision Suisse Romande et le soir, à la Maison des Arts du Grütli. Renseignements: www.nordsud.ch.

N
18^e
festival médias nord-sud
02
S

Suisse - Afrique du Sud

Le temps des réparations

«Choquant! Le régime de l'apartheid a été conforté par des prêts occidentaux et ce sont aujourd'hui les victimes de ce régime qui doivent les rembourser!»

Dans un article très documenté¹, Michel Bavarel rappelle la frilosité avec laquelle la Suisse a appliqué l'embargo international et l'implication de certains milieux économiques helvétiques dans le financement du régime raciste. Relayant la Campagne internationale de solidarité avec l'Afrique

australe, il affirme qu'il est temps pour notre pays de reconnaître ses responsabilités et de réparer ses torts.

Un travail que les Eglises suisses, pour leur part, ont commencé... difficilement. ■

Revue Choisir

¹ Vous pouvez consulter cet article sur notre site internet: www.choisir.ch ou le trouver dans la revue Choisir de février 02 (n° 506). Rédaction choisir: Tél. 022 827 46 75.

Parrainez des sans-papiers!

Etre sans papiers, ce n'est pas seulement être dans l'illégalité, en marge des administrations, c'est avant tout être privé de droits et de voix. C'est travailler dans l'ombre, dans la peur d'être découvert, mis dans un avion et renvoyé chez soi comme un paquet postal, souvent sans que la législation soit respectée jusqu'au bout.

Divers groupes se sont déjà mobilisés pour réfléchir ensemble et s'organiser en faveur des sans-papiers. La COTMEC, interpellée par la Plateforme Evangile et Société, a également décidé de lancer une action de parrainage des sans-papiers, en partenariat avec ce groupe de l'Eglise protestante.

Un premier pas vers la mise en place de ce réseau de parrains et marraines a eu lieu samedi 9 mars, lors de la conférence tenue par Jacques Gaillot à Meyrin sur la non-violence (*lire édito*). Des prospectus y ont été distribués aux spectateurs, qui ont ainsi l'opportunité de s'inscrire pour participer activement au réseau.

Un lien de confiance

Comme le précise le texte explicatif, «être parrain ou marraine signifie établir un lien personnel de confiance avec les sans-papiers, être la personne de référence qui apporte un soutien moral et répond aux besoins particuliers qui peuvent se présenter. Le parrain ou la marraine est disponible et atteignable pour les sans-papiers qui peuvent le/la solliciter en cas de besoin. Il/elle offre une présence à un rythme régulier, prend contact et s'inquiète des éventuels

besoins. Il/elle accompagne et soutient les sans-papiers qu'il/elle parraine dans les diverses démarches qu'ils peuvent avoir à effectuer. Le parrain ou marraine, personne qui est un(e) citoyen(ne) suisse ou qui bénéficie d'un statut légal en Suisse, permet de relier les personnes sans-papiers qu'il/elle s'offre de soutenir à la citoyenneté dont on veut les exclure. Il/elle met ainsi au service des sans-papiers les droits et la voix dont il/elle a le privilège de jouir. Cet acte donne également au parrain ou marraine l'occasion d'exercer pleinement sa citoyenneté.»

Toute personne intéressée à participer à ce réseau peut communiquer ses coordonnées (nom, prénom, adresse, tél., e-mail) à: **Parrainage sans-papiers-Genève**
Plateforme Evangile et Société
Maurice Gardiol
CP 239

1219 Le Lignon
mgardioli@protestant.ch
Un appel à entrer dans l'action pour aller vers l'autre. ■

Nicole Kunz



COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE
CH

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

**Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique**
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

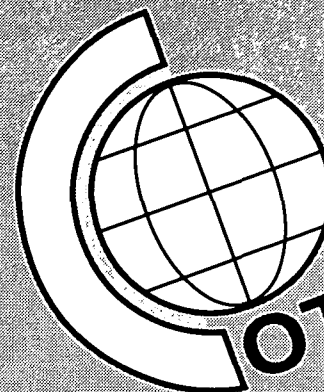
AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires.

Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 239 - Avril 2002



COTMEC
INFO

Page 3, mini-dossier:
Les Argentins
ont dit «basta!»

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Dissonances en Appenzell

Donc, Monsieur le Président de la section UDC des Rhodes Intérieures d'Appenzell, fâché du prône de son curé en faveur de l'entrée de la Suisse à l'ONU, a décidé de retirer son appartenance à l'Eglise. Voilà une décision lourde de conséquences.

Tout d'abord, l'administrateur des finances de l'Eglise appenzelloise va-t-il regretter ce geste inconsidéré et en vouloir au malheureux curé d'en avoir été indirectement le responsable? Plus navrant encore le fait que ce prêtre, dont on attendait qu'il se taise ou du moins qu'il suive la ligne du Parti, ait perturbé par ses prêches le consensus imposé par les «Neinsager» de son demi-canton. Car, dites-moi, que vient faire l'ONU dans les affaires du Bon Dieu? A chacun son boulot et ne mélangeons pas les pinceaux! Simple question de bon sens pour les «Appenzellois» de tout bord, de tout canton et, ajouterai-je aussi, de toute confession.

Même si l'incident prête à rire, je préfère, quant à moi, garder mon sérieux. J'admire et félicite ce curé qui a pensé que le Bon Dieu pouvait s'intéresser aux choix des hommes. Sans doute y a-t-il de meilleures causes que celle de l'ONU à défendre ou promouvoir du haut de la chaire. Mais il y a au moins celle-là. Mieux vaut en parler et ne pas reléguer l'Eternel derrière ses nuages. Ne vont s'étonner ou s'en scandaliser que ceux qui sont d'avis qu'un seul discours ne peut avoir droit de cité dans l'Eglise. Le leur, bien entendu. A moins d'être «infaillible» -privilège pas très courant en Appenzell!-, il me semble que la discussion soit permise. Sans être obligé de claquer la porte. ■

Guy Musy

Vaincre la violence...

...en toute logique

Noémie, toute jeune fille, se fait un jour agresser dans le métro. Un homme presque aussi jeune qu'elle lui glisse un couteau sur la gorge et ces quelques mots à l'oreille: «Donne-moi ton fric et ton portable!». Mais la lame n'entame pas le courage de Noémie, ni ne lui coupe la parole: elle répond que du fric, elle n'en a pas et que son portable, elle en a besoin pour appeler une amie, afin de préparer une soirée sur... la paix.

Cette anecdote n'a rien d'anecdotique. Elle illustre, en version moderne, la logique proposée par Jésus dans l'Evangile: logique de la surabondance, du don débordant -pas du don sacrifice ou du don alibi-. Logique de la veuve qui donne, au temple, le presque entier de sa pauvre rente. Logique qui dépasse celle de l'échange, du «prêté-pour-un-rendu» et dont le sermon sur la montagne propage l'écho: «Aimez vos ennemis!».

Quoi de plus difficile que d'aimer son ennemi? Noémie l'a fait, en refusant de confiner l'homme du métro dans son rôle d'agresseur, lui donnant du coup plus qu'il ne voulait prendre: sa dignité d'humain. Quoi de plus difficile que d'aimer son ennemi? Demandez ce qu'ils en pensent aux Palestiniens -par exemple-, après plus de 50 ans d'occupation. Oui, la logique de la surabondance est difficile à mettre en œuvre. Mais elle va plus loin que la logique de la justice et permet de briser celle, spiralée, de la violence.



Ces pensées, cette histoire de Noémie et bien d'autres paroles encore, nous ont été partagées par Jacques Gaillot, évêque SDF (sans diocèse fixe). Convie le 9 mars dernier au 25^{ème} anniversaire du Centre œcuménique de Meyrin (Genève), il s'est exprimé tout en profondeur dans le cadre de la décennie des Eglises «Vaincre la violence»¹. Et nous a livré la fin de l'aventure de Noémie: touché en plein cœur par ses mots, le jeune homme ne l'a pas égarée mais...embrassée!

Alors, pour vaincre la violence qui ronge notre planète, ne peut-on pas commencer, comme Noémie, à extraire en chacun(e) de nous la peur, racine de violence? A l'arracher pour «rejoindre les questions profondes qui nous habitent» et pouvoir lutter sans haine, résister dans la non-violence?

L'exercice me fait un peu peur... ■

Marie Pasquier

¹ En parallèle à la décennie des Nations Unies pour une culture de paix et de non-violence, le Conseil œcuménique des Eglises (COE) propose depuis 2001 une décennie baptisée *Vaincre la violence, les Eglises à la recherche de la réconciliation et de la paix* (lire à ce sujet COTMEC-info n°231). Renseignements: www.wcc-coe.org ou 022 791 61 11.

Ce sont elles les vrais modèles

«Elles ont en commun des trajectoires de vie marquées par la souffrance, la violence, la persécution, la guerre. Elles affrontèrent ici les incertitudes et difficultés de l'exil. Elles assument courageusement de lourdes responsabilités familiales, elles font des efforts énormes pour s'intégrer parmi nous et essaient de faire des projets pour l'avenir de leurs enfants, de leur famille, de leur pays.»

Ces phrases d'Alba Viotto, membre du Prix «Femme exilée», nous appellent à avoir un autre regard sur les femmes du Sud que nous croisons quotidiennement. Elles disent aussi que, victimes de la violence, des femmes trouvent en elles la force de résister et de se forger un autre avenir. Dès cette année, un prix leur sera décerné chaque 8 mars.

Pour la première édition, elles étaient cinq «nominées», venues du Burundi, d'Afghanistan, de Colombie, de Bosnie, d'Iran. Chacune a une histoire unique, mais toutes cinq partagent une confiance en l'avenir et une volonté farouche de le rendre meilleur.

Il a fallu choisir!

Honneur à Fawzia Daqiqi, d'Afghanistan. Son but essentiel: «rentrer un jour au pays et reprendre le cours de [sa] vie d'enseignante et de militante.»

Honneur à Victoria Kaby, Kurde d'Iran, qui affirme avec force «ne jamais arrêter de [se] battre et garder [son] but devant les yeux: les droits des femmes kurdes, autant ici qu'au Kurdistan.»

Ne reste qu'à dire un chaud merci à celles et ceux qui ont rendu visibles ces modèles de ténacité, de courage et d'intégration. ■

Maryse Durrer

Infos supplémentaires auprès de F-Information, dépositaire du prix «Femme exilée». Tél. 022 740 31 00.

Après Porto Alegre Place au glocal

On a pu lire dans certains journaux que les participants au Forum social mondial (FSM) étaient de doux rêveurs qui se soulaient de mots. Des politiciens suisses ont souligné que brasser des idées, c'était fort bien, mais que le vrai progrès se dessinait à Davos ou à New York. La meilleure façon de démentir ces propos condescendants, voire méprisants: démontrer l'efficacité du «glocal».

La première syllabe «Glo» (pour «global»), c'est ce qui s'est fait à Porto Alegre: rencontres, échanges d'expériences et d'analyses, esquisses de pistes d'action, sans oublier la mise en réseau de groupements tirant à la même corde. Et surtout, la conscience d'être attelés à la tâche essentielle d'apporter notre pierre à l'édification d'un monde plus juste, plus solidaire. Utopie.

que.... peut-être, mais toutes les grandes réalisations ont commencé par être des utopies.

Un engagement concret

Les organisateurs du Forum ont très bien perçu que débattre ne suffisait pas: il fallait que les discussions générales débouchent sur du concret. C'est là que la deuxième syllabe de glocal rentre en jeu. «Cal» pour local, national, régional.

Des rencontres régionales pour affiner l'analyse et préciser des stratégies ont été agendées à la suite du FSM. La diversité du mouvement permet à chacun de trouver un domaine d'engagement qui soit en phase avec la société et la politique de son pays.

De manière arbitraire, en voici quelques-uns, relevés dans les conclusions du Forum:

- «Nous soutenons les luttes des syndicats et des salariés tant du secteur traditionnel que du secteur informel...»;
- La dette extérieure des pays du

Sud a été remboursée plusieurs fois. Les pays qui exigent le paiement de la dette sont ceux-là mêmes qui exploitent les ressources naturelles et les savoirs traditionnels du Sud;

● L'eau, la terre, les aliments, les bois, les semences, les cultures et les identités des peuples sont le patrimoine de l'humanité pour les générations actuelles et futures.

Trois domaines qui ont des résonances chez nous; trois domaines où nous avons notre mot à dire, comme citoyen suisse et comme citoyen du monde. Inutile de réinventer la roue, le travail a déjà commencé depuis longtemps. Mais il faut toujours des ressources nouvelles, tant humaines que financières, pour tenir la distance. Car ceux qui pensent que les participants de Porto Alegre sont de doux rêveurs ne se laisseront pas facilement convaincre du contraire. Il faudra faire la preuve par l'acte. ■

Maryse Durrer

Pour plus d'informations: www.lecourrier.ch

Clean Clothes triomphe de... Triumph!

La campagne Clean Clothes, demandant d'envoyer des messages aux entreprises qui exploitent indûment leurs employés, vient d'obtenir un nouveau succès: l'entreprise de lingerie Triumph se retire de Birmanie, où les droits humains sont massivement et systématiquement violés.

C'est en janvier 2001 que la campagne menée en Suisse par Action de Carême, Pain pour le prochain et la Déclaration de Beme avait rejoint l'opposition birmane pour demander à Triumph de quitter la région. Des milliers de cartes postales et autres messages d'indignation émanèrent du monde entier, surtout des dix pays d'Europe où la campagne Clean Clothes existe. A cette pression vinrent s'ajouter deux mesures spectaculaires: la décision de l'équipe olympique de Norvège de renoncer au sponsoring de Triumph et celle, australienne, d'interdire les importations en provenance de Birmanie.

Une campagne efficace

Impressionnée par ces protestations, la fabrique de sous-vête-

ments a décidé de sortir sa production de ce pays. Et en guise d'indemnité, elle payera quatre mois de salaire à ses employés (soit un peu plus que ce qu'exige la loi birmane).

Tout en saluant cette délocalisation vers des pays qui s'engagent à respecter les droits des travailleuses et travailleurs, Clean Clothes demande à l'entreprise de lingerie Triumph d'adopter complètement le code de conduite qu'elle promeut, et notamment d'accepter le principe d'un contrôle indépendant.

Ce nouveau résultat obtenu par Clean Clothes montre l'efficacité

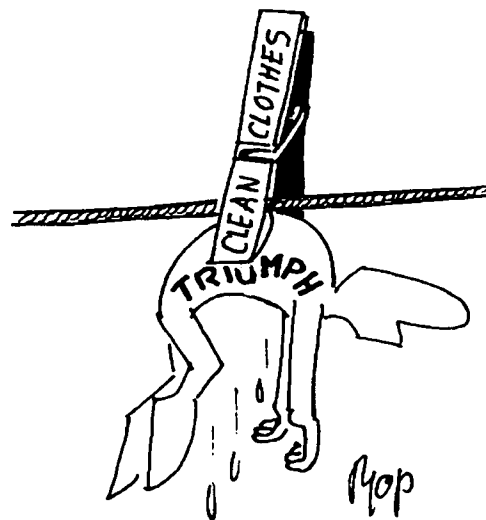
que peuvent obtenir les actions de masse. Une efficacité qui devrait encourager nos lecteurs sceptiques à participer.

Envoyer une carte de protestation paraît anodin et ne demande qu'un petit effort, mais cette action peut obtenir un grand résultat si beaucoup s'engagent côte à côte.

Souvenons-nous toujours que le plus grand des fleuves n'est rien d'autre qu'un ensemble de gouttelettes! ■

Jacques Perroux

Infos: www.cleanclothes.ch
Tél. (DB) 021 624 54 17.



Modèle néo-libéral

Les Argentins ont dit «basta!»



Mi-décembre 2001: l'Argentine entre dans une conjoncture extrêmement agitée. Une explosion sociale comme on n'en avait pas vu depuis les années septante fait plus de trente morts et des centaines de blessés. A l'heure où les feux de l'actualité délaissent le pays, rappel d'une crise qui secoue les fondements du modèle néo-libéral. Et portrait d'un soulèvement populaire à la fois bien compréhensible et unique en son genre.

Cinquième président désigné par le Congrès en trois semaines, le leader péroniste Eduardo Duhalde, ancien gouverneur de Buenos Aires, a pris les rênes du pouvoir le 1^{er} janvier 2002. Il a immédiatement annoncé un plan économique d'urgence, fondé sur une dévaluation de 30 % du peso argentin. Il a ainsi mis fin à la parité avec le dollar, docilement instaurée en 1991, sous la férule du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale.

Avec la crise argentine, c'est le modèle néo-libéral imposé à ce pays qui est remis en cause. Et, entre autres, le paiement de la dette extérieure, qui épuise les pays du Sud. Entre le début de la dictature militaire (en 1976) et 2001, le montant de la dette argentine a ainsi été multiplié par vingt, passant de 8 à près de 150 milliards de dollars. Pendant la même période, le pays a versé 200 milliards de dollars d'intérêts, soit 25 fois plus que ce qu'il devait en 1976. Mais, bien que l'Argentine ait déjà abondamment remboursé sa dette, elle reste, relativement à son PIB et à sa population, la nation la plus endettée du monde.

Le «cacerolazo»:

Quand les petits épargnants font du bruit...

«Les concerts de casseroles sont le fait des couches moyennes qui protestent aujourd'hui parce qu'elles ont été durement touchées: elles ne peuvent pas retirer leurs économies de la banque. Elles descendent dans la

rue pour manifester contre les banques, le gouvernement et les mesures restrictives. Les travailleurs, ceux qui ont un emploi ou ceux qui sont au chômage, ont un objectif encore plus important: la survie. Les gens prennent conscience qu'il n'y a aucune solution pour l'Argentine avec ce modèle économique» explique Diego, l'un des dirigeants motoqueros de la révolte.

En effet, les petits et moyens épargnants, qui avaient confiance dans le système financier, paient la facture: leurs avoirs sont bloqués sur les comptes bancaires depuis l'instauration de la «loi du corralito» par De la Rúa, loi que Duhalde n'a pas abrogée.

Un exemple simple: M. Juan Perez avait 10 000 dollars d'économies sur un compte à terme, avant qu'il ne soit bloqué. Il ne peut désormais retirer que 5 000 dollars, qui plus est, en pesos, au taux de 1,4 pesos pour un dollar. Juan Perez recevra ainsi 7 000 pesos qui, s'il veut les convertir de nouveau en dollars sur le marché libre des devises (où 1 dollar égale 2 pesos), ne vaudront plus que... 3 500 dollars. Du fait de la conversion obligatoire de l'épargne, Juan Perez a ainsi vu partir en fumée plus de 30 % de la part des économies qu'il a le droit de retirer. Un vol légal en quelque sorte, dont sont victimes des milliers de petits épargnants. Quant aux 5 000 dollars restant à M. Perez, ils doivent attendre encore des mois.

...les grandes entreprises continuent de profiter!

Dans cette Argentine frappée par une crise économique profonde, au milieu d'immenses restrictions, un groupe sélectif de 48 holdings exportateurs, nationaux et multinationaux, a accaparé en décembre et janvier plus de 2 275 millions de dollars¹. Ces devises auraient dû être rapatriées au pays pour contribuer à y rétablir la stabilité financière. Elles sont restées à l'étranger, dans l'attente d'une hausse du dollar qui permette à leurs détenteurs de faire des profits extraordinaires. La plupart de ces entreprises ont des noms connus, tels que YPF, Shell Compañía Argentina de Petróleo, Volkswagen Argentine, ESSO Petrolera Argentina, General Motors Argentine, Peugeot

Citroen Argentine... Une bonne partie d'entre elles étant des filiales de gigantesques monopoles multinationaux.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. De ces compagnies, beaucoup figurent parmi les principaux débiteurs des banques argentines. Et elles ont gagné le gros lot lorsque le président Duhalde a décidé de convertir en pesos argentins leur dette contractée en dollars.

Un exemple: en décembre et janvier derniers, l'entreprise YPF-Repsol, majoritairement espagnole, a perçu à l'étranger la somme de 388 millions de dollars. Cette firme est le second débiteur du système bancaire argentin: elle lui doit 310 millions de dollars. Le taux de change (fin février) est d'un dollar pour deux pesos, mais, sur décision gouvernementale, la dette sera payée au taux d'un peso pour un dollar. YPF-Repsol remboursera donc 310 millions de pesos, c'est-à-dire 160 millions de dollars. En résumé: non seulement YPF-Repsol ne rapatrie pas les capitaux gagnés à l'étranger, mais en plus sa dette est réduite de moitié!

Premiers échos

En plus de constituer des preuves de l'épuisement du modèle économique néo-libéral, les émeutes argentines conduisent à quelques constats:

● Tout d'abord, celui du délabrement de la classe politique et des secteurs dirigeants de la nation. Presque sans exception, les gens dans la rue ont exigé «qu'ils parlent tous» et ont violemment dénoncé leur corruption systématique.

● La capacité de mobilisation, spontanée, sans couleur politique, manifestée par de nombreux

secteurs de la population est un autre fait notable. Si les premiers à prendre la rue et à dévaliser les supermarchés à la recherche de nourriture ont été les habitants pauvres des banlieues, la classe moyenne, aujourd'hui très affaiblie, les a immédiatement rejoints.

● Soulignons enfin diverses caractéristiques des manifestations: les formes originales d'organisation imaginées par les manifestants; leur affrontement violent avec le système (que ce soit les grands propriétaires, la police ou les autorités politiques); et enfin, la reprise de slogans à fort contenu politique (comme la revendication du non-paiement de la dette).

Autant de premiers échos de manifestations qui font beaucoup de bruit, mais pas pour rien, espérons-le. ■

Sergio Ferrari
de retour d'Argentine
E-CHANGER

1 A rajouter à la liste des établissements coupables de confiscation de capitaux (mais cette fois de sortie d'argent et non de retenue, hors du pays, de fonds gagnés à l'étranger): le Crédit suisse, impliqué dans un réseau d'évasion fiscale de fonds exportés par les milieux dirigeants argentins. En Argentine même, le CS détient une participation financière de 23% dans le Banco General de Negocios et 2 places dans son conseil d'administration, accusé par la justice argentine d'avoir aidé une centaine de personnalités politiques et économiques à soustraire plus de 70 millions de dollars au système bancaire argentin, violant ainsi l'interdiction de retrait de fonds. De plus, le Banco General de Negocios est soupçonné d'être au cœur d'un réseau ayant favorisé l'évasion et le blanchiment de 250 millions de dollars ces dix dernières années.



Spécial Salon du Livre

Le Salon International du Livre, de la Presse et du Multimédia se tient à Genève (Palexpo) du 1^{er} au 5 mai. L'occasion de vous faire découvrir deux nouveaux livres s'insérant dans les préoccupations de la COTMEC et à dévorer goulûment. (Voir aussi l'encart présentant le livre de la COTMEC La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux).

Madre Tierra!

Pour une renaissance amérindienne

...compte parmi les trop rares livres Sud-Nord. Renversant l'ordre des rapports entre les deux hémisphères, cet ouvrage se fonde sur l'échange humain par la culture. Le Sud dit sa richesse et le Nord ne peut que constater sa pauvreté.

main, une ONG à qui le livre fait la part belle.

Par sa forme

Partagé en deux «hémisphères», cet ouvrage relate, dans sa partie «Nord», le voyage de l'auteur du Mexique au Panama, ses rencontres et sa découverte d'une «renaissance discrète» aux mille facettes. Le «Sud» de la page, quant à lui, fourmille d'informations pratiques.

Par son auteur

Daniel Wermus est cofondateur de l'agence InfoSud, dont le but est de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas... dans un langage parlant pour ceux qui ne la connaissent pas. Accorder plus de place aux 80% de la planète qui ne noircissent que 2% des colonnes de nos quotidiens, c'est une vocation que votre feuille jaune partage pleinement.

Par son titre

Madre Tierra! inscrit la Pachamama des ancêtres indiens dans une modernité forcément postcoloniale. Les relations que les Amérindiens d'aujourd'hui entretiennent avec la Terre Mère ne procèdent pas d'un passéisme à but ethnotouristique, mais d'un ancrage de l'avenir dans la puissance des traditions séculaires. C'est en tout cas la conviction profonde de Diego et Christiane Gradis, le couple franco-suisse qui a créé Traditions pour De-

■ Roland Pasquier

Madre Tierra!, Daniel Wermus, Albin Michel.

Si vous saviez la joie des pauvres

Ce livre est né d'une émotion, celle éprouvée par son auteur, Michel Bavarel, lorsqu'il assiste en '92 à un pèlerinage organisé par la Fraternité du Serviteur souffrant à Juazeiro do Norte, dans le Nordeste brésilien. Une émotion qui s'est transformée en question banale mais lancinante: «comment se fait-il que l'on rencontre une telle abondance de joie de vivre parmi les déshérités, particulièrement ceux du Sud?». Et comment communiquer celle-ci, sans nier la souffrance, ni tomber dans le dolorisme?

En guise de réponse, l'auteur nous invite à le suivre en différents lieux du Brésil et d'ailleurs, où la Fraternité s'est implantée. En témoignant des moments forts (vécus ou racontés) et «ordinaires» de la vie des membres de cette communauté, son ouvrage nous amène peu à peu à cerner l'origine de cette joie. Car, comme le rappelle l'inspirateur de la Fraternité, le prêtre suisse Frédy Kunz, «on n'entre pas dans la Fraternité pour souffrir, mais pour être heureux et faire reculer la misère». Des enfants du groupe de théâtre d'une favela de Santo André aux paysans victimes de la sécheresse du Nordeste, l'auteur brosse, au hasard des rencontres, le portrait des principaux acteurs de la Fraternité: des habitants des favelas, des souffrants de la rue, des victimes de la prostitution, des handicapés, des marginaux, des volontaires, qui tous se distinguent par leur formidable humanité et une spiritualité qui «permet de se convaincre de la force des faibles» et fait dire à certains que «toute votre vie est prière». ■

Astrid Lehr

Si vous saviez la joie des pauvres, Michel Bavarel, saint-augustin.

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

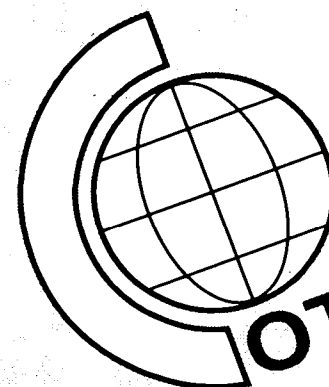
COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 240 - Mai 2002



COTMEC
INFO

En annexe:
Commandez
le nouveau livre
de la COTMEC!

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Monsieur Batignole

On aime ou on n'aime pas Gérard Jugnot. Vous avouerez-je que son dernier film a jeté un baume sur mon cœur? En effet, je ne supporte plus de voir les chars de Sharon semer la mort, ni d'entendre les rododonta-dés des diplomates qui voudraient les arrêter. Enfin un quidam, au départ pas plus courageux que vous et moi, qui ose faire front à l'insoutenable. Simplement parce qu'Edmond Batignole est humain et qu'il a du cœur. Enfin un film sur la Shoah qui se termine bien, sur les prairies du Jura suisse, où l'on hume la bonne soupe de l'accueil et de la liberté! Enfin trois enfants juifs rescapés que Monsieur Bergier n'aura pas à comptabiliser sur sa liste de refoulés. Et quand vous saurez encore que le passeur était le curé du village, vous oublierez Amen, Pie XII et Costa Gravas. Ce film me fait du bien, vous disais-je!

Mais tout ça, c'est du cinéma! Pas si sûr. Etonnant ce qu'un homme aux mains nues arrive à faire quand il a du cœur. Il pourrait même stopper des chars. Imaginez, face à leurs chenilles, Mary Robinson se coucher sur les rues de Bethléem. Ou le pape, ou Joseph Deiss, ou vous et moi... A mon tour de faire du cinéma? Voire!

Dans la dernière nuit de Pâques, je ruminais tout cela et chantais à tue-tête: «Le Seigneur faussa les roues des chars et jeta à la mer cheval et cavalier». Je pensais bien sûr à d'autres Pharaons qu'à ceux d'Egypte et à une multitude de «petits Moïse» que nous pourrions être, vous et moi. Si nous étions plus courageux! ■

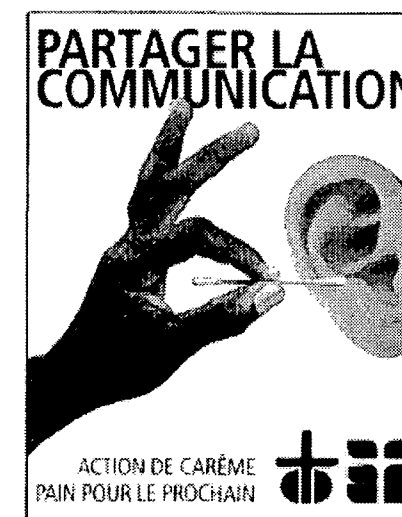
Guy Musy

Edito

Nous sommes informés Communiquons, maintenant!

Les cloches sont revenues de Rome, les lapins en chocolat ont disparu des étalages... et la campagne de Carême est terminée. Allons-nous nous rendormir pour une année? Avons-nous appris comment mieux informer, mieux écouter, mieux communiquer? Il est trop tôt pour faire un bilan sur la manière dont a été exploitée, dans nos paroisses, nos groupements religieux, la riche documentation proposée par l'Action de Carême et Pain pour le Prochain.

Mais, dès maintenant, deux points s'offrent à notre réflexion, à notre agir. Premièrement, un des responsables de la Campagne signale que l'affiche a suscité maintes controverses, provoquant même la fermeture de certains: un comble quand on veut communiquer! La première leçon à en tirer est que l'approche de l'autre doit se faire de manière à ce qu'il ne se sente pas agressé, jugé. Le coton-tige laissait supposer qu'un nettoyage d'oreilles s'imposait. Est-ce la meilleure manière de solliciter l'écoute?



Le second point qui peut nous motiver à continuer la campagne est ce qui vient de se passer dans la presse suisse avec le pitoyable psychodrame Borer¹. Est-ce là ce que nous attendons des médias? Un axe de la campagne était d'interpeller autorités et médias pour les inciter à lire, étudier, mettre en vigueur la «Charte des peuples pour la communication»² élaborée en 1999. Comme l'indique le calendrier de Carême (8 mars 2002), «elle peut constituer le fondement d'un code de conduite pour les médias».

A nous de mettre la pression en envoyant les cartes² proposées dans le matériel reçu et en nous rappelant que nous pouvons changer de chaîne, éteindre le poste de radio et ne pas acheter les quotidiens ou hebdomadaires qui oublient qu'il n'y a pas de bonne communication sans respect de la dignité humaine. ■

Maryse Durrer

¹ Thomas Borer, ambassadeur de Suisse en Allemagne, a été rapatrié suite à une affaire de moeurs révélée par certains médias: il était soupçonné d'avoir une maîtresse à Berlin.
² Cette documentation peut être obtenue auprès d'Action de Carême, tél. 021 617 88 81.

Agenda

● **Sans-papiers.** Aux personnes intéressées par l'action parrainage proposée par Evangile et société et la COTMEC (lire COTMEC-info n°239), une séance d'information aura lieu le 13 mai 2002 de 18h30 à 20h30 au Centre Social Protestant.

● **Sans-papiers encore.** Le Forum civique européen et le Mouvement suisse des sans-papiers organisent un week-end de réflexion sur les luttes des sans-papiers en Europe les 18 et 19 mai à Berne. Renseignements et inscriptions (jusqu'au 13 mai): Caroline Meijers, tél. 032 426 59 71.

Réinventer la mondialisation

Quels que soient les axes du débat, mondialisation il y a et, à vue humaine, cela durera. Nombreux sont les groupes qui se posent la question de l'humaniser: qu'à la mondialisation de l'économie réponde celle des droits humains, de la solidarité!

Les femmes ont parcouru un long chemin pour faire comprendre à la communauté mondiale que, même quand le terme est générique, un homme (mâle) n'est pas l'égal d'un homme (femme). Ce processus accompli par les femmes pourrait-il servir de modèle à la volonté de transformer la mondialisation? Existe déjà la ferme conviction que la grille d'analyse élaborée par les féministes est pertinente pour tous les domaines où il y a domination, quelle qu'en soit sa nature.

Un forum ambitieux

Cette visée ambitieuse est celle du Forum international qu'AWID -association pour les droits de la femme et le développement- organise pour marquer son vingtième anniversaire. Il aura lieu début octobre à Guadalajara (Mexique) et son programme résolument stimulant veut «forger des plans d'action, développer des capacités pratiques, faciliter l'établissement de réseaux d'entraide à l'échelle internationale, créer des espaces d'inclusion, entrelacer les cultures».

Pour y arriver, il se donne des outils: ateliers, débats, sessions de développement d'aptitudes, sessions de création, séances d'affichages. Les esprits chagrins diront: encore un lieu de parlottes stériles! A voir: n'a-t-il pas fallu 50 ans à la communauté internationale pour accoucher du tribunal pénal international qui vient de voir le jour? Pourquoi exiger de la société civile d'être plus rapide que nos Etats?■

Maryse Durrer

Pour en savoir plus, cliquer sur www.awid.org ou envoyer un courrier électronique à awid@awid.org.

La Dette condamnée

En février dernier, pendant que les puissances économiques du Nord décidaient de l'avenir du Sud au World Economic Forum de New York, le Sud jugeait le Nord au Tribunal international de la Dette, dans le cadre du Forum social mondial de Porto Alegre. Daniel Künzi, dans son film Dette: accusés, levez-vous!, revient sur la session de ce tribunal des peuples et sur le verdict implacable rendu par son jury.

Bien que toute fonction judiciaire ait cédé le pas à un rôle fondamentalement éthique, le Tribunal a réalisé un travail juridique se fondant sur les diverses chartes internationales enfreintes par le processus de la Dette. Son but était ni plus ni moins la mise en accusation du FMI, de la Banque Mondiale, des gouvernements et banques du Nord et de leurs complices du Sud pour leur

rôle joué par la Dette dans le long étrangement des pays débiteurs. Le jury se composait d'une vingtaine de personnalités unanimement respectées pour leur engagement éthique, dont Adolfo Perez Esquivel, Prix Nobel de la Paix.

Accusés, levez-vous !

Dans son film, Daniel Künzi donne la parole à une douzaine de militants anti-Dette, qui s'attachent à démontrer l'injustice, l'illégitimité et l'illégalité de celle-ci. La Dette est tour à tour détournement de fonds publics, escroquerie -les taux d'intérêts ont subitement grimpé après les prêts et elle a déjà été remboursée sept fois- et nouvelle forme de colonisation. Chaque personne interviewée décrit les effets pernicieux de la créance dans son propre pays. En outre, Daniel Künzi met en scène dans son court métrage le jeu du Real: celui-ci consiste à prêter à chaque personne interviewée un Real (monnaie du Brésil), en lui demandant si elle serait d'accord

de le rendre avec un petit intérêt une année plus tard. Cette transposition dans le concret d'une dette contractée entre un débiteur et son créancier contraste avec l'injustice de la Dette odieuse des pays du Sud envers le Nord.■

Jonas Pasquier



Pour se procurer la vidéo: Tél-fax 022 329 15 10 ou par courrier électronique: dkunzi@worldcom.ch Prix : 12 frs.

Angola La paix, enfin?

Un pays divisé

Débarrassés de la puissance coloniale, les mouvements de libération tentent alors de créer un gouvernement d'unité nationale. Très vite, l'entente vole en éclats. Se dessinent alors les clivages classiques de l'époque: d'un côté le MPLA (Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola), soutenu par l'URSS et de l'autre le FNLA (Front National de Libération de l'Angola), soutenu par les USA. Le FNLA, ayant perdu la guerre de Luanda -la capitale- face au MPLA, disparaîtra petit à petit au profit de l'UNITA. Celle-ci deviendra au fil des ans le défenseur des intérêts de l'Afrique et du monde occidental en Angola et ailleurs en Afrique australe. Son importance croîtra avec l'arrivée de Reagan à la maison blanche. Ce dernier conditionnera le retrait de son appui au mouvement rebelle au départ des troupes cubaines engagées aux côtés du MPLA, parti au pouvoir. Malgré l'appui des Etats-Unis et de ses alliés dans la région (le Zaïre de Mobutu et l'Afrique du Sud de l'apartheid), l'UNITA ne parviendra jamais à conquérir le pouvoir. Elle ne respectera jamais non plus ses engagements lors des accords de paix qui seront tentés par l'ONU et l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine).

Justin Kahamaile

Demain, la paix?

La chute du mur de Berlin, la fin de l'apartheid en Afrique du Sud et la chute de Mobutu ont changé radicalement la donne. Le régime de Luanda n'est plus considéré comme un ennemi par Washington. Il est même devenu un allié, grâce à ses importantes réserves pétrolières: le pétrole angolais constitue aujourd'hui 7% des importations de brut américain et ce chiffre est appelé à augmenter. Tel est le visage de l'Angola aujourd'hui: un pays au potentiel économique important, mais qui porte les séquelles profondes d'une trop longue guerre. L'Angola est, avec l'Afghanistan, le pays qui détient le record mondial de mines antipersonnel au sol. Avec la disparition de Jonas Savimbi, le pouvoir dispose d'une réelle opportunité de réconciliation du pays. Saura-t-il la saisir?

Nous reviendrons sur ce sujet dans notre prochaine édition et évaluerons les chances de paix, avec notamment le témoignage de José Sébastien Manuel, Angolais, dominicain et animateur de Mosaïco, une organisation active dans la défense et la promotion des droits humains en Angola.■

Regard

Zambie: un pays haut en couleurs

«Look and learn!»: «regarde et apprends»! Ce sont les mots que me souffle à l'oreille Mrs Oparaocha, dite «Mum», lorsque je la rencontre à Lusaka, en Zambie. Invitée par des amis zambiens, je découvre un pays où je fais mes premiers pas sur le continent africain. De retour, après deux semaines passées à réfléchir sur ce que j'ai vu et appris, je sais que le compte rendu que j'en ferai sera guidé par ma première impression visuelle: les couleurs, exaltées par la lumière éclatante d'un pays où tout est contraste.

Rouge...

...comme les fleurs dressées au sommet des flamboyants, signes que la saison d'été s'achève en avril pour laisser place à la saison des pluies. Rouge comme cette terre à forte concentration ferreuse, si fertile qu'il suffit de planter une graine pour qu'elle devienne un arbre. Une terre généreuse qui pourrait nourrir toute sa population si l'exode rural cessait d'entasser hommes, femmes et enfants dans la ville, les exposant ainsi au chômage, à la criminalité et à la misère des taudis. Rouge comme les routes parcourues par un peuple en marche, du lever au coucher du soleil, même aux heures les plus chaudes. Rouge comme les briques de l'hôpital universitaire de Lusaka, dont le hall, comme celui d'une gare, est rempli de gens qui attendent des heures, parfois des jours, pour voir un médecin. Un médecin qui, même s'il peut diagnostiquer le mal, ne disposera le plus souvent pas des médicaments ou des soins nécessaires.

Rouge comme le sang infecté par les moustiques porteurs de malaria, principale cause de la mortalité, suivie de près par le SIDA. La fatalité qui pèse sur la transmission de la malaria, pour laquelle aucun vaccin n'a été trouvé à ce jour, semble s'étendre aussi au HIV: les campagnes de sensibilisation pour les préservatifs (dont le prix est dérisoire) n'ont pas eu les résultats

escomptés. Une personne sur quatre est atteinte. «Des personnes qui ont étudié avec moi au collège», me dit un ami âgé de 38 ans, «seules cinq sont encore en vie.»

Bleu...

...comme les minibus qui sillonnent la ville. Rassemblés au terminus de la «town», le centre commercial de Lusaka, ils attendent que les crieurs aient attiré suffisamment de passagers (jusqu'à 30 personnes) avant de démarrer. Le temps en Afrique est un concept que l'Européen ne peut comprendre et encore moins accepter. Impossible de fixer un rendez-vous si on n'a pas de voiture. Et même en voiture, impossible de prévoir ce qui peut arriver sur la route.

Bleu comme l'eau, celle du fleuve Zambèze qui traverse le pays avant de se jeter dans les chutes du Victoria, et de séparer géographiquement la Zambie et le Zimbabwe. La plupart des maisons de Lusaka ont l'eau courante, ou alors il existe un robinet commun pour un groupe d'habitations. A la campagne, les femmes, lorsqu'elles doivent aller en chercher, marchent au maximum cinq kilomètres. L'alternative est l'eau en bouteille provenant de deux fabriques, qui emploient environ 25 ouvriers, hommes et femmes, autour d'une chaîne de production mécanisée.

Jaune...

...comme le maïs qui pousse partout et qui constitue la base principale de l'alimentation. Impossible d'imaginer un Zambien sans «shima», sorte de polenta de farine de maïs qui accompagne le poulet, les haricots, les choux ou la courge. Le retard de la saison des pluies cette année a fortement compromis la récolte, tant en Zambie qu'au Zimbabwe, principal revendeur de cette céréale à la Zambie, qui ne peut subvenir aux besoins de sa population.

Vert...

...comme la végétation tropicale luxuriante qui décore les jardins d'Eden des 10% de la population qui peuvent se permettre une villa (le plus souvent avec piscine). Ce petit pourcentage de gens, blancs, noirs, indiens ou métisses, a le privilège de tra-

vailler à l'Etat, dans une entreprise ou une ONG, comme avocats, médecins ou professeurs universitaires. La vie à l'intérieur de ces hauts murs, hérissés de verre brisé, de barbelés ou de fils électriques, est celle des colons d'autrefois, avec une équipe d'employés de maison, cuisiniers, jardiniers, chauffeurs et gardiens, qui arrivent à 6h du matin et repartent chez eux avant le coucher du soleil pour s'occuper de leur famille. Le salaire maximum de ces employés est de 20 000 kwachas par mois, l'équivalent de 20 billets de bus. Mais au moins ont-ils un travail. Les murs qui séparent ces deux mondes ne sont pas seulement physiques: il n'y a aucun contact social entre ceux qui ont de l'argent et ceux qui n'en ont pas. La peur de la criminalité est flagrante. On ne se sent pas en sécurité derrière les murs, on met des barreaux aux fenêtres et aux portes, on a peur de sortir. Et pour obtenir ce niveau de vie, il faut travailler tous les jours de la semaine, y compris le week-end. Sans compter que les impôts sur le revenu atteignent 70%, sans redistribution ensuite dans la santé publique ou les subventions. L'Etat préfère construire une autoroute à trois pistes menant de Lusaka à l'aéroport international, qui ne compte que trois vols par jour! Une insatisfaction générale plane sur les intellectuels, qui ne rêvent que de partir à l'étranger, loin d'une Afrique qu'ils considèrent comme une prison. Exportation des cerveaux vers un Occident pas vraiment enthousiaste de les accueillir...

Noir et blanc

Deux races qui se côtoient, mais, si les Noirs sont majoritaires, les Blancs, eux, font partie seulement de la classe aisée. Blanc comme ces pierres, que des hommes, des femmes et des enfants noirs cassent au bord des routes pour en faire du gravier, toute la journée, sous un soleil qui bouillit le cerveau. Je croyais l'époque des bagnes abolie.

Noir et blanc comme ce mélange de tristesse, de joie et de chaleur humaine qui a nourri mon âme pendant ce séjour dans un pays où la vie, que l'on sent si puissante partout dans la nature, contraste avec une mortalité qui touche une tranche d'âge toujours plus jeune. Un drame situé à des milliers de kilomètres d'ici, mais dont les causes et les conséquences ne nous sont pas étrangères.■

Nicole Kunz

République de Zambie

Capitale: Lusaka.
Superficie: 752 610 km².
Population: 10 421 000 hab.
Espérance de vie: entre 38 et 40 ans.
Langues: anglais, langues du groupe bantou.
Monnaie: kwacha.
Chef de l'Etat: Levy Mwanawasa.





Sus à la censure!

COTMEC-info
Mai 2002
Supplément

La Fédération genevoise de coopération (FGC), dont la COTMEC est membre, a publié fin 2001 son quatrième rapport sur la participation des collectivités publiques genevoises dans la solidarité Nord-Sud ¹ (lire COTMEC-info n°237). Cette évaluation, que la fédération effectue tous les cinq ans, offre un aperçu de l'évolution des contributions publiques à l'aide au développement et à la solidarité internationale.

Plusieurs personnes, du Nord comme du Sud, ont été sollicitées pour apporter leur regard critique sur les grands défis posés au développement aujourd'hui. Leurs textes, aussi riches que variés, permettent une circulation plus aisée dans la brochure truffée de chiffres et de tableaux statistiques.

Les textes repris ici auraient dû figurer dans la brochure. Ils n'y sont pas: le premier a été censuré par le conseil de la FGC. Le deuxième, quant à lui, a été retiré par son auteur, en signe de protestation contre ce procédé jugé inique.

La COTMEC, fidèle à son mandat, prend la liberté de publier ces deux textes. Elle estime que l'interpellation qu'ils renferment mérite d'être largement partagé. Elle juge par ailleurs injuste la décision du conseil de la FGC de ne pas publier le premier texte. La raison invoquée par certains membres du conseil? Éviter le risque de heurter les susceptibilités de certains élus, peu favorables à la politique d'aide au développement. Faut-il

donc adapter notre discours aux attentes des élus pour éviter... Pour éviter quoi, au fait? Est-ce ainsi que nous parviendrons à sensibiliser l'opinion et à développer une meilleure prise de conscience des problèmes liés au mal-développement? Une solidarité agissante implique le respect des différences.

On ne peut pas exiger de nos partenaires une prise de parole et la censurer quand celle-ci nous dérange. Nous tenions à l'exprimer et à manifester ainsi notre désaccord vis-à-vis de la décision du conseil de la FGC.

Justin Kahamaile

¹ Pour se procurer ce rapport, voir bas de la page 2 au verso.

La parole au Sud - Les paysans s'organisent au Sud et au Nord: Via Campesina

Par Rafael Alegria ¹, paysan hondurien et secrétaire opérationnel de Via Campesina.

Via Campesina est un mouvement formé d'organisations paysannes, de petits ou moyens producteurs, de travailleurs agricoles, de femmes rurales et de peuples indigènes d'Amérique, d'Asie et d'Europe. Via Campesina est en train de développer des contacts en Afrique.

Il est urgent de nous préparer à construire une alternative économique et politique à la globalisation. Aujourd'hui, Via Campesina est un mouvement de plus en plus connu dans le milieu international par ses actions et ses prises de position face aux grands problèmes mondiaux suscités par les libéralisations de marchés et la privatisation des services et des moyens de production (par ex. les brevets sur les semences et les plantes). L'application du principe de souveraineté alimentaire, le développement et l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) et la

mise en œuvre de la réforme agraire, encore en attente dans de nombreux endroits de la planète, font partie de nos principales préoccupations.

Tout le travail développé par Via Campesina depuis ses débuts s'est fortement exprimé en novembre 1999 lors du Sommet de l'OMC à Seattle ainsi qu'au Forum Social de Porto Alegre en janvier 2001. L'échec de Seattle fut une grande victoire pour nous les paysans et pour tous les secteurs qui luttent contre le néolibéralisme. Il reflète le manque de consensus au sein de l'OMC et la crise interne que traversent de telles organisations internationales.

Nous appelons à protester contre la politique forcée d'ouverture de nos marchés aux importations à bas prix; celles-ci détruisent le marché de la production alimentaire locale et augmentent encore plus la misère et la famine dans les milieux ruraux. Nous protestons également contre une politique qui

fait des paysans, des paysannes et des peuples indigènes, des «déplacés» dans leur propre pays ou encore des travailleurs clandestins de la production intensive industrielle.

Les accords de «libre-échange» et de l'OMC dans le domaine de l'agriculture ont dévié la production domestique vers la production intensive d'exportation, faisant basculer des millions de paysans et de peuples indigènes vers la faillite totale.

Via Campesina lutte pour la souveraineté alimentaire (par ce terme on entend que **chaque pays, chaque région doit garantir sa propre alimentation de base**) en tant que premier principe de formulation des politiques agricoles. La souveraineté alimentaire assure:

- une production paysanne diversifiée de produits sains pour la population locale;

Suite au verso

- des prix qui rémunèrent dignement les paysans;
- la réactivation des politiques de réforme agraire;
- la régulation des marchés pour éviter les excédents et le droit de se protéger contre les importations qui se font au détriment de la production domestique;
- l'arrêt de l'industrialisation de la production agricole en raison de ses effets néfastes (utilisation de pesticides, hormones de croissance, mise en danger de la biodiversité, etc.).

Via Campesina demande que toute négociation concernant la production et les marchés alimentaires soit retirée du domaine de compétence de l'OMC car ses règles mettent en danger la souveraineté alimentaire et par conséquent la survie des populations et des espèces. ■

I R. Alegria était l'invité de la FGC lors du débat «Paysans du Sud, paysans du Nord, OMC: amis ou ennemis? Organisé dans le cadre du Sommet mondial sur le développement social en juin 2000. Ce texte exprime les revendications que Via Campesina juge fondamentales pour la survie des paysans du Sud et du Nord.

La parole à la FGC

**Sida et développement:
Contre le SIDA et contre
les tabous - le silence tue!**

Par Brian Mac Call, membre du groupe de travail de la FGC «vih/sida», ancien membre de sa Commission technique, membre du comité de la Déclaration de Berne.

Au mois de juin 2001 a eu lieu la première session extraordinaire des Nations unies consacrée à la lutte contre la sida. Lors de l'Assemblée générale, la Conseillère fédérale suisse Ruth Dreifuss a déclaré: «*Le silence tue!*». Trois mots pour partager sa conviction:

dans la lutte contre la pandémie du sida, refuser d'affronter les faits les plus crus aggrave le mal. La lutte se heurte encore et toujours à des tabous socio-culturels. Est-ce la raison pour laquelle la Commission technique de la FGC a reçu, ces dernières années, si peu de projets liés au vih/sida? Cette maladie de la pauvreté pourrait pourtant faire 100 millions de victimes d'ici à 2010?

La question de la prise en compte du sida dans les projets de développement a été soulevée par la Commission technique l'an dernier en assemblée générale. Les associations membres de la FGC ont accepté que la question soit examinée de façon plus approfondie. Un groupe de travail a été formé. Un premier silence était ainsi brisé. Certaines associations se sont mises à réfléchir au problème, à l'exprimer. Des séances d'information et de formation ont été organisées par la suite. Nous avons eu l'occasion de considérer les problèmes liés au vih/sida en Suisse et ailleurs, nous avons noué des liens de solidarité avec d'autres acteurs engagés en Suisse. Mais certains collègues continuent à penser, malgré tout, que le sida ne concerne pas leurs activités. Pourquoi? Comment est-ce possible?

Comme beaucoup certainement dans ce contexte, c'est une confrontation directe et personnelle avec la maladie qui m'a tiré de mon sommeil. L'agonie vécue d'un cousin en Irlande décédé du sida; le choc de trouver une nation tout entière aux prises avec le vih/sida dans le mandat d'évaluation PNUD des besoins de main d'œuvre au Botswana; le dialogue sur la prévention avec mes enfants. Maintenant je le sais, on n'a plus le droit de se voiler la face; on n'a plus le droit de nier l'évidence, là, devant nos yeux.

Quelles sont nos ressources à la FGC? Nous n'avons pas encore de solutions médicales à proposer. Nous n'avons pas de stratégies sociale et économique à soumettre. Faut-il proposer l'in-

tégration de la problématique vih/sida dans tout projet de développement? Faut-il plutôt encourager la prévention? Ou se battre pour l'accessibilité des traitements? Est-ce qu'il faut collaborer à la production d'informations adaptées selon les pays, les usages et coutumes locaux? Est-ce qu'il faut tout faire? Ou ne rien faire?

On s'excuse actuellement (avec des réserves de service) des massacres perpétrés en Europe il y a soixante ans (par exemple Jedwabne). On se rappelle les massacres de Srebrenika d'il y a six ans. Dans le même temps, certains prétendent ignorer des faits comme le «centre de regroupement» de Velesta, dans l'ex-Yougoslavie, où des jeunes femmes désespérées sont achetées et exportées vers certains marchés fructueux de nos pays tant développés. Va-t-on faire de même avec le sida? Va-t-on fermer les yeux aujourd'hui et s'excuser ensuite auprès des générations à venir?

En ce début d'été 2001, de notre jolie ville au bord du lac et au pied des Alpes, le Groupe de travail FGC «vih/sida» a envoyé à ses membres et à leurs partenaires un questionnaire. Espérons qu'il fera son chemin et aidera à tuer le silence! Pour qu'il y ait moins de «On ne savait pas»! ■



Le rapport qui aurait dû contenir ces textes, intitulé *Solidarité Genève Sud*, est disponible auprès de la FGC, tél. 022 738 04 88.

Envoi commercial-réponse
Geschäftsantwortsendung
Invio commerciale-risposta

affranchir

cotmec



Tél 022 708 00 78
Fax 022 708 00 79
web: www.cath.ch/cotmec

Editions d'En Bas
Tél 021 323 39 18
Fax 021 312 32 40

Editions d'En Bas
Case postale 304
1000 Lausanne 17

Envoi commercial-réponse
Geschäftsantwortsendung
Invio commerciale-risposta

affranchir

cotmec



Tél 022 708 00 78
Fax 022 708 00 79
web: www.cath.ch/cotmec

Editions d'En Bas
Tél 021 323 39 18
Fax 021 312 32 40

Editions d'En Bas
Case postale 304
1000 Lausanne 17

Découvrez la nouvelle publication de la COTMEC



«La Suisse dans la constellation
des paradis fiscaux»

«La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux»

Quelle est la place de notre pays dans la nébuleuse complexe des paradis fiscaux? Quelles ont été les réelles avancées législatives de ces trente dernières années en matière de régulation des activités financières en Suisse? Comment des juges engagés au front de la lutte contre le blanchiment évaluent-ils les ouvertures et les obstacles aménagés par le cadre légal actuel? Comment les nouvelles dispositions législatives ont-elles transformé les pratiques bancaires?

Au moment où le secret bancaire, l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent sont discutés en Europe et dans le cadre de l'OCDE, ce livre explore ces questions par des analyses historiques, économiques, juridiques, politiques et éthiques. Autant d'approches qui se centrent toutes autour des implications de ces pratiques financières dans les rapports Nord-Sud.

A commander dès aujourd'hui!

Le secret bancaire helvétique est mis sur la sellette. Les pays européens et ceux de l'OCDE ne tolèrent plus les scandales et les pratiques dommageables en matière fiscale qu'il occulte. Vous rêvez d'une Suisse ouverte au monde? Alors vous ne pouvez ignorer les débats internationaux autour de ces enjeux. En publiant une étude approfondie sur ce sujet, la COTMEC souhaite rendre ces débats accessibles à tous et élargir la réflexion. Les pays du Sud sont en effet autant concernés, sinon davantage, que les pays riches par les enjeux de la fiscalité, de la fuite de capitaux et de la lutte contre la criminalité économique. Or ils sont, la plupart du temps, exclus des débats à ce sujet. Le nouveau livre de la COTMEC remet les priorités de la justice et de la solidarité mondiale au centre des préoccupations. D'une manière approfondie et dans un langage à la portée de chacun.

Vous pouvez commander dès aujourd'hui «La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux». Proposez-le à vos amis et parlez-en autour de vous! La COTMEC compte sur vous, lectrices et lecteurs fidèles: c'est grâce à vous que ce livre pourra avoir un écho. C'est avec votre contribution que nous pourrons, ensemble, rendre le débat sur les pouvoirs de la finance plus démocratique.

MERCI de votre intérêt et de votre amitié!

Bulletin de commande

«La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux»,
Dominique Froidevaux (éd.), en collaboration avec Bernard Bertossa,
Sébastien Guex, Édouard Dommen, Gérard Perroulaz, François
Membrez, Gertrud Ochsner, Marie Pasquier, Guy Musy, Christian de
Brie et Bruno Gurtner.

Editions d'En Bas, coédition avec la COTMEC.

14,7 x 21 cm, env. 240 pages, 2002.

ISBN 2-8290-0273-3

Prix de souscription en faveur des abonnés

à COTMEC-info (-20%): Frs 26 + 1,80 de frais de port.

Je souhaite recevoir un exemplaire du livre «La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux».

Nom et prénom:

Rue et numéro:

NP et localité:

.....
Téléphone: Signature:

Bulletin de commande

«La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux»,
Dominique Froidevaux (éd.), en collaboration avec Bernard Bertossa,
Sébastien Guex, Édouard Dommen, Gérard Perroulaz, François
Membrez, Gertrud Ochsner, Marie Pasquier, Guy Musy, Christian de
Brie et Bruno Gurtner.

Editions d'En Bas, coédition avec la COTMEC.

14,7 x 21 cm, env. 240 pages, 2002.

ISBN 2-8290-0273-3

Prix de souscription en faveur des abonnés

à COTMEC-info (-20%): Frs 26 + 1,80 de frais de port.

Je souhaite recevoir un exemplaire du livre «La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux».

Nom et prénom:

Rue et numéro:

NP et localité:

.....
Téléphone: Signature:

Achetons du riz équitable!

On sait que la Fondation Max Havelaar contribue au développement des pays du Tiers-Monde. Pour cela, elle paye aux cultivateurs de là-bas le juste prix de leur travail et supprime les intermédiaires qui s'enrichissent habituellement sur leur dos.

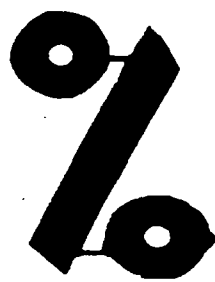
En achetant légèrement plus cher ces produits, les consommateurs d'ici contribuent à combler le fossé d'injustice qui sépare le Sud et le Nord de notre planète. Jusqu'ici, le riz ne faisait pas partie des denrées proposées par Max Havelaar, que l'on peut trouver aux Magasins du Monde, ainsi que chez Coop et Migros. Cette lacune est aujourd'hui comblée. Désormais, dans les mêmes surfaces, on peut acheter diverses variétés de riz à grains longs et de riz thaïlandais parfumé, dont le riz jasmin blanc ou rouge.

Les consommateurs helvétiques ont donc la possibilité de se montrer solidaires de petits riziculteurs. Ces derniers, répartis entre cinq coopératives du centre et du nord-est de la Thaïlande, représentent environ un millier de familles. ■

Jacques Perroux

Agenda

Attac-Genève organise un atelier sur la **taxe Tobin** (taxation des transactions de change) le **samedi 8 juin à la maison des associations** (salle Gandhi, 8, rue du Vieux-Billard à Genève) de 14h à 18h, animé par Bruno Jetin (conseiller scientifique Attac-France). Rappelons que l'introduction de cette taxe vise à réguler les marchés financiers, à atténuer les effets des crises boursières et à utiliser les sommes récoltées pour l'aide au Tiers-Monde. Tout(e) citoyen(ne) intéressé(e) à améliorer les conditions de vie des peuples et à participer à une réflexion menant à l'action est bienvenu(e)!



L'action prend forme

Une trentaine de personnes ont répondu à l'appel de parrainage des sans-papiers.

Une action lancée par le Collectif des sans-papiers et le Collectif de soutien aux sans-papiers, et soutenue par la COTMEC et la plateforme Evangile et Société de l'Eglise protestante. Une première rencontre a eu lieu afin de définir les enjeux et la mise en place concrète de ce parrainage.

Cette action de parrainage se base sur le modèle du soutien aux requérants d'asile qui a finalement permis la création de l'AGORA, démontrant que la mobilisation des citoyens face à un problème aussi délicat pouvait avoir un important impact au niveau du pouvoir politique.

Un soutien humain et social

Les personnes sans permis de séjour en Suisse ont avant tout besoin d'un soutien humain: elles vivent le plus souvent dans la crainte d'être arrêtées par la police. Créer des liens, redonner confiance, montrer qu'il existe en Suisse des gens qui ne leur sont pas hostiles, c'est dans ce sens que le parrainage doit être entrepris et compris. C'est donc un enrichissement tant sur le plan culturel que relationnel, un échange, un partage et l'occasion de recevoir autant que l'on pourra donner.

Parrainer des sans-papiers signifie aussi leur apporter un soutien social. Ils sont souvent dans l'incapacité d'effectuer des démarches administratives, même les plus simples, parce que ce droit leur est nié. La vie d'un clandestin est conditionnée par une série d'obstacles contre lesquels il est contraint de lutter chaque jour pour sauvegarder sa dignité. Que ce soit la recherche d'un logement, l'impossibilité de porter plainte si on lui vole une motocyclette

Parrainage des sans-papiers

ou encore la difficulté d'obtenir de la part de son employeur des conditions favorables, ces problèmes quotidiens durent pour la plupart depuis de nombreuses années. Mais ces difficultés ont aussi contribué à en faire des femmes et des hommes mus par le courage, la volonté de résister, et surtout par la solidarité qu'ils pratiquent sans compter. Parrainer une personne sans-papiers signifie l'accompagner dans des démarches administratives, faire respecter ses droits lors d'une arrestation ou chercher une salle pour organiser une fête.

Changer la loi

C'est dans cette double optique de soutien, comme celui qu'on pourrait apporter à un ami ou à un parent, qu'il faut considérer le parrainage des personnes sans-papiers. L'injustice d'une loi qui interdit à tout ressortissant qui n'est pas de la Communauté européenne d'obtenir un permis de travail en Suisse est révoltante. Et toutes les excuses basées sur la soi-disant saturation du marché du travail tiennent difficilement la route: les quelque 10'000 travailleurs sans permis qui œuvrent ici exercent une activité utile à notre société. Sans oublier que la mobilisation des citoyens désireux de soutenir ces personnes de l'ombre pourrait bien aboutir un jour à un changement de la législation pour moins d'inégalité. ■

Nicole Kunz



Renseignements: COTMEC (Tél. 022 708 00 78) ou Maurice_GARDIOL@protestant.ch

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

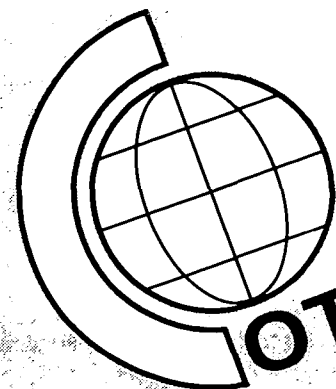
Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable: Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 241- Juin 2002



COTMEC
INFO

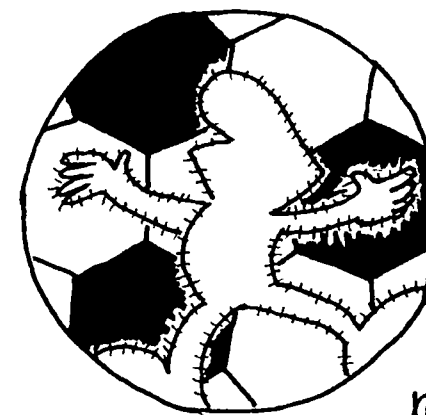
En annexe:
Commandez
le nouveau livre
de la COTMEC!

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Edito

Hors-jeu, l'exploitation!

Le 1^{er} mai dernier, à un mois de l'ouverture de la Coupe du monde de football en Corée du Sud et au Japon, a débuté *Fair Pay*, la nouvelle campagne de Clean Clothes. Soutenue par la Déclaration de Berne, l'Action de Carême et Pain Pour le Prochain, elle dénonce la précarité des conditions de travail des employés des équipementiers phares du monde du ballon rond, tels que Nike, Puma ou Adidas. En cherchant à sensibiliser le grand public sur les traitements infligés à ces travailleurs, elle s'attaque ni plus ni moins à la belle mécanique du sport le plus populaire de la planète.



hop

Vous connaissez la chanson. Un Président en visite électorale dans un HLM se bouche le nez et les oreilles. A cause des relents de couscous et des décibels. A l'Elysée, comme moi dans mon couvent bien protégé, on n'a pas à redouter ces désagréments oto-rhino-laryngologiques. Surtout quand le virus vient du Sud.

Cela suffit pourtant aux locataires d'un immeuble pour glisser dans l'isolement un bulletin au nom de Le Pen! Je les condamne d'autant moins que je ne suis pas sûr de mes propres réactions si j'avais à vivre dans les mêmes conditions. C'est bien cela qui m'attriste et me désole. Ce racisme à fleur de peau qui n'attend pour faire irruption que le plus futile des prétextes et infeste ensuite tout l'organisme.

Disons -pour nous consoler- que c'est un vieux réflexe! Dans le récit de la rencontre de Jésus avec la femme de Samarie, l'évangéliste explique que «les Juifs ne fraient pas avec les Samaritains». Littéralement, «ils n'ont pas de commerce avec eux». Question d'odeur ou de couleur? Je ne sais. En tout cas, ils les ont «dans le nez». Il a fallu Jésus -juif lui aussi- pour aborder cette femme avec respect et lui demander à boire. Sans qu'il ne se croie obligé de se boucher les narines.

Guy Musy

Les «vrais» adorateurs de Dieu, quand ils rencontrent les hommes, ne se demandent pas d'où ils viennent, ni ce qu'ils mangent. Sous des dehors inattendus, ils décèlent des frères et des sœurs, fils et filles du même Père. ■

>>> Lire aussi mini-dossier en page 3.

Amies lectrices, amis lecteurs,

Profitez de notre offre et commandez le nouveau livre de la COTMEC «La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux» pour 26 FS, prix exceptionnel de souscription valable jusqu'au 7 juin 2002! (Bulletin de commande en annexe)

La campagne a pour but l'instauration par la FIFA (Fédération Internationale de Football Association) et par son président (actuel) Sepp Blatter d'un code de conduite visant à protéger les travailleurs des équipementiers sportifs. Les entreprises détentrices d'une licence de la FIFA et les divers sponsors du monde du football seraient alors tenus de s'y conformer, garantissant ainsi des conditions de travail et des salaires corrects à leur employés. La FIFA a récemment fait un premier pas dans la bonne direction: elle s'est ralliée à l'UNICEF pour lutter contre le travail des enfants en Inde et au Pakistan. Mais le chemin à parcourir reste considérable. A titre d'illustration, Adidas a réalisé 300 millions de francs suisses de bénéfices dans le football en 1999 alors que Gloria Delgado, employée d'une usine d'équipement au Salvador, gagne 265 francs par mois.

L'originalité et la force de cette campagne résident dans son ouverture à tous: il s'agit d'une consultation publique visant à réunir, par cartes postales, 2002 propositions pour améliorer les conditions des travailleurs. Une fois ce nombre atteint, ce code social composé par le public sera transmis au président de la FIFA. Alors, si vous avez des idées pour que le monde du football tourne plus rond, soyez *fair play* et joignez *Fair Pay*! ■

Jonas Pasquier

1 Mode d'emploi: vous pouvez commander les cartes postales auprès de la Déclaration de Berne (Tél. 021 620 03 03, E-mail ccc@evb.ch) ou participer à la campagne directement en ligne sur le site www.evb.ch

Suivez mon regard...

Guy Musy revient sur une discussion consacrée au Proche-Orient, en avril dernier à l'ONU. Suivez le regard critique qu'il porte sur une situation et sur la manière de l'envisager, hélas encore d'actualité.

Les sessions de la Commission des droits humains ont souvent quelque chose de surréaliste et d'ubuesque. Au moment où Sharon lance ses chars à la conquête de la Palestine, vouant à l'anathème tout ce qui se trouve sur leur passage -on trouvera dans le Vieux Testament des illustrations terrifiantes de cette expression-, nos diplomates discutent sans rire ni pleurer de l'opportunité d'une séance spéciale sur la Palestine et de l'envoi dans ce pays de Mary Robinson, leur commissaire.

La salle du Palais regorgeait d'auditeurs pour écouter, ce vendredi 5 avril à Genève, des déclarations qu'on aurait pu réciter

d'avance, sitôt identifiée la nationalité de l'orateur. J'attendais cependant une initiative originale pour faire avancer la cause de la paix meurtrie du côté de Bethléem. J'en suis quitte pour quelque perles glanées au fil des discours.

Le délégué du Saint Siège parla d'une «guerre déclarée à la paix». Il exhorta à reprendre les négociations et condamna «le terrorisme d'où qu'il vienne». Pendant la guerre d'Algérie, les évêques français faisaient un autre usage de cette formule usée par des siècles de langue de bois, parlant de «la violence d'où qu'elle vienne». On aurait donc fait un pas de plus, puisque, au dire du délégué, il y aurait désormais des «Etats terroristes». Lesquels? Suivez mon regard. Je ne m'attendais pas à des discours sereins du côté des Arabes. Certains -et je peux les comprendre- tenaient de la diatribe enflammée d'un sermon de mosquée. J'ai tout de même relevé cette trou-

vaille dans l'intervention de l'ambassadeur d'Algérie. Dénonçant l'agression israélienne contre Bethléem, l'orateur citait une parole du «Christ» qui aurait dit -mais selon quel évangile?-. «ma maison natale est l'oratoire de tous les peuples». Surprenante déclaration de foi pour un musulman! Il m'a semblé que la voix de certaines nations était «achetée» par d'autres Etats plus riches. Ainsi, une république bananière d'Amérique Centrale estimait ce débat inutile, improductif et inopportun! Un autre ambassadeur jugeait que l'on avait assez perdu de temps à parler d'Israël et de la Palestine et que le moment était venu de passer à un autre item, sans doute plus réjouissant. Une diplomate canadienne frémit à l'idée de voir Mrs Robinson risquer sa vie dans une mission de haut péril. Cet argument lui paraissait suffisant pour annuler tout projet d'envoi d'une mission spéciale en Palestine. Les diplomates, il est vrai, ne sont pas d'obscurs délégués de

la Croix-Rouge qui vont exposer leur vie dans des pays de «sauvages». Quant au représentant d'Israël, il présenta son peuple comme la victime propitiatoire qui porte les péchés d'autres Etats criminels cherchant à se faire oublier. En focalisant l'attention sur son pays, la Commission éviterait ainsi de les mettre en cause.

Le résultat, nous le connaissons: pendant que l'on pérorait à Genève, les chars de Sharon avançaient et tuent. Ailleurs, quelque part en Cisjordanie, d'autres miliciens fourbissent les armes qui serviront à de futurs attentats. Pour faire obstacle à cette logique sanguinaire, n'y aurait-il pour seul rempart que l'incantation des discours? Ou faut-il attendre que la paix soit imposée à l'un et l'autre belligérant? Oui, mais par quelle force et quelle autorité? Là encore, suivez mon regard. Et si la raison et le cœur reprenaient leurs droits... ■

Guy Musy

Brevets sur le vivant: contre le vivant

En Suisse, l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle a proposé un projet qui pousse à la brevetabilité du vivant. En Afrique subsaharienne, les paysans sont encouragés par les Etats-Unis à utiliser des semences transgéniques.

Ces 2 faits récents montrent qu'il est urgent de résister au brevetage du vivant, qu'il porte sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) ou sur des savoirs traditionnels. C'est à cela que s'emploient plus de 30 organisations depuis septembre 2000 avec la campagne «Non aux brevets sur le vivant». Fer de lance de cette résistance, la Déclaration de Berne publie régulièrement l'avancée des travaux et fournit un dossier complet dans le n°163 de sa revue *Solidaire*.

Quelques bonnes raisons de résister

L'environnement est menacé. Les brevets permettent aux firmes détentrices d'utiliser à grande échelle des OGM dont la dispersion menace l'écosystème. L'octroi de brevets va à l'encontre des exigences de la Convention sur la biodiversité, qui stipule que les avantages découlant des ressources génétiques doivent être répartis équitablement.

Les agriculteurs sont appauvris. Les brevets qui concernent la

nécrotechnologie -Terminator et autres procédés stérilisant les semences- s'opposent au droit de replantation. Le but ultime des semences stériles n'est ni la bioécurité qui éviterait les maladies, ni les bénéfices agronomiques obtenus par un meilleur rendement, mais le bioservage des agriculteurs contraints de racheter des semences chaque année.

Le Sud est asservi. Les habitants du Sud se voient extorquer leurs savoirs traditionnels et leurs ressources biologiques. Les entreprises du Nord s'appropriant les biens, ce sont les pays les plus pauvres qui vont, en payant des droits de licence, alimenter les caisses de quelques grands trusts du Nord. Qui plus est, la production agricole locale est dorénavant contrôlée par les multinationales ou concurrencée par des OGM plus rentables. Autant de facteurs d'appauvrissement et de menace du droit à se nourrir. Citons le contrat qui lie Novartis à l'Union des communautés forestières zapotèques de la Sierra Juarez pour le prélèvement de champignons microscopiques dans les montagnes d'Oaxaca. Selon le journal mexicain *La Jornada*, le partage des bénéfices promis par les multinationales se limite à des petits cadeaux aux indigènes, de rares équipements techniques et de maigres formations scientifiques. Le Mexique se spécialise dans la vente au rabais de sa biodiversité, déplore le quotidien. Autre exemple, le pozol a fait l'objet d'un brevet partagé par une multinationale néerlandaise et une

université étatsunienne. Ce brevet désigne 9 personnes comme les «inventeurs» du principe actif d'une souche bactérienne se trouvant dans cette boisson maya traditionnelle, utilisable pour contrôler la moisissure des aliments. Ainsi, la connaissance millénaire communautaire cesse d'être collective pour le profit de quelques-uns.

La santé est fragilisée. Le brevetage des plantes à base de traitements médicaux les rend chers et en exclut une partie de la population. De plus, les brevets peuvent bloquer des années durant la sélection de nouvelles plantes ou le développement de nouveaux produits dans l'agriculture et l'industrie pharmaceutique, entravant la recherche au lieu de l'encourager.

Où sont les droits?

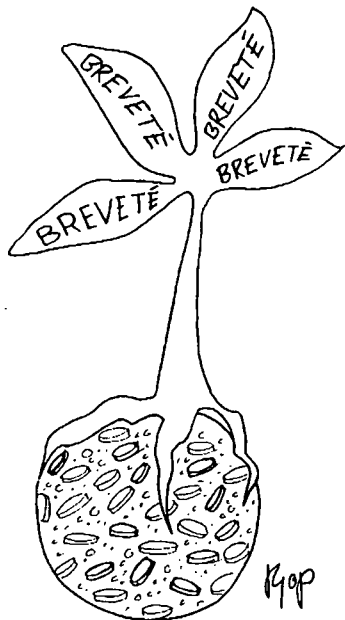
Les droits de propriété intellectuelle et l'appropriation de la matière vivante ont été intégrés, sous l'influence des Etats-Unis, aux négociations des règles du commerce sous l'égide de l'OMC. Or, si les brevets sont une protection efficace pour les procédés industriels, ils ne sont pas du tout adaptés à la protection de la matière vivante ni à celle des savoirs traditionnels qui y sont associés. Ces savoirs sont collectifs: il s'agit d'une connaissance du milieu naturel et de pratiques qui profitent à l'ensemble de la communauté, et non pas à un individu ou un groupe d'intérêt restreint.

Qui plus est, ils sont difficilement identifiables en tant que tels, puisque transmis généralement par tradition orale et en constante évolution.

La question de la préservation de l'environnement et de l'appropriation des ressources biologiques ne peut être dictée par les intérêts privés. Les domaines clés que sont l'alimentation ou la santé ne doivent devenir le monopole de quelques multinationales. Chaque société a le droit de se nourrir et de se soigner selon ses propres choix culturels et en utilisant les richesses que recèle son territoire.

Roland Pasquier

Info: Déclaration de Berne (Tél. 021 620 03 03, www.evb.ch).



Après les présidentielles françaises

Lettre ouverte à...

...une connaissance (hypothétique), qui déclare ne pas partager toutes les idées du parti d'extrême droite de son pays mais qui reconnaît lui avoir accordé son vote. Il l'a fait par dépit, me dit-il, déçu de la politique et de la classe dirigeante. Il l'a fait aussi par peur (mais il préfère les termes d'«incertitude» et d'«inquiétude»). Oui, il a peur de la mondialisation et de tout ce qu'elle incarne. Surtout à cause de cette impression qu'on n'a plus prise sur rien. Il a peur de ne plus être sûr de quoi sera fait demain. Il ne se dit pas raciste mais il est inquiet d'une immigration qu'il juge incontrôlée. Voici ce que j'ai eu envie de lui écrire.

Cher ami,

La percée du Front National au premier tour du scrutin présidentiel en France m'a rappelé le débat d'il y a deux ans: le FPÖ, parti dirigé par Haider, venait d'accéder au pouvoir en Autriche et, en Suisse, on assistait à la montée de l'UDC de Christoph Blocher. Vous aviez dit alors que la démocratie n'était en rien menacée et qu'à vos yeux, une relative représentativité de ces partis ne pouvait que faire du bien au pouvoir. Il fallait, me disiez-vous, que les dirigeants réapprennent à écouter la base, à tenir compte de ses attentes et de ses préoccupations. Les leçons de bonne conduite rappelées par «les grandes démocraties» (à la tête desquelles la France) à l'Autriche font ricaner aujourd'hui car, depuis, la tendance s'est confirmée sur l'ensemble du continent: d'abord en Italie, puis au Danemark, ensuite en France et récemment aux Pays-Bas. Rien ne semble plus arrêter la montée des partis d'extrême droite. Plus étonnant, le phénomène paraît téjaniser les partis traditionnels, qui hésitent entre une opposition radicale et une compromission avec des thèses à l'opposé de leurs principes. Le monde entier regarde l'Europe et s'interroge sur le retour possible d'anciens démons. Le vieux

continent, berceau de la démocratie, dans une démarche laborieuse de construction de l'Union, avait fini par convaincre qu'elle avait conjuré le spectre du fascisme. Aujourd'hui, le doute s'est installé. Personne ne parle plus de phénomène isolé, le malaise est général et il se répand comme dans un jeu de dominos. Qui saura lui apporter une réponse? Et laquelle?

Les vraies

bonnes questions

Quelqu'un, dont on ne peut soupçonner la moindre accointance avec les thèses de l'extrême droite, a cru bon d'avancer ces propos: «le Front National pose de bonnes questions mais apporte de mauvaises réponses». Posons donc de vraies bonnes questions.

La mondialisation et l'ouverture des marchés seraient à l'origine de la montée du chômage. Mais qui mieux que l'Occident profite de la mondialisation? Qui en est le moteur et l'instigateur? Est-ce la faute des étrangers si les entreprises, attirées par les coûts faibles de production, délocalisent?

Un pouvoir digne de ce nom devrait, nous dit-on, mieux défendre les intérêts nationaux. Fort bien, mais au nom de quoi interdire alors au pays voisin de faire pareil? Ce capitalisme à la fois ultra-libéral et protectionniste prôné par les partis d'extrême droite est un leurre et une contradiction, mais je conçois qu'il conforte les aspirations d'une couche toujours plus importante de la population qui rêve d'un pouvoir fort, d'un pouvoir de domination censé défendre mieux les intérêts nationaux.

Pour ce faire, disent-ils, il faut rendre le pouvoir au peuple, son dépositaire légitime, ce pouvoir aujourd'hui confisqué par l'élite qui se coopte et se ferme sur elle-même. Cela s'appelle du populisme et constitue une vision caricaturale du débat démocratique et de la représentativité politique. En parlant de populisme, l'on oublie de souligner que les leaders de ces partis ne partagent souvent avec ce peuple que les origines (et encore!) et que leurs conditions de vie contrastent fortement avec celles de toutes «ces petites gens» qu'ils prétendent représenter.

L'immigration, sujet de prédilection de tous les partis d'extrême

droite, serait la source des problèmes, de tous les problèmes dont souffre la société: l'insécurité, l'intolérance, la haine, la déliquescence du tissu social et des valeurs traditionnelles, le chômage, la prolifération du trafic de stupéfiants, la prostitution. Oui, tout cela, nous dit-on, est le résultat d'une politique laxiste qui a ouvert tout grand les portes de l'Europe à l'immigration. Mais de qui parlons-nous au juste? De ces pauvres venus d'autres cieux, parfois contre leur gré, et qui attendent au pied les miettes qui tombent de la table du festin? Certes, ils se trouvent bien souvent en situation de devoir se disputer ces miettes avec quelques natifs du pays. Doivent-ils être punis pour cela? Ils seraient, paraît-il, payés à ne rien faire. Regardons bien autour de nous. Qui, tôt le matin, ramasse nos poubelles? Qui balaye nos rues? Qui distribue nos journaux? Qui charge et décharge les camions qui livrent les produits frais le matin dans nos supermarchés? Et le soir, quand nos bureaux sont désertés, allons donc voir qui les nettoie. Ces immigrés volent-ils les emplois des autochtones? Non, ils font ce que ces derniers ne veulent ni ne peuvent plus faire. Allons visiter les arrières-cuisines des restaurants, les sous-sol des grands hôtels où les machinistes de nettoyage tournent sans arrêt. On se rendra compte alors de l'importance de ces petites mains qui accomplissent avec dévouement et à la satisfaction des employeurs leurs tâches quotidiennes et qui participent à la bonne marche de l'économie, et donc à la prospérité du pays! Ceux-là, entend-on parfois, ce sont de bons immigrés. Les autres dont nous ne voulons pas, ce sont les faux réfugiés, ceux qui s'adonnent au trafic de drogue, à la prostitution, ceux qui vivent de nos impôts, ceux qui créent l'insécurité. Combien sont-ils ceux-là? Quelle proportion représentent-ils par rapport à la population globale étrangère? Avec qui, pour qui travaillent-ils, quels sont leurs réseaux, leurs filières? Dans les poches (et les banques!) de qui finissent le produit de ces activités illicites? Sur ces questions, on fait l'impasse, car l'important ici n'est pas tant d'identifier le coupable -si coupable il y a- que de stigmatiser une catégorie de la population aux fins de s'attirer les préférences d'un certain électoralat.



Dessin de Nicole Rossi.

L'étranger, creuset de nos peurs

Nous touchons ici au cœur du problème des sociétés européennes d'aujourd'hui. Ce besoin de désigner un bouc émissaire responsable de tous les maux de la société cache une double difficulté. Celle de la redéfinition de l'identité dans un contexte globalisé et celle de la conception du futur avec des paramètres autres que ceux imposés par la société de consommation uniquement. Face à ces deux sources d'angoisse, la tentation du repli identitaire et du rejet de l'étranger est projetée comme une réaction de protection et de défense des acquis. Mais quels sont ces acquis et par quoi sont-ils menacés? Le réflexe de peur empêche ici tout discernement. A ce propos, il est intéressant d'observer que les partis d'extrême droite progressent aujourd'hui dans un contexte économique plutôt stable, ce qui conduit certains observateurs à parler de la montée d'un «populisme de prospérité». Ce n'est donc pas tant la précarité qu'une certaine peur de perdre qui provoque le rejet.

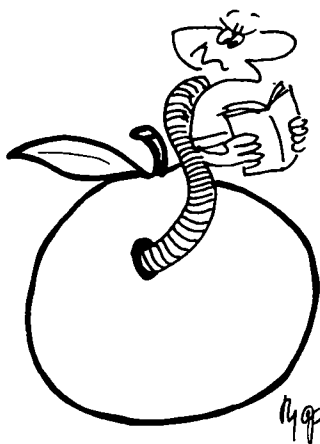
Voilà le champ sur lequel sont appelés à travailler aujourd'hui intellectuels, responsables politiques et toute personne consciente de l'urgence d'une action citoyenne et humaniste en réaction à la dérive qui guette la société. Des ressources, il n'en manque pas: le monde entier attend des Européens un sursaut pour convaincre que le continent peut encore nourrir un idéal et défendre ce qu'il a de mieux à offrir au monde, à savoir le respect de la dignité humaine. Si cela vous parle un peu, cher ami, répondez-moi... ■

Justin Kahamaile

A déguster:

le goût amer de nos fruits et légumes

Dans sa nouvelle brochure, le Forum Civique Européen se penche sur le problème de l'emploi des migrants, souvent clandestins, dans l'agriculture intensive. Le résultat de recherches menées depuis 2 ans par l'organisation.



à jour la gravité des tensions sociales qui sévissent dans une région où le recours à l'immigration clandestine de main-d'œuvre est devenu, au fil des ans, démesuré et incontrôlé. En l'espace de trois jours de troubles, l'attention se focalise sur les pratiques illégales mais tolérées de ces agriculteurs qui, par souci de rentabilité et de productivité, emploient des ouvriers

Amertume généralisée

Une commission d'enquête internationale, constituée par le Forum Civique Européen s'est rendue sur place et a publié un rapport complet sur la situation à El Ejido. En juin 2001, un débat public a été organisé à Paris sur cette délicate question. Autant d'actions qui ont permis de constater que ces troubles ne se limitent pas à la seule Andalousie : dans bon nombre de pays européens, de telles pratiques illégales sont tolérées, voire encouragées par les pouvoirs publics. Le goût amer de nos fruits et légumes est ainsi le résultat de deux années d'études de cas divers. La brochure constitue une synthèse et une analyse précise de ces situations où les questions de rentabilité prennent le pas sur les droits humains des plus élémentaires. En se basant sur le cas d'El Ejido, la publication traite des conséquences de ce recours à une main-d'œuvre clandestine et propose des pistes d'actions pour résoudre une problématique bien plus répandue qu'on le croit. ■

Jonas Pasquier

clandestins. Ils tirent parti de la situation de faiblesse de ces immigrés en ne respectant pas, ou peu, le droit du travail et quelques-uns des droits humains les plus élémentaires.

Commande au 061 262 01 11
Prix: 15CHF

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Agenda

Le nouveau programme 2002-03 de formation à la résolution non-violente des conflits, proposé par Peace Brigades International, le Mouvement International de la Réconciliation et le Centre Martin Luther King, est paru. Les modules débutent fin août. Informations: tél. 021 661 24 34

Unir les forces

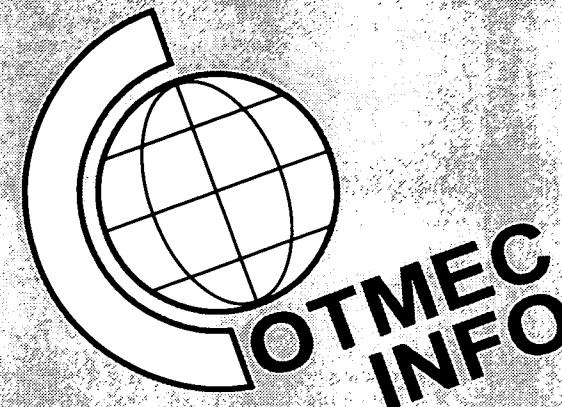
Partout où la JOCI est présente, elle œuvre à mobiliser les acteurs du secteur informel par le biais de séminaires, d'associations, d'actions de dénonciations, etc. En '99, elle publiait un rapport très fourni sur les conditions de travail, les causes et les pistes d'actions à envisager afin de réhabiliter le secteur informel. Pour y donner suite, la campagne «Un travail juste pour toutes et tous» lance un appel à tous les militants, partenaires sociaux et ONGs pour «réinventer le monde du travail (...) et faire pression sur les gouvernements

Réhabiliter le secteur informel

De passage à Genève, 2 membres de la JOCI (Jeunesse ouvrière chrétienne internationale) sont venus nous parler de leur campagne «Un travail juste pour toutes et tous». Une action présentée le 4 juin dernier à l'OIT (Organisation internationale du travail).

Depuis '95, la JOCI s'engage auprès des travailleurs du secteur informel. Sous ce terme on englobe tout travail qui «n'est pas reconnu, déclaré, protégé ou réglementé par les pouvoirs publics.» Cette économie souterraine est le reflet d'une «stratégie de survie des pauvres». Ces emplois, pour la plupart sans contrats, se situent à la périphérie de l'économie formelle dont ils sont issus: on y inclut par exemple certains sous-traitants, vendeurs au détail, ouvrières à domicile, etc. Ils maintiennent les travailleurs à l'écart des systèmes de protection sociale et des législations du travail. Privés de droits, de représentation syndi-

Cotmec-info / 7-02/242-4



p.3: Mini-dossier
N'oublions pas
les dalits!

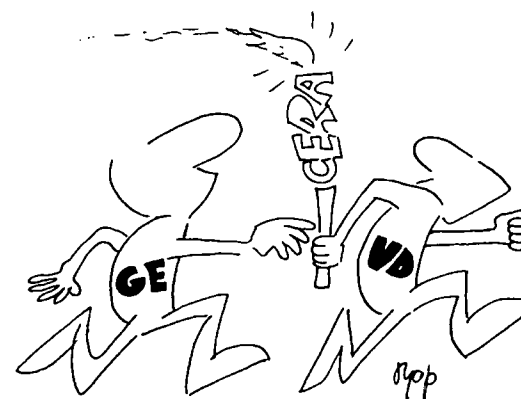
commission tiers monde de l'Eglise catholique

Billet évangélique

«Un petit coin de paradis...»

Notre «feuille jaune» se fait des lecteurs dans les cinq continents. Que les Genevois se rassurent: la COTMEC ne «délocalisera» pas ses journalistes aux Iles Fidji! Du moins, pas pour l'instant. De toute façon, c'est à mes voisins du «Bout-du-Lac» que j'adresse ce billet. Il se pourrait même que nos amis d'Outre-mer y découvrent quelque intérêt.

J'assistai un de ces derniers soirs à l'assemblée de l'Aumônerie genevoise œcuménique des requérants d'asile (AGORA). Après le transfert à Vallorbe du Centre d'enregistrement (CERA), cette sympathique organisation a dû faire face à un dilemme shakespearien: se reconverter ou mourir. J'imagine certains fonctionnaires, heureux de la voir disparaître, s'invitant alors à une danse du scalp autour de nos ami(e)s qui faisaient désordre dans la musique fédérale. Mais c'était sans compter la force de leurs convictions et leur douce opiniâtreté. Un projet un peu fou allait naître, à «La Croisette» précisément. Les volontaires y rafistolent une vieille demeure située à deux pas des tristes casernes qui abritent un Centre d'accueil pour requérants. La restauration a poussé aussi vite que les oignons et les salades qui se cultivent désormais à proximité, près d'un four où l'on cuit du bon pain. La maison résonne de cours de guitare, de langues et d'informatique. On y trouve des ateliers d'expression artistique, un vidéo-club, une bibliothèque, un service de défense



juridique, des écrivains publics, un salon et, bien sûr, une cuisine. Avec, sous le toit (plus près du bon Dieu!), une salle de prière. On annonce aussi l'ouverture d'un magasin de troc, où l'on viendra «échanger» ses fringues et autres denrées et non simplement les vendre ou en recevoir gratuitement. Toute une ruche qui, à longueur de semaines, ne désemplit pas et où l'on ne sait plus qui est requérant et qui est volontaire.

J'ai encore sur le cœur les mots d'Eric, jeune Togolais «en rade» à Genève: «A l'Agora, disait-il, j'ai rencontré un autre visage de la Suisse. Un sourire autour d'une tasse de thé et d'un biscuit au chocolat. Cela suffit pour me faire oublier le goût amer de la procédure. Ici, je suis respecté. Ici, je me souviens que je suis un homme!»

L'évangile nous apprend qu'un coin de paradis se troque contre un verre d'eau! Que reçoit-on en échange d'un bol de chocolat? ■

Guy Musy

Edito

Consultation œcuménique

Reprendre le flambeau

En septembre 2001, les Eglises remettaient aux autorités fédérales un message intitulé «L'avenir ensemble». Fruit de la consultation œcuménique sur l'avenir social et économique de la Suisse, cet opuscule au titre prometteur ne saurait rester «un joli recueil de bonnes idées». C'est là l'opinion de Liliane Maury Pasquier, présidente du Conseil national. Invitée par la Coordination genevoise de la Consultation œcuménique, elle a esquissé quelques pistes pour que ce message s'incarne et vive.¹

Le souci d'avenir ensemble peut en effet inspirer des prises de position d'Eglises sur des thèmes brûlants de l'agenda politique.

A peine refroidi, mais hélas écarté par les Genevois le 2 juin, le revenu minimum de réinsertion n'était pas sans résonner avec le «Message des Eglises». «Au niveau politique, nous devons défendre les personnes défavorisées», peut-on par exemple y lire.

Toujours chaud, le problème des sans-papiers est évoqué dans le Message: «Nous demandons la régularisation des personnes sans papiers vivant en Suisse depuis plusieurs années». Les Eglises pourraient se faire entendre dans de plus larges champs de la politique migratoire, notamment dans le cadre de l'actuelle révision de la loi sur les étrangers.

Bouillante, la question du soutien à la Fondation Suisse solidaire sera soumise au vote en septembre prochain. L'occasion de balayer l'initiative de l'UDC et son contre-projet pour appuyer une fondation partenaire des organisations d'entraide. Histoire, notamment, de «mieux répondre aux besoins urgents de la population des pays en développement.» Un souhait relayé par le Message et qui va au-delà de la frileuse augmentation de l'aide publique au développement promise par nos autorités.²

Or, frileux, il ne faut pas l'être autour de ces points chauds. Mais ne pas hésiter à se réunir ou à interpeller individuellement les femmes et les hommes politiques. Parce que les Eglises, c'est nous et qu'il est temps de prendre le flambeau. En s'appropriant le contenu du Message pour le transcrire dans la réalité. ■

Marie Pasquier

1 Le compte-rendu de cette intervention peut être obtenu auprès de notre secrétariat (tél. 022 708 00 78).
2 Le Conseil fédéral prévoit d'augmenter l'aide publique au développement pour atteindre 0,4% du PNB en l'espace de 10 ans. Ce qui reste en dessous du seuil de 0,7% défini depuis longtemps par l'Assemblée générale des Nations unies.

Colombie

En marche vers la négociation

Le candidat d'extrême droite Alvaro Uribe a été élu président le 26 mai dernier. Luis Guillermo Jaramillo, président de l'Institut Populaire de Formation (IPO) de Medellín (une des plus importantes ONG colombiennes) fait le point sur la dynamique politique et de la société civile.

«Tout laisse prévoir la mise en place d'un système excluant, au lieu de la politique d'intégration et de renforcement de la démocratisation du pays qui serait nécessaire (...)»

Après avoir centré sa campagne sur la négociation avec les guérillas et en particulier les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), l'ancien président conservateur Pastrana quitte son poste sans être parvenu à progresser véritablement dans cette voie. Or, paradoxalement, il se pourrait bien que le nouveau président Uribe ne puisse pas tenir sa promesse de durcissement:

non pas parce que la négociation deviendra sa tâche prioritaire, mais parce qu'il pourrait y être contraint par la conjoncture politique extrême que connaît la Colombie actuellement. En attendant, la société civile travaille activement à la paix.

Du côté de la société civile

Parmi les acteurs de cette société civile, l'IPO va poursuivre ses activités, notamment en faveur de la paix. Par ailleurs, la réduction prévisible des espaces politiques ne pourra être comblée que par l'approfondissement du travail en réseau. Seule la mise en place d'un réseau entre les différentes organisations qui ont des objectifs communs serait à même de mieux protéger la population et de valoriser les efforts de chacun.

Redoutant la probable dégradation des conditions sur le terrain, les organisations devront redoubler d'efforts pour expliquer leurs actions dans le domaine des droits humains. Elles devront aussi élargir leur champ de

travail: un travail loin d'être facile, car les menaces de la part de la guérilla et des paramilitaires sont fréquentes lors de dénonciations des atteintes au droit international humanitaire.

Au plan international, l'opinion générale est en faveur de la nécessité de poursuivre ce travail de documentation et d'information à l'égard des gouvernements étrangers, des organisations, des mouvements et des comités, et de promouvoir les jumelages. Les ONGs colombiennes se sentent en général bien comprises par l'Europe, ce qui compense en partie la politique des États-Unis envers la Colombie...■

Compte rendu des propos de Luis Guillermo Jaramillo recueillis par Sergio Ferrari Servie de presse E-CHANGER



Dette et déforestation: des actionnaires protestent

Assemblée générale animée que celle du Credit Suisse Group le 31 mai dernier: à côté des reproches émanant de différents actionnaires quant à l'implication de la banque dans les faillites de Swissair et Enron, ou la double casquette de directeur général et président du conseil d'administration de M. Mühleemann, l'association ACTARÉS - Actionnariat pour une économie durable - en lien avec la Déclaration de Berne a exprimé ses inquiétudes concernant la responsabilité de Credit Suisse First Boston (CSFB) dans la déforestation en Indonésie.

blissements bancaires internationaux l'ont alimenté. Parmi les bénéficiaires, l'une des plus grosses entreprises indonésiennes dans ce domaine, l'Asia Pulp and Paper (APP). Or, après des années fastes, APP a connu une crise sans précédent conduisant à la suspension de son titre à la bourse de New-York et à un réchelonement de ses dettes (12, 2 milliards de dollars officiellement à fin 1999) sous l'auspice du Credit Suisse. C'est à ce titre et également parce qu'avec 250 millions de dollars d'obligations le CSFB est le plus gros détenteur d'obligations d'APP, que des actionnaires se sont adressés à la banque.

Forêt menacée

Une mesure de sauvetage envisagée par APP est l'augmentation de sa production. Les organisations de défense de l'environnement et des droits humains craignent que cela n'aggrave encore la situation. Seul 8% du bois utilisé par APP provient de plantations, le 92% «restant» provient de la forêt tropicale in-

donésienne, 40% hors autorisation gouvernementale. La défo-



restation menace: selon le Center for International Forestry Research, plus de 835 000 ha de forêts ont déjà été détruits. A ce rythme la forêt tropicale hors zone montagneuse de Sumatra risque d'être épuisée d'ici 2005.

Annnonce

LE BALAFON, magasin du commerce équitable situé aux Eaux-Vives, recherche pour la vente au magasin des personnes ayant envie de partager un peu de leur temps bénévolement.

Ce que nous offrons:

- une équipe de bénévoles dynamiques travaillant dans notre magasin;
- la satisfaction de s'engager pour un commerce solidaire entre le Nord et le Sud;
- la possibilité de connaître des produits des quatre coins du monde et de faire de l'information auprès de nos clients;
- l'occasion de prendre des responsabilités.

Ce que nous demandons:

- intérêt pour les rapports Nord - Sud;
- facilité de contact;
- intérêt pour la vente (horaire: 10h-14h ou 14h-18h30);
- engagement régulier ou ponctuel;
- sens des responsabilités.

Contact : Daniela Grünenfelder, Fondation Le Balafon, tél. 022 329 67 68, e-mail: getm@fgc.ch

Inde

La structure sociale de l'Inde est intimement liée à la religion hindouiste et à son système de castes. Une structure pyramidale où les privilèges des castes supérieures représentent un petit pourcentage de la population et bénéficient d'un bien-être matériel considérable. En bas de l'échelle sociale, les dalits continuent à subir des humiliations quotidiennes de la part des castes supérieures, qui les considèrent comme des «impurs». Malgré un système de quotas, introduit en 1950 pour permettre aux dalits d'accéder aux terres et de progresser socialement, l'Etat indien continue de pratiquer cette discrimination.

Vieux de 2000 ans, le système des «varnas», ou castes, décrète que chaque individu appartient par sa naissance à l'une de ces quatre catégories: les brahmanes (les prêtres et les lettrés), les kshatriya (les princes et les guerriers), les vaishya (les commerçants) et les shudra (les paysans et les travailleurs manuels, soit 50% de la population). Au niveau le plus bas, les dalits - terme qui a remplacé celui d'intouchables en 1950 et qui signifie «homme opprimé» - constituent une cinquième catégorie, extérieure au système des varnas, parce qu'ils accomplissent des tâches dites «rituellement impures». Ce système, mis en place par les varnas supérieures, offre aux plus favorisés la possibilité de disposer plus facilement des terres et des richesses du pays.

Portrait

Privés de terre, exclus pour la plupart de la possibilité d'étudier, les dalits constituent presque le quart de la population indienne. Ils sont forcés de travailler dans des conditions dégradantes, victimes de discriminations et d'humiliations quotidiennes. Les violents et les crimes à leur encontre sont nombreux, sans qu'ils aient la possibilité de porter plainte. Dans les villages, ils occupent une partie à l'écart appelée «céri» et ne peuvent puiser l'eau au même puits que les autres habitants. L'accès aux temples des

N'oublions pas les dalits!

autres castes leur est interdit. Ils possèdent leur propre culture (de tradition orale) et des cultes qui suivent des pratiques différentes de celles des autres castes. Dans la rue, à l'étale des marchands de thé, ils sont contraints à ne boire que dans des tasses en terre cuite, ébréchées et sales, que les autres ont jetées. Ceux qui ont accès à l'école doivent se contenter des derniers bancs, mais la plupart ne peuvent fréquenter l'enseignement car ils sont obligés de travailler aux champs. Les chiffres ne sont pas réjouissants: deux-tiers des dalits sont analphabètes; la moitié sont des journaliers sans terre; 7% seulement ont accès à une eau potable saine, à l'électricité, à des toilettes; la majorité des 40 millions de travailleurs agricoles réduits en esclavage pour rembourser leurs dettes (dont 15 millions d'enfants) sont des dalits. La femme dalit, pour un même travail, gagne moins que les hommes de sa caste (30 à 50% de moins).

Engagements

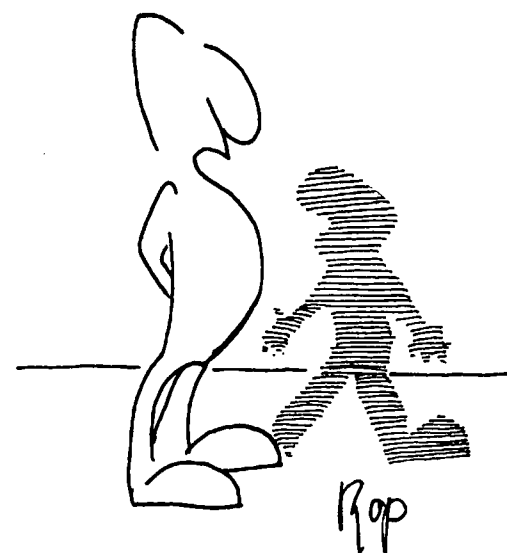
La lutte en faveur des dalits s'est organisée autour de la personnalité de Ambedkar, l'une des figures emblématiques à la base de la première constitution indienne de 1950, juste après l'indépendance. Depuis lors, cette problématique a été souvent débattue, sans voir apparaître de réels changements dans la pratique. Les quotas instaurés en 1950, qui fixent la présence d'un certain pourcentage de dalits à l'école et qui leur réservent un cinquième des sièges au sein du gouvernement, ne touchent qu'une infime partie de la population. Une façade que le gouvernement indien met en avant pour prouver que le système de castes est révolu en Inde. Mais dans la pratique, la majorité des dalits continuent à exercer les tâches «impures», telles que le nettoyage des rues, l'enlèvement des débris et des restes d'animaux morts, le travail du cuir et de la cordonnerie, tandis que leurs enfants sont souvent vendus comme esclaves en paiement de dettes. Même si la plus haute fonction du pays, celle de président - au rôle essentiellement protocolaire -, est occupée actuellement par un dalit, K.R. Narayanan, la plupart des dalits n'ont aucune chance de sortir de la misère dictée par leur condition sociale. Les quelques mouvements de révolte qui ont tenté d'agir ont été réprimés facilement

Paradoxe

Pour échapper à leur conditionnement culturel et religieux, nombreux sont les dalits qui se convertissent au catholicisme ou à l'islamisme. Ils sortent alors complètement du système social indien et cessent d'exister pour le gouvernement. Ils ne peuvent plus bénéficier de l'aide et des subventions de l'Etat réservées aux dalits et n'entrent plus en compte dans le système de quotas. Ceci prouve à quel point la religion est la base même d'une structure qui justifie les inégalités sociales par la religion, en profitant de l'analphabétisme des plus pauvres, qui demeurent sans voix.

Cette situation reste un paradoxe pour un pays d'un autre côté à la pointe de la technologie: à cet égard on peut citer les écoles d'informatique et d'électronique réputées dans lesquelles les États-Unis ne se privent pas de venir cueillir les cerveaux. Ou encore la mise en place de deux cités industrielles, à Bangalore et Hyderabad, qui produisent l'équipement informatique exporté directement vers les États-Unis. Un développement qui ne touche pas les plus pauvres, obligés de vivre dans une structure injustifiable. Une situation dont on parle sporadiquement dans la presse et les conférences, mais qui reste à ce jour encore irrésolue.■

Nicole Kunz & Mahesh



Lors du boom asiatique du début des années '90, la région a connu un afflux massif de capitaux, notamment pour l'industrie de la pâte à papier. Des milliards de dollars, octroyés par des éta-

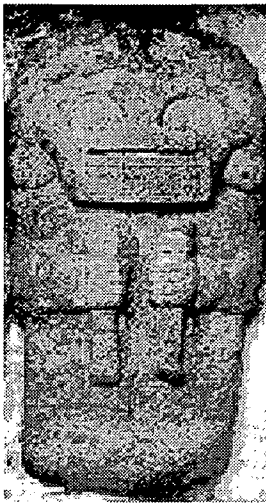
Cotmec-info/7-02/242-2

Cotmec-info/7-02/242-3

Expo

L'autre visage du commerce d'art

Cet automne, la commission du Conseil national va délibérer au sujet de la Loi sur le transfert des biens culturels en Suisse. L'occasion pour l'Office fédéral de la culture et la Commission nationale suisse pour l'UNESCO d'organiser à Berne une exposition mettant en évidence les enjeux qui se cachent derrière le trafic d'œuvres d'art, où la Suisse joue le rôle de plaque tournante.



Fouilles illégales de sites archéologiques, vols et commerce illégal d'œuvres d'art: un business dont on ne mesure pas toujours l'ampleur et surtout les conséquences désastreuses. Désastreuses pour la culture d'un pays, car les archéologues ne disposent plus des pièces maîtresses pour reconstituer l'Histoire, mais aussi pour l'économie d'une région qui devrait pouvoir profiter de son patrimoine culturel. Une exposition, actuellement à la Tour des Prisons à Berne, montre les divers cas connus d'exploitation sauvage de sites archéologiques, ainsi que le processus d'acheminement de ces biens culturels vers les collections privées et les conséquences que cela implique.

Les exemples sont nombreux: Angkor, au Cambodge, systématiquement dépouillé de ses trésors; le Pérou, mais aussi beaucoup de sites en Afrique. Au milieu de ce trafic, la Suisse fait office de plaque tournante puis-

qu'elle est encore un des rares pays à ne pas appliquer la réglementation relative à l'importation et à l'exportation d'œuvres d'art. Une Convention de l'Unesco de 1970 existe déjà que la commission du Conseil National va discuter cet automne. L'acceptation de cette législation changera considérablement les données du commerce d'art. Cette nouvelle loi ne trouve évidemment pas de consensus auprès des commerçants d'art suisses qui, trouvant cette réglementation trop stricte, ont déposé un contre-projet. Il est grand temps que déontologie et principes de commerce équitable soient appliqués aussi au domaine artistique. ■

Nicole Kunz

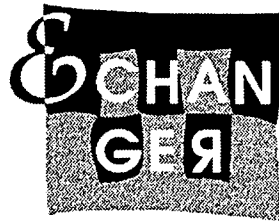
Tour des Prisons, Berne, jusqu'au 25 octobre 2002, www.kaefigturm.admin.ch

Forum

Du côté suisse

Fin janvier 2003, Porto Alegre sera le siège du troisième Forum social mondial. D'ici là, le mouvement social convaincu «qu'un autre monde est possible» organise le Forum européen de Florence (du 6 au 10 novembre) et veut constituer son équivalent en Suisse. Une première réunion nationale a eu lieu dans ce but le 31 août dernier. Les initiateurs du projet ont été rejoints par des mouvements comme ATTAC, des réseaux actifs contre l'OMC, des organisations syndicales, des ONG, des groupes d'Eglise progressistes, la Jeunesse socialiste, le Parti Vert et SolidaritéS. La déclaration de l'Assemblée mondiale des mouvements sociaux, signée à Porto Alegre en février 2002, leur sert de référence. La propagation en terre helvète de l'esprit de Porto Alegre doit remettre en question le modèle néo-libéral dominant pour réfléchir à une «autre Suisse possible» dans «un autre monde possible». ■

Sergio Ferrari
E-CHANGER



Agenda

● Le MCI (Mouvement pour la coopération Internationale) fête ses 40 ans. Une occasion de se remettre en question en écoutant les partenaires du Sud invités. Du 14 au 16 novembre, www.mci.fgc.ch

● Le programme 2002-2003 de la Formation non-violente des conflits est disponible. Journées ou week-ends en 10 modules. Inscriptions: Lucienne Erb au 022 345 98 73.

● Regards sur les cinémas d'Amérique latine, IUED du 1^{er} au 17 novembre, www.filmaramlat.ch.

● Jonxion de paroles, festival de contes, Maison de quartier de la Jonction, du 5 au 16 novembre, 022 708 11 70.

● Dimanche de la Mission Universelle, le 20 octobre, avec préparation, à Genève, à la paroisse Ste-Jeanne de Chantal le samedi 28 septembre à 17h.

Nicole Kunz

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

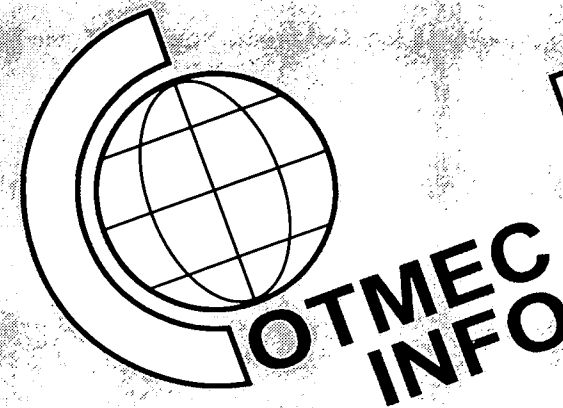
Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- / an
Rédactrice Responsable: Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAITRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



P.3: Mini-dossier
Congo: chronique
d'un monde oublié

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Une montagne d'or à partager

J'aime bien ramasser les «feuilles dominicales» qui, comme celles des arbres en automne, jonchent les parvis de nos églises après la grand-messe. Ainsi, je relevai un de ces derniers dimanches un modeste papier annonçant l'heure des offices d'une petite paroisse vaudoise, assez éloignée de sa capitale. Le curé – sans doute un tantinet tiers-mondiste – avait ajouté ces mots au calendrier de la semaine: «Le psaume de ce jour dit bien: Seigneur, tu combles de richesses notre terre. Et pourtant, 800 millions de gens souffrent de faim. Donc, c'est mal réparti. Les dominants s'engraissent aux dépens des dominés. Prions pour une meilleure répartition des biens.»

Voilà qui est clair et net. Les paroissiens n'auront pas à se torturer les méninges pour se demander ce que leur curé a bien voulu dire. Quant à moi, sans vouloir en remonter à un confrère, j'aurais retouché sa conclusion. Je ne vois pas comment Dieu peut être tenu responsable de nos gâchis. Si les richesses sont mal réparties, c'est notre affaire. Pas la sienne.

Ce n'est donc pas à force de prières que les dominants parviendront à se «dégraisser». Bien sûr, les «dominés» pourraient les y inciter en pillant leurs greniers. On appelle ça une «révolution»! Je préférerais quant à moi une démarche plus paisible, qui passerait par le cœur et la raison des repus. Les Suisses pourraient en donner une démonstration intéressante en votant massivement en faveur du «fonds de solidarité» qui se propose de redistribuer aux affamés une partie des réserves d'or excédentaires de notre Banque Nationale¹.

Vous craignez que nos «vieux», inquiets pour leur retraite, aillent s'y opposer? Qui vous fait croire que nos aînés sont moins lucides et plus égoïstes que leurs cadets? Et si, faute de partager avec eux, les «vieux» du Tiers-Monde envahissaient un jour nos EMS? Perspective bien improbable, puisque les gens de là-bas n'ont pas le temps de vieillir. ■

Guy Musy

1 A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne connaissons pas les résultats des votations du 22 septembre.

Edito

40 ans et en pleine forme!

C'est le bilan que peut tirer l'Action de Carême, alors que l'année du 40^e touche à sa fin. Un sérieux lifting – pas de la cosmétique ou du tape à l'œil, mais une redynamisation en profondeur – lui permet d'envisager avec confiance et espérance les années à venir.

Ces changements sont le fruit d'un travail long et minutieux impliquant tous les acteurs qui gravitent autour de l'Action de Carême. Aujourd'hui, elle dispose d'instruments performants et bien adaptés: des lignes directrices, de nouveaux statuts, un nouveau contrat avec la Conférence des évêques et un nouveau conseil de fondation.

Les lignes directrices ont été adoptées en 1998 sous la houlette d'Anne-Marie Hollenstein; elles ont gardé toute leur pertinence. Les statuts ont été repensés, les zones d'ombre effacées et les différentes responsabilités clairement précisées.



Le contrat entre «la Conférence des évêques suisses et l'Action de Carême, œuvre d'entraide des catholiques en Suisse» ancre la volonté commune de perpétuer l'intuition du fondateur, Meinrad Hengartner – intuition qui n'a rien perdu de son actualité. Ce contrat précise les modalités selon lesquelles se déroule le temps de carême et énonce clairement le rôle des différents acteurs. Il fixe aussi la répartition des sommes collectées, la part dévolue à la Mission et celle allouée au Développement, sans oublier la part diocésaine.

Le nouveau Conseil de fondation, plus restreint, est composé de personnalités élues non seulement pour ce qu'elles représentent, mais aussi selon leurs compétences spécifiques (pastorale, mission, finances, développement, politique suisse). Avec la direction, elles seront une force stratégique pour l'aujourd'hui et pour l'avenir. La composition du Conseil est représentative de ce que sont les catholiques de Suisse aujourd'hui: dans une configuration de «win-win», chacun a dû lâcher du lest, mais a aussi vu certaines de ses préoccupations prises en compte.

Comme le dit Charles Ridoré dans le *Bulletin romand de l'Action de Carême*, on peut parler de «changement dans la continuité». Une continuité garantie au quotidien par les équipes dynamiques qui travaillent à Lucerne et à Lausanne et par l'Assemblée de fondation et les différentes commissions.

La route est tracée, les outils sont performants, les acteurs sont en place. Reste maintenant à faire jouer tout cela dans l'harmonie et le respect des engagements pris. A chacun de nous, catholiques vivant en Suisse, de veiller – par notre engagement et notre contribution – à ce que la belle aventure commencée il y a 40 ans se poursuive sans rien perdre de son dynamisme et de sa vision d'un monde plus solidaire. ■

Maryse Durrer

Zimbabwe La débâcle continue

Difficile d'obtenir des informations précises concernant l'étendue de la crise économique sur fond politique qui secoue le Zimbabwe: la presse officielle y est manipulée, les journalistes étrangers ne reçoivent plus d'accréditation et les observateurs internationaux sont tout sauf bienvenus. Restent les discussions informelles avec des ressortissants du pays qui, bien que blancs, font le pari de rester. Témoignage.

Réélu sur fond de malversations électorales, le président Mugabe persiste dans sa politique d'expropriation sans indemnisation de plusieurs milliers de fermiers blancs (2900 selon le syndicat des fermiers, 1600 selon le gouvernement). Les premiers effets du sa-

botage de ce pilier de l'économie nationale sont déjà visibles: jadis parmi les grands pourvoyeurs en céréales de l'Afrique australe, le Zimbabwe fait désormais appel à l'aide alimentaire internationale, principalement pour ses régions rurales. «Dans le Mashonaland ouest, les gens ne font qu'un repas par jour et on voit des enfants cherchant des restes dans les poubelles ou grappillant des grains de maïs tombés des convois», décrit notre interlocuteur. «Là où la nourriture est encore accessible, les prix sont prohibitifs, ajoute-t-il, et comme tout le monde le sait, ce sont les membres du gouvernement qui spéculent sur les denrées de base dans le but de s'enrichir.»

Biens bradés

Comme dans toute crise, il y a ceux qui parviennent à tirer leur épingle du jeu en misant sur le profit à court terme. «On assiste à un vé-

ritable marché lié au démantèlement des biens appartenant à des fermiers ayant quitté le pays. Ce qui se traduit par l'arrêt de production de certaines usines spécialisées dans le matériel agricole. Le directeur d'usine se contente d'envoyer les acheteurs vers le revendeur officiel siégeant sur des fermes abandonnées, qui pratique des prix dérisoires. Ce procédé s'applique à tout matériel amovible, aux meubles, au bétail, etc. Le revenu de ceux qui savent faire preuve d'esprit pratique et d'opportunisme est assuré.» Alors qu'il est illusoire de penser pouvoir dépasser le stade de la subsistance en distribuant des terres dépourvues de tout équipement à des gens sans moyens financiers pour les acquérir.

Résistance

L'espoir pour ceux qui restent? «Il suffirait d'un changement

d'humeur de Mugabe pour que la réforme agraire prenne une autre tournure. Par exemple, sa déclaration 'un fermier, une ferme' avait redonné de l'espoir à bien des propriétaires.» Bien que l'on assiste régulièrement à des départs de fermiers qui quittent définitivement le pays, ceux qui restent trouvent pour la plupart refuge en ville, d'où ils élaborent les moyens de s'opposer légalement aux expropriations: «On ne va tout de même pas se laisser détruire sans résister, et puis Mugabe n'est pas éternel. Pour qu'un mouvement de contestation comme une grève générale soit envisageable, il faut attendre que les villes soient durement touchées par la pénurie. Alors seulement on verra les ouvriers, les étudiants se mobiliser derrière le leader de l'opposition Morgan Tsvangirai.»

Astrid Lehr



Saga South Africa (partie 1) Au secours: Ed Fagan persiste!

Nous l'avions déjà évoqué 1: Ed Fagan, avocat américain célèbre depuis l'affaire des fonds en déshérence, revient dans la cour de la défense des droits humains. Après les victimes de la Shoah, celles de l'apartheid. Avec les méthodes qui lui sont propres, et qui masquent l'origine et les enjeux des revendications avancées. Eclaircissements.

Revenons-en aux faits: en décembre 2001, Ed Fagan se rend en Afrique du Sud pour prendre contact avec des victimes de l'apartheid désireuses de se rallier à une plainte collective. Son but? Obtenir le paiement direct de réparations de la part des financiers et profiteurs de l'apartheid: en effet, malgré les embargos répétés de l'ONU, certaines banques ont accordé des crédits au régime ségrégationniste et des entreprises l'ont soutenu par leurs activités. Les plaintes seraient déposées aux États-Unis, où existe une disposition légale autorisant tout citoyen, même étranger, à attaquer en justice une entreprise

possédant au moins une filiale en territoire américain.

Fagan attaque

Ce sera chose faite le 19 juin 2002 auprès du Tribunal fédéral de l'Etat de New York, où une première plainte est déposée contre les banques suisses UBS et Crédit Suisse, ainsi que la banque américaine Citigroup. D'autres suivront, visant notamment des banques allemandes et des entreprises comme IBM. Leur recevabilité est en cours d'étude par le juge Casey, à qui l'ensemble des plaintes est parvenue le 13 septembre en vue de la prochaine audience, prévue le 27 novembre. Le juge envisage d'unifier toutes les plaintes, afin que le jugement soit prononcé dans une seule juridiction.

Jubilee réagit

Dès l'annonce du dépôt des plaintes, les réactions des milieux engagés dans la lutte pour les réparations et l'annulation de la dette héritée de l'apartheid en Afrique australe se sont multipliées. En première ligne, Jubilee Afrique du Sud, coalition d'ONG, de syndicats et d'Eglises, qui chapeaute cette campagne sur le plan international. Bien que n'ayant jamais mandaté Ed

Fagan, elle a commencé par assurer son soutien à toute victime désireuse de déposer plainte sous sa coupe. Mais très vite, l'organisation a marqué sa distance, puis a même désavoué publiquement le sensationnalisme de l'avocat: pour mémoire, Ed Fagan était venu annoncer avec fracas le dépôt des plaintes sur la Paradeplatz de Zurich, exposant une des plaignantes qui l'accompagnait à la fureur d'une foule outragée par une nouvelle attaque contre les banques; autre exemple, Ed Fagan a fait miroiter des montants exorbitants (50 à 100 milliards de dollars à titre de réparation), donnant l'impression que les victimes ne cherchent qu'à s'enrichir. Autres reproches adressés par Jubilee Afrique du Sud: la qualité des plaintes serait insuffisante, car nourrie de trop peu de recherches. Par ailleurs, la trop grande rapidité des procédures empêcherait la mise en place des processus politiques parallèles et priverait les victimes de tout contrôle.

Aller plus haut

A l'opposé de ces méthodes de «cow-boy», Jubilee Afrique du Sud poursuit des objectifs moins médiatiques mais plus ambitieux: de l'annulation de la totalité de la dette à la création de program-

mes sociaux, ceux-ci comportent une vision sociale et collective largement absente chez Fagan. La quête de la justice implique une reconnaissance publique des responsabilités politiques et économiques, l'accès à toute information relative à la période de l'apartheid, ainsi que la création d'une conférence internationale sur les réparations. Et, en dernier recours seulement, des démarches judiciaires pour obtenir des réparations financières spécifiques. Prise de court par l'action de Fagan et en butte à l'indifférence des banques et pays créanciers de l'apartheid, Jubilee Afrique du Sud se voit contrainte d'abandonner cette dernière carte: elle a mandaté à son tour l'avocat américain Michael Hausfeld, qui devrait déposer ses plaintes d'ici la fin de l'année. Si l'action prend, comme chez Fagan, le chemin des tribunaux, la procédure envisagée par Jubilee Afrique du Sud s'enracine dans une lutte qui vient de loin et vise plus haut. (A suivre dans notre prochain numéro).■

Astrid Lehr & Marie Pasquier

1 Voir «Au secours: Ed Fagan revient», COTMEC-Info 236. Informations complémentaires: www.cath.ch/cotmec (rubrique actions).

Regard

Congo: chronique d'un monde oublié

Stéphane est enseignant à Genève. Cet été, il a effectué un voyage dans le Nord-Est du Congo pour aider à l'installation d'une bibliothèque au Centre médical de Nyankunde.

Ce centre, tenu par des missionnaires protestants, est comme la dernière flamme vacillante qui résiste à la tempête qui secoue cette partie du pays. Le conflit, qualifié par certains observateurs de métastase du conflit rwandais, oppose des ethnies locales soutenues par des puissances régionales – Rwanda, Ouganda, Angola, Zimbabwe – aux intérêts divergents. Stéphane aurait pu choisir une destination plus tranquille. Mais, comme en témoigne son récit, il ne regrette pas son choix. Bien au contraire: l'image de l'autre, dans son dénuement et sa souffrance, l'interroge sur lui-même et l'interpelle au plus profond. Partageons son expérience.

Premier choc

Einstein a dit un jour que le hasard est le nom que Dieu prend quand il veut rester anonyme. Il n'empêche qu'avant d'atterrir à Bunia, je me dis que c'est un peu de la folie que d'être dans cet avion. L'aéroport de Bunia est potentiellement la zone la plus sensible du pays car, il y a huit jours, on y a déploré une quarantaine de morts dans les combats. Pourtant tout se passe bien. Après une fouille sommaire et une halte pour manger à Medair (ONG qui s'occupe d'installer un réseau de distribution de médicaments dans cette région), nous prenons la route – ou plutôt la piste – pour Nyankunde. La discussion que je viens d'avoir avec les expatriés a été l'occasion de revenir sur les événements tragiques de la semaine précédente. Dans les faubourgs de la ville, nous passons d'abord près d'un camp militaire congolais. Trois cents mètres plus loin, ce sont des cantonnements angolais. Nous franchissons plusieurs check-points sans savoir vraiment qui nous contrôle. Les uniformes sont disparates, mais ce qui frappe, c'est l'âge des combattants: des enfants, dont certains ont, paraît-il, moins de dix

ans. C'est complètement surréaliste. Notre passage ne passe pas inaperçu. Difficile d'être discret. C'est la première fois que je sens que mon identité se résume à la couleur de ma peau. Tous ces yeux qui nous dévisagent... Si les enfants sont intrigués et nous font de grands sourires, les adultes ont des regards sévères, peut-être même hostiles. Je les comprends un peu, car pendant que certains poussent des vélos avec des charges de plus de 100 kg sur 600 km, je suis assis dans un 4x4.

Un autre monde

J'ai l'impression de plonger dans un autre monde. Tout au long de la route, des cases. Devant chaque porte, une ribambelle d'enfants en haillons. Je devrais être choqué, pourtant une seule chose attire mon attention: leurs visages. Leurs yeux sont grand ouverts et leurs sourires rayonnants. Ils sont magnifiques. Le paysage est très vert, très tendre. On a de la peine à s'imaginer que le pays est en guerre: la végétation recouvre très vite les villages détruits. Notre chauffeur nous l'explique: ici, un village brûlé, là, un massacre, et à cet endroit précis, l'assassinat des délégués du CICR. Il a assisté à la scène et s'est fait tirer dessus. Chaque personne est directement concernée: un frère, un cousin, un parent, un ami est mort. La région de Bunia – 400 000 habitants – ne compte qu'un médecin et dix infirmiers. La même seringue est utilisée toute la journée et passe de patient à patient. La malnutrition, responsable de 70% des hospitalisations d'enfants et le SIDA – 20% de la population adulte infectée – causent des ravages. Pourtant, petit à petit, les mentalités évoluent. Aujourd'hui, le SIDA n'est plus le «Syndrome Imaginaire pour Décourager les Amoureux». Mais la guerre déstructure la société, ce qui ne sert pas la lutte contre cette pandémie: difficile de se préoccuper d'une maladie qui se déclarera dans quelques années quand on ne sait pas de quoi sera fait le lendemain, voire le jour même... Dans un tel contexte, j'ai l'impression que notre venue est aussi importante que notre action. Cette bibliothèque, c'est

une goutte d'eau dans un océan de besoins. Mais notre présence est aussi le signe que le monde extérieur n'oublie pas le Congo. Je réalise à quel point le livre n'est pas une réalité à Nyankunde mais les Congolais nous disent que c'est une arme subtile. Ce projet est fou, c'est ce qui fait son côté extraordinaire: installer une bibliothèque dans un pays en guerre et la faire gérer par des personnes qui n'ont jamais fréquenté de leur vie un tel lieu! Mais toute démarche développant l'éducation n'est-elle pas positive?

Trêve d'accalmie

Depuis le 8 août, les événements se précipitent. Ça «chauffe» du côté de Bunia, au nord-est de Nyankunde. Rebelles, bandes de pillards, morts à la machette ou par balle, civils massacrés, renversement du gouverneur mis en place par Kinshasa. Difficile pour nous de comprendre le pourquoi de ces événements. Le 14 août, les soldats ougandais en poste à Nyankunde se replient sur Bunia. On entend une clameur qui vient du centre du village. La foule hue les femmes des soldats, restées là seules avec leurs enfants. La première image qui me vient à l'esprit, c'est celle des femmes françaises rasées après la libération de 1945. L'inquiétude augmente quand on apprend que des troupes congolaises se rapprochent du village: le vide laissé par les Ougandais ne restera pas.

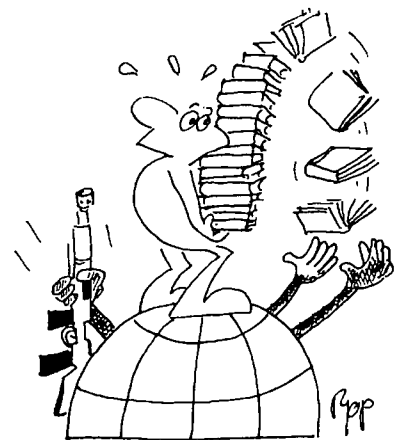
«On est là»

Pour moi, l'heure du départ arrive. Je suis à la fois content de quitter cette tension et, en même

temps, j'ai l'impression d'abandonner ceux qui sont devenus mes frères. Dans cette folie, il reste des gens bien, des gens qui m'ont impressionné par leur attitude malgré tout positive, alors que tout pousse à l'inverse. Nous faisons le trajet vers Bunia en avion – la route est devenue dangereuse. A l'aéroport, changement de décor. L'atmosphère est très tendue: il y a beaucoup de monde, beaucoup de soldats, les gens crient. Tout le monde essaie de fuir, de monter dans un avion. Des affaires sont abandonnées sur le tarmac. Les combats ont été très durs. On parle d'un autre Rwanda (plusieurs centaines de morts). Les gens se sont massacrés entre voisins. Comment arriver à se réconcilier après cela? J'ai la nausée, au sens propre comme au figuré. Je suis complètement vidé. Je ne veux plus penser à rien. La conclusion (et l'espérance!) m'est donnée par les Congolais. Quand on leur demande comment ils vont, ils répondent «on est là!». Tant qu'ils sont là, les femmes et les hommes de bonne volonté n'ont de cesse de construire. C'est là que réside l'espoir du Congo. Dans la foi absolue de ces femmes et de ces hommes.■

Stéphane Maury
et Justin Kahamaile

P.S. Les dernières nouvelles annoncent que Nyankunde a été attaquée. La petite flamme vacillante s'est éteinte, victime de la tempête meurtrière. La bibliothèque et le centre médical ont été pillés et saccagés, le personnel soignant ainsi que les missionnaires ont dû l'évacuer. Plusieurs années d'efforts et d'engagement sont réduites à néant.



Livre: Prêtres Subversifs

Je l'avoue d'entrée, ce livre m'a littéralement enthousiasmé: j'en recommande la lecture à tous ceux que décourage l'immobilisme actuel de notre Eglise hiérarchique.

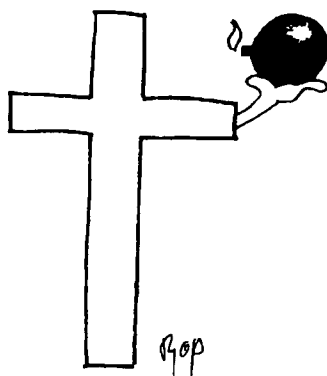
En effet, après l'immense espoir né, voilà 40 ans, du Concile Vatican II, les autorités romaines ont peu à peu refermé bien des portes qui avaient été entr'ouvertes, et rendu à l'Eglise catholique son visage sévère d'avant 1962.

Or, voici que le livre «Prêtres Subversifs» nous apporte un message vivifiant. Il présente l'action qu'ont menée et continuent de mener des prêtres, des théologiens et des évêques aux côtés de chrétiens engagés. Cela en Europe, mais surtout dans l'Eglise d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique.

Leur action est un combat contre l'injustice, sachant que le 20% des habitants de la planète (chrétiens pour la plupart) possèdent le 80% des richesses mondiales et s'y accrochent, pendant qu'un milliard d'être humains ne peuvent pas satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.

Ce combat passe par un refus du système ultra-libéral qui régit notre société capitaliste, donc par des engagements politiques

inévitables. Or, de telles options provoquent la condamnation des fonctionnaires de la Curie, que l'on retrouve toujours du côté des possédants, devenus gardiens de l'ordre établi (ou plutôt du désordre établi)...



Il est réjouissant de constater que l'auteur n'utilise pas de la langue de bois, ni des prudentes formules ecclésiastiques habituelles, d'où la franchise, voire la fronde rafraîchissante de son essai.

D'autre part, Léandre Dumont est très bien documenté: il a rencontré la plupart de ces «subver-

sifs» au cours de nombreux voyages en Amérique latine, de son travail de missionnaire au Congo et de curé en Europe durant 35 ans. C'est ainsi qu'il fait découvrir aux lecteurs la pensée et l'action des Chenu, Cardijn, Malula, Camara, Romero, Arns, Ruiz, Cardenal, Boff, Laviana, pour ne citer que ceux-là. A noter que plusieurs de ces apôtres ont payé de leur vie leur engagement.

Outre des interviews, cet essai comporte aussi de nombreuses citations de textes dans lesquels ces prêtres révolutionnaires précisent le pourquoi de leur agir, éclairé par la théologie de la libération qu'ils professent.

Bien que la plupart aient été muselés par les autorités vaticanes, il est remarquable d'observer qu'aucun n'a rejeté l'Eglise institutionnelle. En cela ils demeurent fidèles à Jésus-Christ, qui fut condamné pour avoir été le premier subversif! ■

Jacques Perroux

«Prêtres Subversifs», Léandre Dumont, Edition à la Carte, 2002.

Agenda

Rencontre avec Jean Jacques Pérennès, dominicain autour du thème «Chrétiens en terre d'Islam: vie et témoignage de Pierre Claverie».
Jeudi 7 novembre, à 20h à la paroisse Saint Paul.
Adresse: 6, avenue de Saint-Paul

Jean Jacques Pérennès est docteur en économie du développement et prieur du couvent des dominicains du Caire en Egypte.
Il a rassemblé les écrits et a rédigé la biographie de son confrère et ami Pierre Claverie, ancien évêque d'Oran (Algérie) qui fut assassiné dans son évêché le 4 août 1996.
Informations: 022 707 40 53

CORSAM organise un séminaire de préparation sur deux week-ends les 8-10 et 22-24 novembre 2002

Cet organisme s'occupe de l'envoi de volontaires dans les Campements Civils pour la Paix au Chiapas (Mexique), dans le but de limiter, par la présence d'observateurs internationaux, les agressions sur la population civile des villages Maya.
Information et inscription: Tél: +41 2 272 27 88

Le Café des libertés organise une rencontre sur le thème «Migrations et Droits de l'homme» au Café des Lys, le 13 novembre 2002 à 18 h.

Nicole Kunz

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

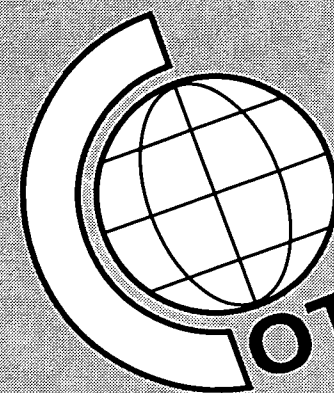
COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable: Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires.
Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



COTMEC
INFO

Merci

de renouveler votre abonnement!
Voir bulletin de versement en annexe

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

A vot'bon cœur

La lecture du Journal de la Caritas genevoise a mis du baume sur mon cœur, au soir de ce dimanche où je pleurais – avec le Conseil Fédéral, me faisait-on croire – l'enterrement de la fondation «Suisse Solidaire». La deuxième page de ce feuillet, intitulée: «A la rencontre du prochain», lançait au moins 15 SOS pour venir au secours de Maria qui vit sans emploi avec sa fille de 13 ans; de Marius, un gosse de 5 ans qui ne parle pas et ne marchera jamais; de Matthieu, père de quatre enfants, qui n'arrive pas à nouer les deux bouts; de Nadia, à peine sortie de l'adolescence et déjà maman ou encore de Laurence, de Sara, de Mme F., de M.Y., du couple aîné Z., etc, etc.



Cinq cents francs par-ci, trois cents francs par-là... A vot'bon cœur, M'sieurs Dames! Comme je souhaiterais que ce genre d'appels fut placardé en bonne et due place à l'occasion de chaque messe dominicale. Et même épinglé aux nappes d'autel d'où pendent ordinairement les dessins et les frimousses de ces jolies têtes blondes qu'on «éveille à la foi». A la foi seulement? Pas d'eucharistie sans partage, répète mon Eglise depuis deux millénaires. Alors!

Voilà au moins de l'argent pour aider des gens de chez nous et qui restera chez nous!!!, soupigneront d'aise quelques blochétiens égarés sur nos parvis! Charité bien ordonnée commence par soi-même, que diable! Mais ces «amis» risquent d'être encore déçus, puisque la même feuille caritative propose à leur portemonnaie d'autres interventions plus longues, en tout cas moins rapprochées: aider un orphelinat dans ce qui fut autrefois le pays des talibans ou porter secours à des femmes et filles du Congo, violées par une soldatesque infectée par le VIH...

Le monde est devenu village et la charité, comme la misère, ne connaît plus de frontières. Quelques convois de tziganes venus de Roumanie sont venus très opportunément nous le rappeler. ■

Guy Musy

Edito

Voix aux sans-papiers

Tendre sa main au problème des sans-papiers, c'est un peu comme découvrir un abîme où des femmes, des hommes et des enfants vivent la précarité et la peur au quotidien. Mais passé le vertige du début, on n'a qu'une envie, celle de relever ses manches et de se dire: «par où commence-t-on?». Si les aides ponctuelles – que les marraines et parrains du Groupe de parrainage apportent peu à peu – ne semblent encore que d'infimes lueurs, les contacts commencent à se créer, des liens se tissent. Une porte ouverte entre ces personnes, sans papiers et donc sans voix, et un monde qui en a besoin sans se l'avouer. Les demandes se multiplient, mettant à jour des situations dramatiques auxquelles il faut pouvoir répondre de façon concrète. Et c'est souvent là qu'intervient un hasard semblable à un dessein qui nous dépasse: dans la volonté des marraines et des parrains à venir en aide, les solutions prennent forme, chacun y apportant sa part.

Novembre sera un mois important pour les sans-papiers, qui ont décidé de faire entendre leur voix à Genève. Diverses manifestations autour de cette thématique vont s'organiser au niveau cantonal, auxquelles la COTMEC et la Plateforme Evangile et Société s'associent en soutenant la journée d'accueil des sans-papiers à l'église Saint-Boniface le 3 novembre. Par la présence de M. Stroudinsky et de Mgr Farine, les églises veulent montrer qu'on ne peut, en tant que chrétiens, rester insensibles à ce problème. Mais ce n'est qu'un début.

Nicole Kunz

Bienvenue, Nicole!

Le temps est venu pour moi de transmettre la grande plume à Nicole Kunz, nouvelle rédactrice responsable de votre feuille jaune.

Une nouvelle déjà habituée de la maison, puisque c'est en '93 que Nicole rencontre la COTMEC. Cette historienne de l'art de formation, tout en travaillant à l'université et pour différents journaux, collabore alors à la documentation de notre commission et rejoint les rangs de la rédaction. Un séjour en Hollande la sensibilise encore plus à la problématique Nord-Sud, au sein d'une ONG vouée au développement et à l'agriculture durables. A son retour, restée fidèle à la COTMEC, Nicole désire y consacrer plus de temps. A 37 ans, elle se réjouit donc d'y rejoindre l'équipe des permanentEs dès ce mois de novembre: «pour moi, la COTMEC est comme un jardin fertile où chacunE peut faire pousser quelque chose. Où bénévoles et permanentEs ont des sensibilités, des expériences, des professions différentes mais se rejoignent et se comprennent».

Et que veut-elle planter dans le jardin de la COTMEC? Tout en marchant sur le chemin déjà tracé, elle souhaite «développer la collaboration en réseau, que la COTMEC pratique déjà autour des sans-papiers. Et œuvrer avec d'autres pour donner au bulletin une unité nouvelle».

Si Nicole dit sa joie de travailler avec des amiEs, à notre tour, permanentEs et bénévoles, de nous réjouir de collaborer avec une amie. Et puisque désormais, c'est Nicole qui s'y colle, je lui souhaite en particulier bienvenue et bonne chance... pour ce qu'elle sèmera à la COTMEC et autour, elle qui vient juste de se marier. Bonne route à toi, Nicole. ■

Marie Pasquier

Hommage à Charles Antoine

La COTMEC utilise depuis longtemps, en particulier pour la «feuille jaune» que vous tenez entre vos mains, les dépêches de DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine). Cette agence spécialisée a été fondée en 1971 par Charles Antoine, à son retour du Brésil, où il s'était mis au service du diocèse de São Paulo durant les années les plus noires de la dictature militaire. Pendant 24 ans, jusqu'en 1995, il a livré chaque semaine des nouvelles de cette Amérique latine dont il avait la passion, grâce aux nombreux contacts qu'il avait sur place. Avec un souci farouche de rétablir la vérité, il a inlassablement mis en lumière le combat des pauvres et de leurs défenseurs. Parallèlement, il a écrit nombre d'ouvrages, pratiquant, selon son expression, l'«hagiographie immédiate». Il ne voulait pas «attendre que le feu soit éteint pour canoniser le souvenir de la flamme». Il nous a quittés le 3 août dernier, en laissant un dernier manuscrit sur le Guatemala, livre qui devrait paraître au début de l'an prochain.

J'ai rencontré quelquefois Charles Antoine à Paris, à la rédaction du mensuel «Peuples du Monde» où il était «Monsieur Amérique latine». Je retrouve dans mes «archives» les adresses qu'il m'avait données avant mon premier voyage au Brésil. En 1991, il a bien voulu préfacer mon livre sur Frédy Kunz. Dans ce texte, proche de la chute du mur de Berlin, il disait notamment ceci : «*Si le rattachement historique du marxisme-léninisme (...) venait, par malheur à se doubler chez les chrétiens d'un désintérêt pratique pour le graves déséquilibres de la planète, l'Eglise peuple de Dieu ne pourrait qu'y perdre son âme. Si l'effondrement du communisme et de son athéisme militant devenait pour nombre de chrétiens la preuve par neuf que le libéralisme économique effréné peut seul réduire les énormes poches de pauvreté dans le monde, ce serait le signe tragique de l'abandon du combat pour la dignité des pauvres comme priorité apostolique*». Un combat que Charles Antoine a mené sans désespérer et, qu'à son exemple, la COTMEC continue de mener. ■

Michel Bavarel

De Porto Alegre à Florence

Si Porto Alegre est devenue la «capitale planétaire» du Forum social mondial (FSM), Florence apparaît déjà comme la capitale continentale du Forum social européen (FSE). Environ 10 000 représentant(es) des mouvements sociaux européens les plus divers participeront, du 6 au 10 novembre, à la première session du Forum social européen dans cette ville italienne.

Comme ce fut le cas dans les réunions brésiliennes du FSM, des conférences se tiendront chaque matin, autour de trois thèmes centraux : globalisation et néolibéralisme ; guerre et paix ; droits, citoyenneté et démocratie. L'après-midi, plus de 150 ateliers de travail permettront

de partager des expériences pratiques sur des thématiques spécifiques, par petits groupes afin de faciliter l'échange entre les participants. Ces journées très chargées se termineront par des débats nocturnes. Le thème de la première nuit, «Dialogue», abordera la relation entre les mouvements sociaux, les partis politiques, les syndicats et les institutions. Le second thème analysera les «alternatives», en rapport plus particulièrement avec la violence et la non-violence, les conflits sociaux, les droits fondamentaux, etc. Le troisième, «Fenêtre sur le monde», ouvrira la discussion sur les problèmes internationaux actuels, comme le conflit israélo-palestinien.

Un mouvement général

Le Forum de Florence découle des conclusions du FSM de février 2002. Il répond au souci de décentralisation géographique et de renforcement des réseaux contre la mondialisation

néo-libérale, aux niveaux national et régional. Il est proposé par l'actif mouvement social brésilien – principal organisateur du FSM – qui dirige une dynamique de participation citoyenne unique dans les pays du Sud et induit des changements politiques fondamentaux dans la vie politique de cette immense nation sud-américaine.

Durant la dernière semaine d'août 2002, plus de 5000 délégué(es) ont participé au 1^{er} Forum social argentin. Cette réunion s'est tenue dans le climat de l'une des pires crises économiques et financières de l'histoire du continent.

A l'instar du forum argentin, d'autres suivront : Montévideo, du 15 au 17 novembre 2002 ; Bolivie, du 15-17 novembre 2002 ; Ojapoque du 16 au 19 janvier 2003 ; Québec et Vitoria (Canada) ; Hyderabad au début janvier 2003. ■

Sergio Ferrari
E-CHANGER

SAGA SOUTH AFRICA (Partie 2) Du côté suisse: qu'est-ce qui bouge?

Nous l'avons évoqué: le spectaculaire Ed Fagan semble sortir de son chapeau les victimes de l'apartheid pour mieux démasquer leurs bourreaux. C'est oublier que la lutte contre ce régime est à l'œuvre depuis longtemps: en Suisse, la Campagne internationale pour l'annulation des dettes et les réparations est venue se greffer sur le mouvement anti-apartheid né dans les milieux d'Eglise romands en '65 déjà. Une ancienneté en résonance avec celle des complicités helvétiques du régime de Pretoria. Coup de projecteur sur ces responsabilités et sur les réponses que la Suisse y donne aujourd'hui.

Fustigées par Fagan, les grandes banques suisses ont été de solides alliées de l'apartheid. Les crédits bancaires suisses accordés à l'Afrique du Sud, en dépit du boycott international, ont ainsi prolongé de près de dix ans un régime au bord de la faillite.

Triple complicité

Mais les banques ne sont pas seules responsables. Certaines entreprises aussi ont largement soutenu l'apartheid. Témoin en est l'affaire Bührle, du nom de ce fabricant d'armes suisse décoré en '78 par le régime sud-africain. Le motif de ces honneurs? Il a encouragé l'exportation d'armes vers Pretoria et fourni

des licences aux fabricants sud-africains, leur garantissant une certaine indépendance au moment où tombait l'embargo de l'ONU.

La collaboration des banques et entreprises aurait cependant été impossible sans une toile de fond politique indifférente, voire complice elle aussi. Ainsi, Peter Regli, alors chef des services de renseignements suisses, collabore activement avec Wouter Basson (le docteur La Mort sud-africain) sur des programmes d'armement chimique et biologique. Il négocie également un accord bilatéral secret en '86 entre services d'intelligence suisses et sud-africains, aboutissant à un échange de pilotes entre les deux pays. En plus de cette collaboration active, certains manquements politiques des autorités suisses ont nourri le régime de ségrégation, comme:

- refus d'oeuvrer pour la libération de Mandela et de tenir compte d'autres revendications de l'opposition dans les négociations menées avec le gouvernement sud-africain;
- décision de ne pas se rallier à l'embargo militaire contraignant décrété par l'ONU en '77;
- plafonnement peu efficace et peu coercitif des exportations de crédit vers l'Afrique du Sud;
- refus de proclamer des sanctions, permettant aux banques et entreprises suisses de poursuivre leurs activités en Afrique du Sud;
- laisser-faire dans le cas de l'affaire Regli: une lettre de l'ambassadeur à Edouard Brunner (Affaires Etrangères) prouve que ce dernier était au courant de l'échange de pilotes. Jean-Pascal Delamuraz (Défense) en a été informé à son tour, contrairement aux allégations de Villiger en '93. Confrontées à ces responsabilités écrasantes, comment réagissent

aujourd'hui les autorités helvétiques? Assez mollement, pour le moment.

Molle repentance

Suite à une requête de la conseillère nationale Pia Hollenstein, un programme national de recherche (PNR 42+) est mis sur pied en '98 afin d'investiguer les relations entre Suisse et Afrique du Sud. Cependant, les chercheurs n'ont pas eu accès aux archives sud-africaines, ni à celles des banques et entreprises suisses. Un accès exigé par les Eglises nationales suisses et par une seconde initiative parlementaire.

Même mollesse dans l'action face à l'affaire Regli: suite aux révélations dévoilant l'existence de l'accord secret, une nouvelle enquête administrative a été ouverte. Une mesure «minimaliste» selon la Campagne suisse, qui exige une enquête pénale et une commission d'enquête parlementaire sur les relations entre services secrets des deux pays.

De son côté, la délégation des commissions de gestion (formée de conseillers aux Etats et nationaux) veut rouvrir le dossier Regli. Pour ce faire, elle demande l'accès aux archives et témoins clés en Afrique du Sud. Elle souhaite s'entretenir avec l'ancien chef des services de renseignements sud-africains, qui a confirmé l'existence de l'accord secret. Ou encore avec Basson, qui a reconnu avoir rencontré Regli à plusieurs reprises.

Dans l'attente d'une réponse de l'Afrique du Sud, on ne peut que souhaiter l'envoi d'experts suisses pour fouiller les vestiges de l'apartheid. Afin qu'on ne puisse plus dire qu'en Suisse, à l'image de son drapeau, «blanc sur rouge, rien ne bouge». ■

Astrid Lehr & Marie Pasquier

Féminisme et écologie: sont-ils vraiment ringards?

La préoccupation écologique

gémonie masculine du savoir biblique»: il s'agit de présenter une interprétation des textes différente de celle qui appartient à la tradition patriarcale. Cette lecture de la Bible passe par un travail de déconstruction du modèle d'homme qui sous-tend l'herméneutique habituelle, à savoir l'image du héros, dominateur et guerrier. Les hommes ont un discours universaliste abstrait sur la libération alors que l'espérance de salut s'exprime pour les femmes dans les «petites actions de chaque jour». Elle estime qu'il faut concrétiser «l'option pour les pauvres en une option pour la femme pauvre». Les femmes en Amérique latine sont trois fois pauvres: au foyer (tâches domestiques, violences, non-participation aux décisions, victimes du machisme...), au travail (main d'œuvre bon marché, sous-qualifiée, etc...) et jusque dans leur condition même de femmes. Cette triple pauvreté appelle en retour des comportements qui peuvent être caractérisés par la résistance, la créativité et la liberté.

Pour Elsa Tamez, théologienne protestante au Costa Rica, la question se pose à trois niveaux: il faut refuser toute autorité aux lectures de la Bible qui portent gravement atteinte à la dignité des femmes; il faut refuser de considérer comme normatifs ces textes qui non seulement légitiment la marginalisation des femmes mais la légalisent, exactement comme il faut refuser un statut normatif aux textes qui légitimeraient l'esclavage; enfin, il y a un critère par excellence à partir duquel peut être validée ou invalidée la lecture de la Bible: c'est l'option de Dieu pour les opprimés. Il s'agit donc de lire la Bible et de l'interpréter à partir d'elle-même, c'est-à-dire à partir de ce qui est discerné comme son horizon central: la libération des opprimés.

Un point de convergence entre la théologie féminine et la théologie indienne latino-américaine est la volonté de revaloriser le visage féminin de Dieu. Le Dieu de la tradition chrétienne est avant tout un Dieu masculin. Il s'agit en quelque sorte de rééquilibrer la Révélation en reconnaissant à Dieu son visage féminin. Ce travail peut d'autant mieux se faire qu'existe un dialogue avec les religions traditionnelles indiennes d'Amérique latine qui ont toujours insisté sur l'aspect maternel de Dieu.

A l'heure où des voix, de plus en plus nombreuses, s'élèvent pour dire que la sécurité est l'élément central justifiant nombre de dérives, aussi bien dans le domaine des droits humains que dans celui du respect de la création, un article d'Alain Durand faisant le point de la théologie de la libération nous a paru essentiel. Sa longueur ne permettant pas de le reproduire in extenso, nous avons privilégié 2 éléments de son analyse: la théologie féminine/ féministe de la libération et la dimension écologique de celle-ci. Féministes et écologistes ont en commun de proposer une vision différente de la société et sont des acteurs particulièrement exposés aux dérives nocives de la mondialisation néolibérale. ■

Maryse Durrer.

La théologie féminine/féministe de la libération n'est pas une théologie qui aurait pour tâche de traiter particulièrement des femmes ou de leur accorder simplement plus de place. Il s'agit d'une théologie qui est élaborée dans son ensemble «du point de vue de la femme».

Carmina Navia Velasco, théologienne colombienne propose, comme beaucoup d'autres théologues, de faire une lecture de la Bible «du point de vue des femmes». Elle veut prendre en compte l'expérience de Dieu faite par des femmes dans la Bible et entend le faire en jetant sur cette expérience un regard féminin. Il s'agit de discerner ce que la relation Dieu-femmes apporte à notre foi. Carmina Navia Velasco estime que Dieu se révèle de plus en plus clairement aux femmes comme le Dieu qui protège et bénit spécialement les petits, les faibles, les marginaux, les pauvres. Ce Dieu est une «force libératrice pour les femmes et pour les pauvres».

Ivone Gebara, brésilienne, figure de proue des théologues de la libération, parle d'une «herméneutique féministe de la Bible», qui est une herméneutique «d'abord politique», une herméneutique en conflit avec «l'hé-

Au cœur de la vie quotidienne

Il me semble que cette préoccupation écologique propre à de nombreux théologues de la libération se trouve à la convergence de deux courants: l'un est une réaction à la destruction de la nature et face aux niveaux considérables de pollution que l'on peut atteindre dans certaines régions ou villes. Dans cette perspective, le respect de la nature apparaît de plus en plus comme l'un des aspects indispensables de la lutte contre la pauvreté. Il est important de saisir ce lien entre le souci écologique et le souci des pauvres.

L'autre courant est celui d'une sensibilité de plus en plus forte dans certains milieux, notamment ecclésiaux, à la cosmovision indienne pour laquelle le respect de la nature, de la Terre-Mère est l'une des valeurs les plus fondamentales de la vie. Les chrétiens peuvent prendre en compte cette situation de la nature et cette sensibilité indigène à la Terre-Mère dans le cadre d'une théologie renouvelée de la création.

Leonardo Boff est le grand leader de ce courant théologique. L'importance qu'il accorde à l'écologie s'enracine bien dans la défense des pauvres, mais elle déborde largement cette question. L'écologie est – pour lui et selon lui – une façon de penser, de vivre, de sentir, d'être croyant. Il parle d'éco-technologie, d'éco-politique, d'écologie sociale, d'écologie mentale. L'écologie, c'est la relation, l'interaction et le «dialogue» que tous les êtres ont entre eux (de l'atome à la galaxie, de la bactérie à l'homme, etc.). C'est une vision holistique: il s'agit de saisir le tout dans les parties et les parties dans le tout.

L'homme n'est pas au-dessus de la création mais à l'intérieur. Il n'a pas pour vocation d'être maître et dominateur de la nature. La théologie doit reconnaître en tout être un messageur de Dieu, un sacrement de Dieu: tout vient de son amour et le reflète. La complexité même du monde, le jeu des connexions et de relations qui lient toutes choses sont le miroir de la Trinité. Boff est conduit à insister tout particulièrement sur la présence de l'Esprit Saint à l'intérieur de la totalité du cosmos et non pas seulement dans les personnes. Dieu est présent en toutes choses.

Les questions indiquées jusqu'à présent ne s'articulent pas sur le choix clair d'une alternative de société comme pouvait l'être le choix pour le socialisme. Du fait de l'absence d'un projet social global, la théologie de la libération est aussi devenue plus modeste dans ses projets. L'utopie, qui reste une catégorie importante de cette théologie, ne se déploie plus avec autant d'ampleur qu'autrefois. Le champ de l'indispensable utopie est devenu plus limité.

Voici ce qu'écrit à ce sujet Carmina Navia Velasco après avoir au préalable rappelé qu'il ne pouvait pas exister de théologie de la libération ou de théologie populaire qui ne soit au service de la résistance des pauvres: «*Nous avons vécu de nombreuses années en Amérique latine et dans notre pays en rêvant d'un futur grandiose, nouveau et juste (...) nous sacrifiant en l'attendant. Trop de vies peuvent être sacrifiées par la mort et par un renoncement quotidien pour atteindre ce grand rêve, cette grande utopie.*

Je ne crois absolument pas qu'il soit nécessaire de renoncer au souffle de l'utopie. Il est légitime que nous rêvions d'un monde différent, d'une société transformée, de relations harmonieuses et justes... Mais alors même que nous tissons ce rêve, il est également indispensable de construire dans notre vie de chaque jour l'utopie quotidienne (...) parce que l'appel de Jésus de Nazareth est un appel à être heureux ici et maintenant.

«Le règne de Dieu est au milieu de vous» dit Jésus. Ce n'est qu'en mettant en œuvre notre capacité de transformer le quotidien que nous pourrions progresser vers ces petites utopies quotidiennes qui soutiennent notre route en ces heures si difficiles.» Et de citer le livre de l'Ecclésiaste dans la Bible: «*Jouis du pain que tu manges, profite du vin que tu bois...*». La libération commence dans le présent. ■

Alain Durand, prêtre dominicain, directeur de la revue DIAL

L'intégralité de l'article peut se commander auprès de notre secrétariat, tél: 022/ 708 00 78

Quiñe – raquizuam Ltda

Une seule pensée

C'est le nom d'une coopérative créée en 1989 par un groupe de producteurs et d'éleveurs de la province de Neuquen en Patagonie. Soutenu par la FGC et par le MCI, ce projet s'est développé de manière dynamique, permettant de diversifier les productions agricoles et aussi de l'améliorer grâce à un programme d'éducation prodigué par des professionnels en agronomie. La crise violente qui secoue actuellement l'Argentine constitue un péril considérable pour l'autonomie de ce projet qui a pu croître positivement jusqu'à maintenant, malgré les conditions difficiles.

Située au contrefort Est de la Cordillère des Andes, Neuquen est une province de la Patagonie peuplée à l'origine par le peuple Mapuche, soit aujourd'hui 10 000 personnes. Ils font partie de 35 communautés disséminées sur ces terres qui appartiennent à l'Etat. Des terres qu'ils partagent avec la population rurale créole qui se trouve dans une situation économique tout aussi précaire. Nombreux sont en effet les problèmes que doivent affronter ces petits éleveurs de moutons et de chèvres: une terre aride qui n'est pas leur propriété, des conditions de production rendues difficiles par le manque de technologie et la crise économique, une infrastructure de routes et de télécommunications primitive ou inexistante. Autre problème, la distance: plusieurs dizaines de kilomètres séparent les familles entre elles, rendant l'organisation en villages quasi impossible. D'où l'importance d'une structure en coopérative qui a permis de concentrer les efforts et d'améliorer la production. Comptant environ 2000 personnes au total, la coopérative comprend 338 membres disséminés sur une surface de 10 520 km². De passage à Genève, nous avons rencontré Nancy Poui Poirier et Ramón Quidulef.

Solidarité, participation, réseaux

En dix ans d'existence, la coopérative Quiñe – Raquizuam Ltda a fait considérablement évoluer la conscience collective de ces éle-

veurs, spécialement grâce aux efforts d'un atelier d'une quinzaine de femmes de différentes communautés. Elles ont fait réfléchir les gens sur «ce qu'ils font et pourquoi ils le font» et aussi sur leur place dans la famille, la coopérative, la communauté. Le résultat de ce travail d'éducation s'est traduit par un changement des mentalités: majeure responsabilisation des personnes et augmentation importante de la participation individuelle.

Cette formation a également servi à développer la conscience de travail solidaire et collectif, et à rendre cette coopérative suffisamment indépendante pour trouver des solutions alternatives face à un gouvernement pratiquement inexistant. Un projet que Quiñe – Raquizuam Ltda poursuit en voulant créer un réseau de contacts et de liens à l'intérieur de la Patagonie, au niveau commercial, et d'échanges de compétences et d'expériences. Les actions sont d'une part politiques – avec la création d'un mouvement paysan de la lutte pour l'indépendance et la réappropriation des terres – et d'autre part productives, avec le développement des moyens de production agricoles.

Qualité et indépendance

Pour la première fois dans son Histoire, l'Argentine souffre de la faim. Un paradoxe si l'on considère que ce pays possède les ressources naturelles pour produire trois fois la nourriture nécessaire à sa population! L'inflation a atteint des sommets tels que les produits de base ont quadruplé leurs prix: 50 kg de farine ont passé de 16 à 80 dollars. Au milieu de cette tourmente économique, la formation de coopératives montre qu'elle est une solution nécessaire. En partant d'une production traditionnelle comme la laine et le poil de chèvre, améliorée grâce à des apports technologiques, les paysans de la coopérative sont actuellement capables de proposer sur le marché argentin le meilleur produit qualitativement. La création de centres d'exportation permettant de sauter les intermédiaires par la vente directe, a rendu possibles les réinvestissements. D'autre part, un projet de reforestation de cette zone désertique a permis l'autonomie par rapport au marché du bois, si cher dans cette région. Par ailleurs, la création de serres résout en partie le problème de nourriture. Enfin un ré-

seau de tuyaux pour amener l'eau dans ces terres désertes couvre aujourd'hui 80% des maisons. Les résultats positifs obtenus dans ces différents domaines a poussé la coopérative à diversifier et à développer les productions: apiculture, et plus récemment le séchage des peaux de.

Maintenir l'équilibre

Mais pour acquérir complètement son autonomie – ce qui est le but recherché – un soutien extérieur technologique est encore nécessaire. Ceci pour aider la coopérative à être indépendante économiquement face aux problèmes dus à la situation argentine actuelle. L'augmentation sans précédents de l'essence, par exemple, est un des éléments qui risquent de mettre en péril l'avenir de la coopération, car les distances nécessitent la voiture. L'équilibre est précaire, mais continue à démontrer malgré tout que l'union solidaire de ces gens et la conscience de travailler pour une collectivité reste une force majeure, même face à une crise économique si importante. ■

Nicole Kunz

Agenda

Femmes d'ici, Femmes d'ailleurs: Partager les cultures. Journée de rencontre organisée par la Fondation Emilie Gourde, le 30 novembre 2002 de 9h30 à 18h30, au Centre œcuménique du Bois-Gentil, Ch. Bois-Gentil 9, Lausanne.

Development, Governance and the Private Sector. Symposium international, organisé par la Fondation Novartis pour le Développement Durable, le 6 décembre 2002, à Bâle. Tél. 061 697 72 00

Coopération internationale: Offre et demande. Journée d'information *cinfo*, le 28 novembre 2002 à Bienne. Inscription sur www.cinfo.ch

Le 30^e Denier. Comédie musicale réalisée par l'AJEG, avec 60 jeunes, les 5, 6, 7 décembre 2002 à 20 h et 8 décembre à 17 h, à la Salle des fêtes de Thônex, av. Tronchet 18, Genève. Tél. 022 807 27 47

Femmes en guerre, femmes de paix. Exposition sur l'engagement des femmes d'hier et d'aujourd'hui en faveur de la paix, du 13 au 29 novembre 2002, Uni-Mail, Genève.

Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

JAB
1231 Conches

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable: Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 245 - Décembre 2002



Billet évangélique

Où donc a passé Joséphine?



Voilà dix ans déjà (Vive les archives!), un billet évangélique paru dans Cotmec-Info saluait à sa manière la béatification de José-Maria Escriva de Balaguer. Je faisais remarquer que le pape de ce temps – qui est encore celui d'aujourd'hui – avait adjoint à la promotion du fondateur de l'Opus Dei une africaine, séquestrée voilà plus d'un siècle par des négriers arabes qui razziaient le Sud du Soudan. Etrange compagnonnage! Par quel chemin Joséphine Bakhita – car c'est d'elle qu'il s'agit – a terminé sa vie dans un couvent italien pour y mourir en «odeur de sainteté» est encore un obscur mystère pour moi, et sans doute pour beaucoup d'autres aussi. Je me demandais à l'époque si l'intention de procéder le même jour à cette double béatification obéissait à un subtil dosage de la diplomatie pontificale en vue de rallier à l'opération quelques tiersmondistes impénitents, habitués à grincer des dents chaque fois qu'ils entendent parler de l'«Opus Dei».

Précaution inutile dix ans plus tard. José-Maria franchit sans escorte africaine les marches du podium et accède seul au rang suprême de la sainteté. Qu'est devenue entre-temps notre chère Joséphine? Retombée dans l'anonymat d'où elle n'aurait jamais dû sortir? J'ignore si cette question a effleuré l'un des 300 000 «fans» de «saint» José-Maria, qui portaient cravates et mantilles et applaudissaient leur héros sur la place St Pierre de Rome ce dimanche 6 octobre 2002? Question sans doute impertinente et politiquement incorrecte.

Je me console en me souvenant des paroles de Jésus qui exaltait les humbles et les modestes, ceux et celles qui prient leur Père du Ciel dans le «secret». ■

Guy Musy

Edito

Repenser, ensemble, le développement

Donner la parole aux représentants du Sud constitue une des priorités de la COTMEC. Du 14 au 16 novembre dernier, le Mouvement pour la Coopération internationale (MCI) fêtait ses 40 ans d'existence. Nous avons profité de cette occasion pour rencontrer des femmes et des hommes venus spécialement à Genève, certains pour la première fois, pour témoigner de leur expérience quotidienne. Une occasion aussi de saluer les efforts du MCI et de ces membres, dont la présidente Christiane Escher est aussi membre de la COTMEC.

La richesse de ces rencontres et la valeur de ces témoignages, qui peuvent nous aider à repenser le concept de coopération et de développement, ont dicté tout naturellement la forme de ce COTMEC-Info qui souhaite laisser largement la place aux voix du Sud.

De tous les témoignages et interventions, deux éléments sont revenus de manière récurrente comme une solution à opposer à la logique actuelle dévastatrice de globalisation économique: l'éducation et la constitution de réseaux alternatifs. Si l'importance des projets éducatifs nous semble évidente pour les pays d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie; il apparaît très clairement aux yeux des partenaires du Sud que l'éducation des pays du Nord reste encore à faire. Elle constitue un pas essentiel pour avancer ensemble. La croissance économique et la course au profit dans nos pays occidentaux ont conduit à une société aux familles éclatées, à l'individualisme exacerbé où les concepts de solidarité et de conscience collective disparaissent, alors qu'ils constituent certainement une solution pour nous aider à mieux vivre.

D'autre part, l'importance des réseaux s'est manifestée avec les Forum qui se sont organisés à la suite de Porto Alegre, comme récemment à Florence. Points de départ pour la création de réseaux, ils se posent comme l'alternative positive et constructive face à la globalisation. Parallèlement, un phénomène semblable s'observe au Sud, où la formation de groupes, de coopératives de producteurs, de réseaux au niveau national et international réussissent déjà à améliorer, même partiellement, les conditions de vie de certaines communautés. Le sommet de Durban sur les droits de l'homme a marqué le début de la solidarité Sud-Sud, une alternative qui signe les changements des concepts de coopération et de développement.

«Le développement est un accident de l'Occident qui a envahi le monde avec son propre modèle de développement, soutenu en cela par les élites colonialistes dans les pays du Sud.» Cette phrase de Marcos Arruda justifie le mouvement de refus de ce modèle de développement par le peuple lui-même, concrétisé par l'élection de Lula au Brésil. Il est temps que l'Occident reconnaisse le droit des peuples au développement, mais un développement propre à chaque peuple. *«Il ne s'agit pas de croissance économique, mais de l'amélioration de la qualité de vie. Il faut freiner la croissance, croître seulement jusqu'au suffisant, puis entretenir ce suffisant par le développement. La privatisation massive de l'Etat a transformé les services en marchandise. Il est essentiel pour le peuple de récupérer l'Etat, afin de stimuler le mouvement et de construire le pouvoir à partir de soi-même.»*

Une question essentielle enfin a été posée au fil des interventions: quelle autre source que le profit serait à proposer en alternative à la mondialisation? Une réponse possible a été énoncée: «la spiritualité» ou la volonté d'aller au-delà des choses matérielles: redéfinir l'homme non pas comme un objet commercial, mais comme un être humain à part entière. ■

NicoleKunz

Un espoir nommé Lula

Pour une économie «amoureuse»*

Le plébiscite contre l'ALCA, qui a été soutenu par 10 millions de voix, et la nomination de Lula à la présidence du Brésil sont comme deux lueurs d'espoir dans la crise que traverse l'Amérique latine actuellement. De passage à Genève, Marcos Arruda a pris le temps de passer à la COTMEC pour nous faire partager ses espoirs et ses craintes concernant cette nomination. Avec la clarté qui lui est propre, cet économiste – membre de l'Institut de Politiques Alternatives du Cône Sud et défenseur acharné de l'abolition de la dette – possède en plus la faculté d'apporter à chaque problème posé une réflexion qui esquisse une solution positive. Un enthousiasme – au sens premier du mot – et un regard constructif qui nous invite à repenser le concept de développement et de coopération.

Un changement fondamental

«L'élection de Lula est le signe d'un véritable changement dans la mentalité du Brésil: il signifie une prise de conscience de la part de la classe populaire. Plus encore, il s'agit d'un changement historique, de la preuve d'un début de changement de l'ordre global, car, normalement, les travailleurs ne sont pas élus président. De son côté, Lula a un charisme certain et sa campagne basée sur les concepts d'amour, de paix et de dialogue ont touché le peuple. Par ailleurs, la classe moyenne du Brésil, qui a toujours eu peur des changements, a également plébiscité Lula: seulement à Rio, 81% de la classe moyenne a voté pour lui. Le succès de Lula signifie aussi que les gens en ont finalement assez de la voie du néolibéralisme et qu'ils ont enfin osé l'exprimer. Il faut espérer que cet exemple rayonne dans les autres pays d'Amérique latine et ailleurs aussi.»

Rester vigilants

«La victoire de Lula n'est pourtant qu'une première pierre posée dans la construction d'un nouvel ordre social, économique et politique. Mais au Brésil, même s'il y a des problèmes, on aime fêter la victoire! Il faut maintenant rester vigilants, car le peuple brésilien a tendance à se dire: "Lula est au pouvoir, nous pouvons rester tranquillement à la maison, plus besoin de manifester". Ce serait une erreur. Nous devons proposer plus que jamais aux gens d'être actifs comme citoyens, car les changements attendus doivent encore arriver, et, sans la pression populaire, nous risquons de ne voir aucun changement.»

Un héritage douloureux

«D'autre part, Lula a à affronter plusieurs obstacles: premièrement, le risque que comporte l'accession au pouvoir; deuxièmement, l'héritage de Cardoso en matière de dette, d'accords économiques, de présence importante des multinationales étrangères, sans parler du domaine des banques et des capitaux. Le défi de relever le pays après les dommages de la période Cardoso est de taille. Et n'oublions pas non plus que Lula n'est pas soutenu dans toutes les provinces, où des gouverneurs d'autres partis sont en place. Au sein même du gouvernement, le vice-président est un chef d'entreprise plutôt acquis à la cause néolibérale. La corruption reste un problème majeur tant au niveau du gouvernement qu'à l'intérieur du Parti du Travail. Avoir le pouvoir, particulièrement dans un système politique comme celui du Brésil où le pouvoir décisionnel du président est énorme, signifie que l'avenir du pays dépend essentiellement de lui.»

Une tâche difficile

«Les premiers six mois vont être déterminants. Il s'agit de montrer, dès le début, une nouvelle attitude dans les négociations, notamment avec le FMI qui est déjà sur place à Brasilia pour surveillance. S'il fait trop de compromis au départ, ce sera difficile de revenir en arrière. La dette dre. Actuellement, 60% du bud-

get fédéral est destiné à l'amortissement de la dette. La dette interne est actuellement de 300 milliards de dollars, en plus des 230 milliards de dollars de dette externe, soit au total environ 100% du produit interne brut. La chute du real par rapport au dollar rend la tâche encore plus difficile, car il faudrait exporter plus, sans compter l'inflation qui risque d'augmenter encore pour 2003. A tout cela s'ajoutent les pressions que Lula va devoir affronter, de la part des USA, des multinationales et des banques, alliées de Cardoso et du système néolibéral.»

Repenser le système

«La solution serait d'inverser les priorités: privilégier le marché interne aux dépens du marché externe, redéfinir le concept de dette, en la considérant comme une dette historique qui doit être remboursée au peuple sous forme d'investissements du gouvernement dans le social, l'éducation, l'aménagement urbain. D'autre part, une réforme agraire est actuellement indispensable, mais à condition qu'elle comporte également le financement d'une relance de l'agriculture par l'achat de graines, par le financement d'apports technologiques, par la création d'écoles. A ces seules conditions les paysans auront véritablement la possibilité de se développer de manière autonome, au lieu de s'endetter sans pouvoir profiter de leur production. Le projet "faim zéro" que Lula propose sur quatre ans est tout à fait réalisable. Cela demanderait 30 milliards de dollars et inclut la réforme agraire et la création d'emplois.»

Amazonie pillée

«La lutte contre la contrebande qui est en train de ruiner la forêt amazonienne, notamment au niveau du commerce du bois et du cuivre, est une priorité. Elle ne pourra se faire qu'avec la mise en place d'un contrôle militaire renforcé et en tentant d'enrayer la corruption. Cela ne peut se faire qu'en payant correctement les contrôleurs fiscaux et en développant, par l'éducation, une nouvelle mentalité. De plus, l'aménagement durable de la région, sur la base de la participation des populations locales qui peuvent faire profiter de leur sa-

voir en matière de conservation et de préservation de la forêt. Autre problème à affronter dans le cadre de la forêt amazonienne est aussi la présence de multinationales étrangères qui se partagent ce territoire. Certaines possèdent jusqu'à 80 millions d'hectares.»

Un espoir pour l'Amérique latine

«Le Brésil, par sa surface qui en fait un continent à lui seul et par ses richesses naturelles, a le pouvoir de dire non au FMI et d'imposer son propre concept de développement. Mais il ne peut agir seul. D'autres pays, comme l'Uruguay ou l'Argentine, n'ont pas les moyens de faire face seuls à leur problèmes non plus. L'ALCA, que les USA nous présentent d'accepter est une solution qui ne peut qu'aggraver la situation économique par la totale dépendance vis-à-vis des Etats Unis. Une solution serait l'alliance des pays d'Amérique latine, y compris le Venezuela, l'Amérique centrale et Cuba, qui constituerait une force importante capable de proposer aux pays du Nord une globalisation alternative, qui tienne compte de la complémentarité, de la diversité, de l'altérité et de la solidarité.»■

Propos recueillis par N. Kunz

* Au cours de l'une de ses interventions, Marcos Arruda a insisté sur l'importance de revenir à l'étymologie du mot «économie» qui signifie «bien gérer sa maison». Sur la base de cette définition, il exhorte les femmes et les hommes de gérer la communauté, le pays, le monde, comme on gère sa maison, avec ce que cela comporte de respect pour ce lieu qui est à nous. Faisant le lien avec le slogan de Lula qui parle d'amour et de paix, Arruda a lancé ce terme d'«économie amoureuse», un peu comme une boutade, qu'il propose comme alternative à la course au profit.

Apprendre à lire et à écrire

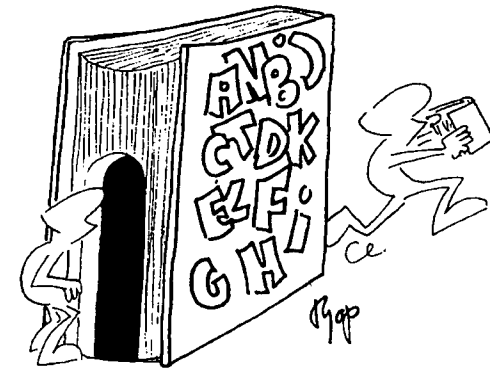
pour mieux vivre ensemble

Ce sont d'abord ses yeux qui parlent. Un regard qui communique avant même les mots et laisse transparaître une chaleur, une ouverture à l'autre et au monde. Dora Nelly Medina a été parmi les premières femmes à bénéficier du projet de l'ONG CLEBA (Organisation pour l'éducation populaire de base des adultes) soutenu par le MCI. Aujourd'hui, elle fait partie d'un groupe de 22 femmes qui poursuivent ce projet d'alphabétisation en dispensant à leur tour l'enseignement aux adultes.

Province urbaine située près de Medellin en Colombie, la municipalité d'Itagui compte environ 180 000 habitants vivant dans les conditions précaires dictées par la pauvreté, le chômage, la violence et la désintégration familiale. Sans oublier la guerre civile qui vient aggraver la précarité de la vie quotidienne. A cela s'ajoute le fort taux d'analphabétisme qui touche, selon la CLEBA, 35 à 40% de la population, – principalement des femmes-, tandis que les chiffres officiels ne parlent que de 10%. Le projet de la CLEBA à Itagui – active depuis plus de 40 ans dans le domaine de l'enseignement populaire et dirigée ici par Antonio Sánchez Mateos – est un exemple particulièrement intéressant car il montre combien l'alphabétisation et l'éducation des personnes, adultes ou enfants, change également les comportements: en facilitant la communication elle augmente la solidarité et redonne aux gens confiance en eux-mêmes.

J'ai un cadeau pour toi

La première difficulté rencontrée par le projet était de contacter les personnes et leur donner envie de venir apprendre à lire et à écrire. «Il était impossible de faire des affiches, car personne n'aurait pu les lire! explique Dora Nelly. Pendant une matinée entière, nous avons sillonné les rues, les ruelles, et même les impasses avec une voiture et un



mégaphone pour annoncer notre projet. Il fallait faire attention à la façon de formuler le message. D'abord, ces gens sont très pauvres, donc le slogan principal devait être: «tout est gratuit». Ensuite, on ne pouvait pas leur dire qu'ils devaient apprendre à lire et à écrire, car les mettre en face de leur analphabétisme était blessant. Enfin, il fallait annoncer que les cours auraient lieu un jour où personne ne travaille. Sur la base de ces principes, nous avons finalement trouvé un slogan: "Nous avons un cadeau pour toi: finis ta formation de base, apprendre à lire et à écrire est gratuit, viens nous rejoindre le samedi et le dimanche". Et les gens ont commencé à venir. Des femmes surtout, mais aussi des enfants. Peu d'hommes car ils ont peut-être plus honte à avouer qu'ils ne savent pas lire et écrire.»

Pédagogie du texte

La méthode développée par le projet CLEBA est basée sur la pédagogie du texte. On part de mots et de textes ayant une relation directe avec l'environnement des personnes, comme la nourriture ou la vie quotidienne. L'avantage de cette technique d'enseignement est de rester toujours dans le domaine du réel et du concret. «Nous avons partagé les élèves en trois groupes selon le niveau et les avons fait venir sur trois jours différents, débutants, moyens, avancés, nous dit Dora Nelly. Mais la volonté d'apprendre était si forte que la totalité des élèves venaient à chaque leçon pour apprendre à écrire plus rapidement. Le plus touchant est de voir l'entraide, ceux qui savent déjà tracer quelques mots apprenant à tenir un crayon à ceux qui n'en ont jamais utilisé.»

Reprenre confiance en soi

Dans une vision machiste comme celle qui sévit en Colombie, où la femme est juste bonne à rester à la maison, ce projet a joué un rôle libérateur qui a parfois eu des conséquences au niveau du couple. «J'ai eu beaucoup de chance que mon mari accepte mon engagement et me permette d'aller au cours, confie Dora Nelly. Beaucoup de ces femmes sont aujourd'hui séparées de leur mari, mais c'est un choix qu'elles ont fait consciemment, car apprendre à lire et à écrire leur a ouvert un univers plus vaste, a amélioré leur condition de vie, leur a redonné confiance en elles-mêmes. J'ai pu observer qu'au fur et à mesure, elles prenaient mieux soin de leur personne, se maquillaient, s'habillaient mieux.

Apprendre à vivre ensemble

Ce renouvellement, je l'ai senti chez moi aussi. Avant, j'avais de la violence en moi, j'étais impatiente, parfois brutale, sans aucune estime de moi-même, incapable de communiquer réellement. Je sentais que j'avais de l'amour à donner, mais je ne savais pas comment le communiquer. Aujourd'hui je suis une femme nouvelle, j'arrive à donner tout ce que je porte en moi, pas seulement ce que j'ai appris, mais aussi la chaleur et l'humanité dans le contact. Le plus extraordinaire est que ces changements vont bien au-delà de l'individu. Je vois que tous ces gens sont maintenant animés par la volonté de poursuivre la solidarité, de former une communauté, de vivre ensemble

comme des citoyens conscients. Apprendre à lire et à écrire signifie pour eux s'ouvrir au monde et y trouver sa place plus facilement. Pendant les moments que nous passons ensemble, nous partageons souvent un repas, nous nous écoutons les uns les autres, nous rions et pleurons ensemble.»

Des signes d'espoir

En quelques mois d'apprentissage, petits et grands sont capables d'écrire ce qu'ils désirent dans leur cahier, et il faut voir le soin qu'ils apportent à la calligraphie. Un panneau composé de divers écrits montre ce jaillissement de phrases pleines d'espoir et de joie, comme les étincelles d'un feu de joie. Il n'y a pas d'âge pour apprendre à écrire et trouver ainsi sa dignité et sa place au sein de la société. Dora Nelly raconte l'histoire de cette dame de 80 ans venue elle aussi apprendre à écrire: «Lorsqu'elle a pu enfin tracer les lettres de son nom, elle est allée changer sa carte d'identité, afin de remplacer la mention "ne sais pas écrire son nom" par sa signature. Ce qui signifie pour elle une reconnaissance officielle de son statut de citoyenne. Mon plus grand bonheur a été de voir la joie refluer sur le visage d'une autre élève de 63 ans, le jour où elle a pu écrire sa liste pour aller au marché.»

Mais le message que Dora Nelly veut faire passer va au-delà. «Dans la Colombie actuelle, la vie n'est pas facile. Nous sommes sans cesse menacés par la guerre civile qui continue de faire des morts même dans nos quartiers. J'ai perdu récemment deux élèves. Un garçon de 19 ans, intelligent et plein d'espoir, et une femme de 35 ans, épouse et mère de famille, dont la vie a été emportée par une balle perdue. Mais nous continuons à nous battre malgré tout. Ce que je voudrais communiquer est que la majorité des habitants de Colombie sont des gens bien.»■

Propos recueillis par N. Kunz